Ferhat Abbas

L'INDÉPENDANCE CONFISQUÉE

Ferhat Abbas, l'ancien président du Gouvernement provisoire de la République algérienne,dresse le bilan sans complaisance de l'Algérie de 1962 à 1978.

Après sept ans de guerre, l'indépendance est proclamée le 5 juillet 1962. Mais elle est confisquée par Ben Bella d'abord, par Boumedienc ensuite. En voulant imposer le "socialisme" et en soumettant l'Algérie à leur pouvoir personnel, ils ont entravé son évolution et "trahi le sang des chouhada".

Ferhat Abbas analyse les difficultés de l'Algérie à la lumière du passé historique, de la colonisation, de l'expérience de la "révolution par la loi" et de la lutte armée. Pour lui, le pays peut trouver son équilibre en associant l'héritage de l'Islam, sa dimension religieuse et sociale, et la conception libérale de la démocratie.

Un témoignage lucide et généreux sur l'Algérie, sur le tiers monde.

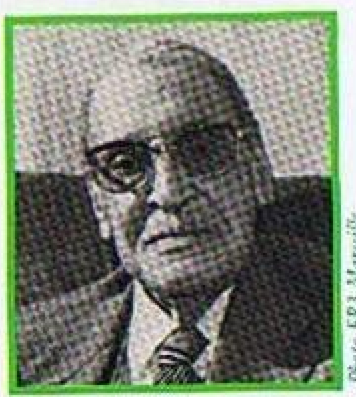
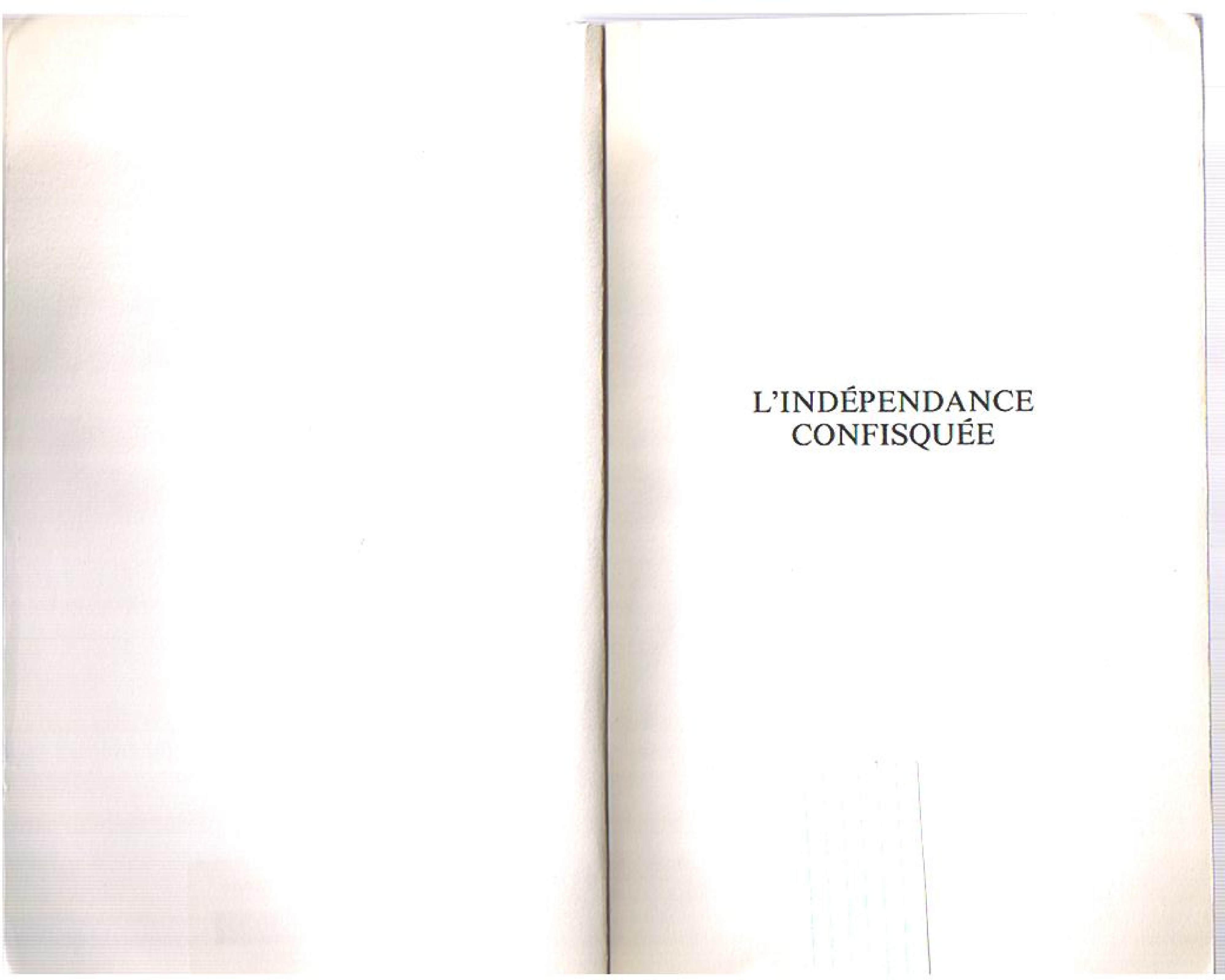


Photo FR3 Marseille

Né en 1899 à Taher (Petite Kabylie), Ferhat Abbas, après des études à Alger, s'installe pharmacien à Sétif. Il défend activement les droits de la communauté musulmane et rédige en 1943 le Manifeste algérien. *Il fonde l'U.D.M.A. en 1948, rejoint le F.L.N. en 1954 et devient président du G.P.R.A. Il démissionne de la présidence de l'Assemblée nationale constituante en 1963. Mis en résidence surveillée par Ben Bella et par Boumediene, Ferhat Abbas, qui s'était retiré de la vie politique, a été élargi par le président Chadli. Il a publié précédemment :* Le Jeune Algérien, La Nuit coloniale, Autopsie d'une guerre.



L'INDÉPENDANCE CONFISQUÉE

DU MÊME AUTEUR

Le Jeune Algérien, La Jeune Parque, 1930. Rééd. Garnier, 1981.
La Nuit coloniale, Julliard, 1962.
Autopsie d'une guerre, l'Aurore. Garnier, 1980.

FERHAT ABBAS

L'INDÉPENDANCE CONFISQUÉE
1962-1978

L'Indépendance confisquée 1962-1978
Ferhat Abbas
Flammarion
Paris 1984

A la jeunesse algérienne
et
à la jeunesse du Maghreb

Je vous dédie ce livre :

Pour que l'Algérie, dans un Maghreb renaissant, se développe comme une patrie radieuse où tous les Algériens, sans distinction d'opinion, seront heureux de vivre.

Pour que la famille demeure la cellule sociale, source d'énergie, d'esprit d'entreprise et de solidarité nationale.

Pour que l'Islam, foi de nos pères et de nos chouhada, reste la pierre angulaire sur laquelle s'édifieront le renouveau et la grandeur de notre pays.

Pour que vous soyez fiers de notre race et de notre civilisation, sans tomber dans le racisme et sans mépriser aucune autre civilisation.

Pour que le Maghreb devienne une grande communauté unie par le sang et par la foi de nos ancêtres et s'impose, comme telle, au monde extérieur.

Pour que la culture et la science assurent votre promotion sans pour autant couper les racines qui vous rattachent au peuple rural et à votre milieu social.

Pour que vous vous nourrissiez d'humanisme, de poésie, d'amour et d'art.

Pour que vous soyez des hommes responsables et libres, respectueux des droits et des libertés d'autrui.

F. A.

AVANT-PROPOS

Ne cachez pas votre témoignage. Quiconque le fait se rend coupable à l'égard de Dieu.

LE CORAN [1].

« Qui peut et n'empêche, pèche. »

ANTOINE LOISEL.

Depuis le 5 juillet 1962, l'Algérie est indépendante. Mais aucune loi n'est intervenue pour protéger les citoyens contre les abus du pouvoir.

Le 3 juillet 1964 à 21 heures, des policiers, tels des malfaiteurs, escaladèrent la clôture de ma villa à Kouba (Alger) et se présentèrent à ma porte, mitraillettes aux poings. J'étais couché. Mon épouse leur ouvrit la porte et fut saisie de frayeur devant ces hommes armés. Ces policiers, conduits par le commissaire central, feu Hamadeche, venaient pour m'arrêter et me conduire je ne sais où. Ils n'avaient aucun mandat d'arrêt. Je ne connaissais ni le commissaire, ni aucun de ces agents. J'ai donc refusé de les suivre.

Après une longue et pénible discussion, ils capitu-

1. Le Coran, sourate 2, « la vache », v. 283.

lèrent. Néanmoins, ils investirent la maison. Le lendemain, et jusqu'au 19 août, des policiers en armes et par groupes de quatre montèrent la garde, jour et nuit, autour de ma demeure.

Le 19 août, un inspecteur, accompagné de deux policiers, se présenta à 8 heures du matin pour m'informer que le commissaire central désirait me voir. Je les ai suivis. Je fus conduit d'abord dans un bâtiment sur les hauteurs de Saint-Eugène, aujourd'hui Bologhine, ensuite à El Biar, devant les locaux de la Sécurité générale. Une autre voiture m'emmena dans une villa, ancienne clinique désaffectée, où je fus enfermé jusqu'au 30 octobre.

Dès que j'eus quitté la maison, la police se mit à perquisitionner chez moi, au mépris de la loi. En fouillant, elle trouva une lettre que mon fils, étudiant de 19 ans, m'avait envoyé à Sétif où je me trouvais en avril 1964. Il me disait qu'un ami était venu m'avertir qu'il était question de mon arrestation et que je devais prendre mes précautions.

Je n'avais aucune précaution à prendre. Je n'étais mêlé ni de près ni de loin aux événements du jour et n'avais rien à cacher. En découvrant cette lettre, la police arrêta mon fils et l'emmena à l'ancienne clinique Roubi où il fut enfermé, laissant sa mère en pleurs et dans la désolation.

Ma femme avait déjà subi d'autres épreuves. En 1945, après les événements du 8 mai, elle fut arrêtée et enfermée à la prison d'El Harrach, avec les condamnées de droit commun. Elle y demeura un mois. Ensuite elle fut dirigée sur le camp d'Akbou, une caserne désaffectée où étaient détenues des femmes d'origine italienne et allemande. Après la fermeture de ce camp, en janvier 1946, elle fut placée en résidence surveillée à Relizane, alors qu'une telle mesure avait été supprimée par la levée de l'état de siège.

Elle n'a été libérée que lorsque je le fus moi-même, après le 16 mars 1946. Cependant elle n'a jamais été aussi malheureuse ni n'a souffert autant que le jour où la police de Ben Bella lui arracha son fils et le conduisit vers une destination inconnue.

En l'absence de Ben Bella, notre fils fut libéré le 24 septembre par Boumedienc grâce à l'intervention du Dr Ahmed Francis et de Cherif Belkacem, ministre de l'Éducation. Il sortit fortement éprouvé et physiquement affaibli par les conditions de sa détention et les épreuves subies.

A El Biar, j'étais au secret. Mais j'ai su cependant que j'avais beaucoup de compagnons d'infortune : le président Fares, l'ancien ministre de la Justice Amar Bentoumi, le commandant Azzedine, le commandant Larbi Berredjem de la Wilaya II, les frères de l'ancien ministre des P.T.T. Hassani, les députés Boualem Oussedik, Brahim Mezhoudi, etc.

Le samedi 31 octobre à 2 heures du matin, certains d'entre nous furent réveillés. Le lieutenant chargé de notre surveillance nous informa que nous étions libérés. Nous nous préparâmes et des voitures nous emmenèrent sur une place d'El Biar où le directeur de la Sûreté nationale, Nadir Yadi, nous attendait. Celui-ci nous fit mettre les menottes, fit encadrer chacun de nous par deux policiers tandis que deux autres se relayaient au volant des voitures qui se dirigèrent vers le Sud oranais. Je dois dire que dès le départ du directeur de la Sûreté, et à peine avions-nous fait une centaine de mètres, que le policier responsable de ma voiture m'ôta les menottes. « Je n'admets pas, dit-il, qu'on mette des menottes à notre père et au père de notre indépendance. »

En route, j'avais eu froid, car j'étais légèrement vêtu. Le même agent me remit une chemise plus chaude que la mienne et m'en revêtit malgré mes protestations. Nous arrivâmes à Béchar vers minuit.

Nous fûmes conduits dans des pièces vides. Je réclamai un matelas et des couvertures. Le *wali*[2], Rachid Ali Pacha, me les fit porter.

Le lendemain 1er novembre, et à l'occasion de ce jour anniversaire, le commissaire de police de la localité nous informa que nous étions ses invités et que nous avions droit au couscous traditionnel. Nous n'étions plus que quatre : Bentoumi, Mezhoudi, Oussedik et moi-même. Les autres détenus avaient été dirigés, la nuit même, sur d'autres lieux : le commandant Azzedine à Tamanrasset, le président Fares à Ain Salah, le commandant Larbi Berredjem à Aflou. Je fis remarquer au commissaire, au cours du repas, qu'il risquait sa révocation. « Et après? me répondit-il, les portes de Dieu sont larges. » Nous étions dans le Sud, où les nuits sont fraîches. Le même commissaire quitta son pardessus et me le donna. « Vous me le rendrez lorsque vous serez libéré », me dit-il.

Le lendemain, nous prîmes la route toujours en direction du Sud, sans savoir où nous allions. Avant d'arriver à Adrar, le chef de la *Daira*[3] vint à notre rencontre. C'était Si Belkacem Benbaatouche de Barika dont je connaissais bien la famille. Son accueil fut très cordial. A Adrar, on nous plaça, Bentoumi et moi, dans deux villas jumelles avec jardin commun. C'est là que nous vécûmes, Bentoumi, coléreux et broyant du noir, et moi, vivant philosophiquement là où Dieu m'avait conduit, l'âme en paix et la conscience tranquille. Les députés Mezhoudi et Oussedik furent dirigés sur Timimoun.

Nos familles furent autorisées à nous rendre visite. Mon épouse fit plusieurs fois le voyage Alger-Adrar pour me ravitailler et m'apporter du linge. Mon fils, mes neveux et nièces vinrent également me voir

2. *Wali :* préfet.
3. *Daira :* sous-préfecture.

accompagnés de mon fidèle ami Hadj Djaballah de Blida.

C'est dans cette villa du Sud que j'appris la mort du regretté Cheikh El Bachir Ibrahimi, ancien président de l'association des Oulémas. Une grande figure de l'Islam disparaissait! Cheikh El Bachir fut mon compagnon de cellule après mai 1945, à la prison militaire de Constantine. Il fut aussi mon père spirituel. La nouvelle du décès de mon ami Abdelaziz Kessous me parvint également à Adrar. Aziz Kessous avait été mon condisciple au collège de Skikda. Il avait été un grand militant de la cause algérienne. Il dirigea avec moi le journal *L'Entente* en 1938, le journal *Égalité*, devenu ensuite la *République algérienne*, de 1944 à 1954. Je l'ai beaucoup regretté.

C'est aussi durant ma détention que mon ami et collaborateur à la présidence de l'Assemblée nationale constituante, Lucien Angeli, fut expulsé du territoire national. Arrêté dans la rue, la police ne lui laissa même pas le droit de se rendre à son domicile pour y prendre ses affaires personnelles.

Nous fûmes libérés, Bentoumi fin mai, et moi le 8 juin 1965. Ces événements se passèrent alors que Ben Bella détenait le pouvoir. Mais il ne devait pas le garder longtemps puisqu'il fut arrêté le 19 juin.

Le 10 mars 1976, à 7 h 30, la police frappa de nouveau à ma porte. C'était le commissaire de police de Kouba, accompagné de deux policiers en civil. Il venait me signifier que j'étais placé en résidence surveillée dans ma propre villa. Il m'informa que mon téléphone allait être coupé et que toute visite était interdite, à l'exception de celle des membres de ma famille. Je lui demandai s'il avait un mandat motivant cette mesure. Il n'avait rien. Je lui remis alors une protestation écrite dans laquelle je m'éle-

vais contre ce procédé arbitraire qui portait atteinte à ma liberté sans qu'aucune accusation officielle ne soit portée à ma connaissance. Cette fois-ci, l'Algérie vivait sous la férule du colonel Boumediene, de son vrai nom Mohamed Boukharouba. Une semaine plus tard, j'appris que ma pharmacie était confisquée et mon compte en banque bloqué. Boumediene ne s'inquiéta nullement de savoir si j'avais les moyens de subvenir à mes besoins et à ceux de ma famille. Heureusement des amis m'apportèrent leur aide.

Cette situation dura jusqu'au 13 juin 1977. Ce jour-là, à 22 heures, un inspecteur de police vint m'informer que la surveillance policière autour de ma demeure était levée et que je pouvais circuler librement en Algérie. Mon passeport ne me fut rendu qu'après la mort de Boumediene, survenue le 28 décembre 1978. Quant à ma pharmacie, elle ne me sera restituée qu'en janvier 1982.

J'ai supporté cet arbitraire sans me plaindre. Je le considérais, dans le régime sous lequel nous vivions, comme étant dans la nature des choses. L'Algérie tout entière n'était-elle pas soumise au bon plaisir du pouvoir personnel et prisonnière de l'autoritarisme? Lorsque le pouvoir ne repose sur aucune légalité et encore moins sur la légitimité, ces excès sont prévisibles.

En 1964, je fus arrêté parce que je ne voulais pas suivre Ben Bella dans son aventurisme et son gauchisme effréné. J'ai démissionné de la présidence de l'Assemblée nationale constituante dès le jour où la Constitution du pays fut discutée et adoptée en dehors de l'Assemblée que je présidais et des députés élus pour ce faire. La discussion et l'adoption eurent pour cadre une salle de cinéma de la ville, « Le Majestic ». Là fut institutionnalisé le parti unique, à l'instar des démocraties populaires.

Ben Bella s'était imaginé que je devenais un obstacle à sa politique, alors que je voulais simplement exprimer publiquement mon refus de participer à la « soviétisation » de mon pays, entreprise engagée contre la volonté de notre peuple.

Après ma démission, la radio d'Alger et la presse m'injurièrent. Puis Ben Alla, qui me remplaça, par la suite, à la présidence de l'Assemblée nationale constituante, tint une conférence de presse au cours de laquelle il annonça ma radiation du F.L.N.

Qui me radiait? Ben Bella? Ben Alla? Le Bureau politique? Ni les uns ni les autres n'avaient autorité pour le faire. L'Assemblée nationale? Elle n'avait pas été consultée. Le Comité central? Il n'existait pas.

En vérité, Ben Bella et Ben Alla s'imaginaient que j'étais un larbin à leur service. Ce en quoi ils se trompaient l'un et l'autre. Nous savons que Ben Alla a passé les années de guerre en prison. Abane Ramdane m'a confié qu'au moment de son arrestation, il tenait en mains une mitraillette chargée et qu'il s'était bien gardé de s'en servir.

Tel fut le comportement de notre prétendue « élite révolutionnaire » qui s'est permis de nous juger!

A son tour, Boumediene me plaça en résidence surveillée parce que j'avais signé avec Cheikh Kheireddine, ancien vice-président des Oulémas, Ben Khedda ancien président du G.P.R.A., et Lahouel Hocine, ancien secrétaire général du M.T.L.D., un appel au peuple algérien. Avant d'être diffusé, l'appel fut remis en main propre à Boumediene. Nous n'avions pas à nous cacher. Nous affirmions, au grand jour, notre conception de l'avenir et notre refus de subir le pouvoir personnel [4].

4. Voir, en annexe, l'appel au peuple.

C'était notre droit et notre devoir, d'autant plus que le 1[er] novembre 1975, dans une réunion publique, Boumediene avait annoncé à son auditoire qu'il allait doter l'Algérie d'une nouvelle charte – la cinquième depuis le 1[er] novembre 1954 – et d'une nouvelle Constitution, que chacun pourrait discuter. « Durant cette période, avait-il ajouté, le débat sera ouvert à toutes les opinions, à toutes les idées, dans la liberté totale. »

Nous avons applaudi à l'annonce de ce débat, car, pour la première fois depuis l'indépendance, le pouvoir allait enfin donner la parole au peuple. Mais nous dûmes déchanter très vite. Je rappellerai aux défenseurs de Boumediene que même son ami Georges Marchais, tout communiste stalinien qu'il est, venait de publier un livre où il défendait âprement la liberté d'expression. Il y écrivait :

> Il faut toujours être en garde contre la tentation de substituer à l'effort démocratique de conviction, de confrontation et de bataille d'idées, les facilités de l'autorité et de répression. C'est pourquoi il est naturel que nous exprimions notre désaccord avec les mesures répressives qui attentent aux libertés d'opinion, d'expression ou de création où qu'elles soient prises.
> C'est ainsi, par exemple, que nous ne cachons pas que nous avons une sérieuse divergence avec le Parti communiste de l'Union soviétique sur la question de la démocratie. Le respect des libertés individuelles et collectives, de la liberté d'expression et de création, entre autres, a pour nous une valeur universelle et nous le défendrons partout, chaque fois que cela est nécessaire, et sans restriction [5].

Il n'était pas interdit de penser que Marchais eût tenu le même langage devant Boumediene et que ce

5. Georges Marchais, *Parlons franchement*, Paris, Grasset, 1977.

dernier se fût converti au respect du suffrage universel et aux méthodes démocratiques pour asseoir légalement son pouvoir. C'était mal le connaître.

A peine notre appel lui fut-il remis qu'il entra dans une grande colère. Il déclara devant ses ministres qu'il allait nous faire fusiller. Il n'admettait pas qu'il y ait des opposants à son régime alors qu'il détenait le pouvoir depuis douze années. Mais il ne s'est jamais inquiété ni de la façon dont il nous gouvernait ni de celle dont il avait pu détenir le pouvoir.

Nous n'avons pas été fusillés. En toute modestie je pense que les quatre militants que nous sommes avions déjà défendu l'Algérie alors que Boumediene n'était pas encore né. Notre droit à la parole était plus légitime que le sien. L'Algérie n'est pas née avec son coup d'État du 19 juin 1965. C'est un vieux pays riche de mœurs ancestrales, de traditions séculaires de liberté et d'une belle civilisation. Nous l'avons défendu contre le régime colonial. Et si dominateur que fût ce régime, il ne nous a pas empêchés de parler, de critiquer, de revendiquer.

C'est grâce à la liberté de parole que notre peuple a pu se former politiquement et s'armer moralement, et qu'il est monté, enfin, à l'assaut de la forteresse coloniale et de ses injustices. La parole a ses miracles. Notre Prophète l'a confirmé. « J'ai été envoyé, dit-il, avec l'épée et le Verbe et j'ai constaté que le Verbe était plus tranchant que l'épée. » Le Verbe, c'est l'étincelle d'où jaillissent la lumière et la vérité. La parole porte en elle des forces insondables. Sans liberté de parole, un peuple ne vit pas.

Après ma première détention dans le Sud en 1964-1965, d'où je suis revenu malade, un vieux compagnon de lutte m'avait conseillé de « dételer ». « Tu as assez fait pour ton pays, ferme ta porte aux visiteurs, arrête-toi. Désormais tu as droit au repos. Que les jeunes édifient l'Algérie comme ils l'enten-

dent. » C'était le langage de la raison. Mais peut-on vivre pour soi dans une tour d'ivoire, dans la quiétude, quand l'injustice, comme une lèpre, dévore tout le corps social d'un pays? L'avenir de ceux qui naissent, leur vie, nous sont aussi précieux que le furent les nôtres. Je crois personnellement que le droit de critiquer et de dénoncer l'injustice est un droit imprescriptible et immuable. Certes, au crépuscule de la vie, nos forces diminuent et nous ne pouvons plus agir comme au temps de la jeunesse. Mais nous pouvons toujours témoigner. L'islam le recommande.

Ce livre est un simple témoignage sans aucune ambition personnelle. Je n'écris pas comme d'autres préparent des coups d'État. Je ne convoite ni pouvoir ni honneur, je veux seulement dire, devant mon pays, ce que j'ai vu et ce que je pense. Par quels chemins tortueux l'Algérie indépendante est-elle arrivée à vivre sous un régime totalitaire? Les peuples ne choisissent pas le totalitarisme. Il s'impose à eux par la force ou par la ruse, et les réduit à l'état de figurants. Il faut que chaque citoyen en soit conscient.

Ces régimes trahissent l'avenir, trahissent la morale et ses principes. Ils sont en contradiction fondamentale avec l'islam et les droits de l'homme. En démocratie réelle, tous les citoyens participent effectivement aux affaires publiques. Le pouvoir émane de la volonté de tous, librement exprimée.

Ce dogme a prévalu dans l'islam dès la mort du Prophète. Le Khalife Abou-Bakr a été élu par toute la communauté musulmane réunie et consultée. Et cette règle de l'islam et de la démocratie a été violée chez nous dès la fin de la guerre de libération par des hommes qui ont fait fi des sacrifices de notre peuple, en lui confisquant sa victoire. A aucun moment ces

hommes n'ont pensé à lui donner la parole, alors que lui seul avait le droit de légiférer pour le pays.

Vingt ans ont passé. Les deux hommes qui ont rusé avec l'histoire ont été écartés par l'histoire. Ben Bella a été chassé du pouvoir par le coup d'État du 19 juin 1965 perpétré par le groupe d'Oudja au bénéfice de Boumediene, son allié de la veille et son ministre de la Défense. Celui-ci l'enferma quatorze ans, sans acte d'accusation, sans jugement, sur simple « lettre de cachet », comme sous les rois de France. Son geôlier pensait sans doute à tout sauf à son destin et à la mort. Il fut emporté en pleine force de l'âge par une grave et brutale maladie, le 28 décembre 1978.

Ainsi se termina l'aventure de deux hommes qui se considéraient, sans raison, comme des surhommes, et qui ont pris le pouvoir par la ruse et par la force. Pendant que le peuple algérien versait son sang par flots pour ouvrir la voie à l'indépendance et la liberté, eux se nourrissaient du rêve de devenir des « sultans » dans leur pays.

On m'a reproché d'avoir aidé l'un et l'autre. Je dirai dans quelles circonstances je l'ai fait. J'étais loin de soupçonner que les manigances des Ben Bella et des Boumediene avaient pour but de conduire notre pays au parti unique et au pouvoir personnel.

C'est dans cette ignorance que j'ai été mêlé à leurs alliances. Pouvais-je vraiment avoir le projet de collaborer avec des candidats dictateurs? Je respecte trop le peuple pour accepter qu'il soit privé de sa liberté d'expression et de sa participation aux affaires de l'État. Je suis trop attaché à l'islam pour le troquer contre un nouvel ordre social qui a donné partout ailleurs des résultats si décevants.

Aux plus mauvais jours, à Adrar, comme dans ma résidence surveillée à Kouba, je vivais mon isolement et ma solitude sans jamais désespérer de l'avenir de la démocratie et du réveil du peuple. Toute ma vie

j'ai vécu l'islam dans son intensité et rêvé de la liberté dans sa plénitude. Aucun pouvoir, quel qu'il soit, ne peut emprisonner indéfiniment la conscience d'un homme ou d'un peuple.

Certains penseront peut-être que Ben Bella comme Boumediene étaient mus par la recherche du bien public et la volonté d'apporter un changement à l'Algérie. Mais en réalité ils n'ont fait, l'un et l'autre, que du *paternalisme* à bon marché, en s'appuyant sur une « mafia » de « petits copains » prêts à se servir plutôt qu'à servir. Sous leur régime, le slogan « Par le peuple pour le peuple » est devenu, selon l'expression employée par Harbi, « Par nous et pour nous [6] ».

Pour moi, je leur pardonne beaucoup de choses. Mais je ne peux leur pardonner qu'ils aient introduit dans notre pays les pratiques staliniennes, le collectivisme parasitaire des démocraties populaires, et qu'ils aient changé notre style de vie. Tous les deux ont méconnu l'islam. Ils multipliaient leurs voyages en U.R.S.S. Ils tentaient aussi de faire admettre aux Algériens que Moscou était désormais la nouvelle Mecque de l'Algérie. Cela est-il possible? Cela est-il concevable? Le premier y reçut « l'ordre de Lénine », réservé aux marxistes méritants. Le second pensait y trouver un appui et une « gloire » qui remplacerait, à ses yeux, l'adhésion de son propre peuple.

Lorsque s'écoulaient mes jours sous la surveillance des mitraillettes de Ben Bella ou de Boumediene, il m'arrivait de penser à mon destin et au leur. Ils ont chevauché les chimères du pouvoir. J'ai cru plus raisonnable de respecter l'homme. A chacun sa conscience, à chacun sa conception du Bien et du Mal. Devant les miens affligés ou découragés, j'ai

6. Mohamed Harbi, *Le F.L.N. Mirage et Réalité*, Jeune Afrique, 1980.

souvent tenté de leur rendre espoir en évoquant les vers si actuels de Victor Hugo :

> Nous avons tous deux au front une couronne ...
> Vous des fleurs de lys d'or et moi de cheveux blancs.
> Roi, quand un sacrilège ose insulter la vôtre,
> C'est vous qui la vengez; c'est Dieu qui vengera l'autre [7].

Je crois, en effet, qu'au-dessus des multitudes humaines, de leurs actions, de leurs agitations, de leurs calculs, il y a un Juge suprême. Quoi qu'il en soit, à chacun sa destinée. La sagesse commande que l'on gouverne à « tombeau ouvert », comme les cavaliers traversent le désert. Le pouvoir ne met pas à l'abri de la mort. Lorsque j'étais président du Gouvernement provisoire, je pensais souvent aux comptes que je devais rendre au peuple et à Dieu. Je vivais en parfaite communion d'idées avec nos maquisards. Ce n'est pas sans raison que ceux-ci se dénommèrent *moudjahidine*, « les combattants de la foi ». C'est l'islam qui a conduit leurs pas. Leur cri de guerre était *Allah Akbar!* « Dieu est le plus grand ». Leur cri d'espérance était aussi : « *Yahia el islam ou el Hourria* » « Que vivent l'islam et la liberté! »

Cela est si vrai qu'un homme du régime, le Dr Ahmed Taleb Ibrahimi, le confirme en des termes inattaquables [8].

> Si nous cherchons, écrit-il, la face cachée qui a allumé l'étincelle de la révolution dans la patrie islamique à travers sa longue histoire, nous ne trouverions pas d'autre force que l'islam. C'est lui qui a affronté les nombreux défis qui ont menacé la communauté musulmane d'anéantissement et dont le triomphe spirituel

7. Victor Hugo, *Le roi s'amuse*.
8. A l'heure actuelle le Dr Ahmed Taleb Ibrahimi est ministre des Affaires étrangères.

s'est poursuivi sans cesse en dépit des conditions de troubles connues par cette communauté, de la faiblesse de sa force politique, de sa division en groupes et collectivités. Sans l'islam les musulmans ne se seraient pas libérés du colonialisme. Si quelqu'un a des doutes à ce sujet, il lui suffit d'étudier la révolution algérienne, il ne pourra qu'être convaincu que c'était une révolution islamique qui s'est déclenchée au nom de l'islam, qui a triomphé grâce à lui et que ses hommes avaient pour devise la parole de Dieu le Très Haut qui dit : « Ne crois surtout pas que ceux qui sont tués dans la voie de Dieu sont morts : ils sont vivants et auprès de leur Seigneur seront pourvus de biens[9]. »

Si, depuis vingt ans, l'Algérie ne trouve pas le chemin de son futur, si elle cherche encore sa voie, si elle est toujours ballottée entre les vents de l'Est et de l'Ouest, c'est que le sang des *chouhada* n'a pas pesé bien lourd sur son destin. Ni Ben Bella ni Boumediene ne l'ont pris en compte. Cela cependant était important. Ils ont prétendu que le Parti unique, la dictature, le pouvoir personnel et le socialisme sans libertés étaient seuls aptes à sortir l'Algérie de son sous-développement. La revue *Révolution africaine* a osé même écrire à l'époque de Ben Bella que le « Coran avait vieilli ». Si ce langage n'était pas une erreur, pire un blasphème, comment expliquer que notre foi ait conduit les *moudjahidine* à la victoire, et que nos pères aient résisté à la colonisation et à ses abus durant plus d'un siècle?

En Algérie, depuis 1962, l'islam est mis en accusation dans sa pensée et dans ses composantes sociologiques. Nous vivons dans une atmosphère de mensonges habilement orchestrés. Les Algériens et les Algériennes doivent adhérer au stalinisme totalitaire et accepter le pouvoir personnel s'ils veulent participer à la vie publique. Être algérien tout court ne suffit plus pour être citoyen à part entière.

9. Dr Ahmed Taleb Ibrahimi, « Questions et réponses sur le socialisme » (conférence donnée lors du 14e séminaire sur la pensée islamique).

Une nouvelle caste de privilégiés est née ainsi. Comme il y eut pendant la colonisation, le premier collège qui était tout, et le deuxième collège, qui n'était rien, comme il y eut du temps de la Rome païenne deux catégories d'hommes, les patriciens et les plébéiens, il y a aujourd'hui en Algérie une infime minorité qui bénéficie de tout (liberté, pouvoir, richesses) et la grande masse du peuple qui, bâillonnée, surveillée, subit le matraquage de la propagande officielle et attend des jours meilleurs.

Il faut espérer qu'il n'y aura plus de descente en enfer. La foi qui nous a sauvés hier nous sauvera demain. L'esprit de solidarité nationale qui nous a soudés pour détruire un régime colonial injuste nous animera de nouveau pour édifier une République algérienne authentiquement libre, débarrassée des séquelles de siècles de servitude et des miasmes d'une dictature malfaisante qui n'ose pas dire son nom.

Il est vrai que les difficultés et les remous au milieu desquels nous vivons ne nous sont pas propres. L'indépendance des peuples africains et asiatiques est survenue à une époque où l'univers entier était en mutation. Par leur ampleur et leur soudaineté, les événements nés de la dernière guerre mondiale ont surpris tous les peuples y compris ceux des deux superpuissances.

Traumatisée par plus de sept années de guerre, l'Algérie l'a été autant sinon davantage par un régime auquel elle ne s'attendait pas et auquel elle n'a jamais adhéré. Notre peuple exprime, comme il peut, une muette et profonde protestation. Que fait-il? Il édifie partout des mosquées de ses propres deniers et multiplie les pèlerinages aux lieux saints de l'islam. C'est sa manière à lui de dire « non » à la

« soviétisation » de l'Algérie et aux inégalités sociales et politiques qui en résultent.

L'étiquette fallacieuse d'État « progressiste » ne trompe personne. Le progrès humain est global. Il est moral avant d'être matériel. On n'édifie pas le progrès dans l'injustice sociale et l'asservissement de l'homme.

J'écris ce livre pour la jeunesse, pour ceux qui naissent à la vie et qui n'ont connu ni régime colonial ni guerre d'Algérie. Ces jeunes doivent se préparer aux responsabilités de demain. Mon livre est un message, un hymne à la démocratie et aux libertés essentielles de l'homme. Et aussi un hymne à sa dignité. Aussi dirai-je à ces jeunes que vivre c'est choisir et non subir. Et leur rappeler ce vers de Sophocle dans *Ajax* : « Ah! Donnez-moi vos vingt ans si vous n'en faites rien! »

J'ai parcouru l'étape la plus importante de ma vie. Elle fut une lutte exaltante. Sorti d'un *douar* misérable, j'ai été confronté à l'injustice, à la misère des pauvres gens en même temps qu'aux études modernes. J'ai exercé les responsabilités des mandats électifs et enfin celles du pouvoir. A aucun moment, je n'ai trahi mon idéal ni failli aux règles fondamentales de la démocratie.

Je voudrais que mes compatriotes en portent témoignage. Je ne suis ni fanatique, ni rétrograde, ni intégriste. Je suis pour un islam ouvert à la science, à la technique moderne, ouvert sur le monde extérieur, sur les autres civilisations et les autres croyances. Un islam dont les premières vertus sont la générosité du cœur et la tolérance. « Les créatures humaines sont la famille de Dieu et celle d'entre elles qui est la plus chère au Seigneur est celle qui est la plus utile à la

famille. » Cet humanisme exprimé par notre Prophète a valeur universelle. Le savant Pasteur, par exemple, ne l'a pas oublié quand il s'est écrié : « Je ne te demande pas quelle est ta race, ta nationalité ou ta religion mais quelle est ta souffrance. »

C'est pourquoi il faut s'armer moralement pour parer aux dangers de la vie. De graves menaces pèsent encore sur l'humanité, et, d'un jour à l'autre, la tempête peut déferler sur le monde. Si ce cataclysme se produisait, la jeunesse y résisterait mieux en restant fidèle à la foi de ses pères, à son enracinement. C'est dire que nous pouvons adopter la voie du progrès, sans renier notre origine et nos sages traditions, sans tourner le dos à l'héritage des ancêtres, sans abandonner notre style de vie. C'est dans notre passé que nous devons puiser notre force et notre raison d'être.

J'ai vécu l'époque coloniale sans peur, sans compromission et sans haine. Je savais que « l'Algérie française », telle qu'elle avait été édifiée, n'était qu'une étape dans l'histoire de l'Algérie. Et qu'un ordre social qui repose uniquement sur la force s'écroule un jour, de quelque manière que ce soit.

Durant mon combat politique la bonne foi était ma règle, la croyance en Dieu mon soutien, l'islam mon guide, le progrès, la liberté et la justice sociale mon idéal de tous les jours. J'exprime l'espoir que la même croyance et le même idéal guident nos enfants et donnent un sens à leur vie. Puissent ces enfants marcher vers le changement et les temps nouveaux sans mutiler l'islam, sans renoncer à la liberté et sans renier leur propre civilisation!

Alger, mars 1976-mai 1983.

I

GRANDEUR ET MISÈRE DU F.L.N.

Les causes de la subversion
ou
La deuxième mort des chouhada

Nous ferons le socialisme de Fidel Castro.

Ahmed BEN BELLA.

J'ai été malheureux. J'écris pour ceux qui le sont. J'ai été digne. J'écris contre ceux qui ne le sont pas.

JULES VALLÈS (*L'Insurgé*).

La guerre d'Algérie a provoqué une sorte de métamorphose chez nos masses populaires. Les témoins de cette transformation ont exprimé leur étonnement et leur admiration. Ils furent étonnés parce qu'ils ne s'attendaient pas à ce que l'Algérie, premier pays colonisé en Afrique du Nord, et colonie de peuplement par surcroît, pût se redresser et réaliser son unité nationale. Ils furent en même temps pleins d'admiration pour son courage et sa combativité.

Ce double miracle fut l'œuvre du F.L.N. Il a été conçu comme un rassemblement de toutes les forces vives du pays, sans distinction d'opinion. Cimenté par la foi musulmane et l'espoir de vivre libre, le F.L.N. se révéla un excellent instrument de lutte. Je dois signaler que même certains Français d'Algérie et de

France y adhérèrent. Ni la « pacification » menée vigoureusement par l'armée française, ni les tentatives de division, ni la recherche de la « troisième force » ne purent détourner le F.L.N. de son objectif ou briser son élan et son unité.

Sa substitution au C.R.U.A. [1] a été un acte d'une grande habileté. C'est en tournant le dos à ce qui nous divisait et en adoptant une formule d'union générale qu'un avenir de liberté apparut aux plus incrédules. Contrairement à ce que certains ont écrit, ce changement s'opéra lentement. La préparation de l'insurrection s'est faite dans le secret – très peu de personnes étaient au courant de ce tournant de l'histoire, – et, d'ailleurs avec des moyens très faibles. En dehors de la Kabylie et des Aurès, les maquisards étaient mal équipés, mal armés, mal nourris, insuffisamment entraînés. La défection de certains d'entre eux augmenta les difficultés de la première heure.

Le F.L.N. comprit alors que si l'insurrection ne s'étendait pas au-delà de son premier cadre, elle risquait d'être étouffée dès le départ. Il lui était donc essentiel d'étendre son audience. Il s'adressa à tous les Algériens, militants ou non, et de toute origine sociale, pour les inviter à rejoindre ses rangs : le soulèvement ne pouvait aboutir à l'indépendance que s'il devenait l'affaire de tout le peuple.

L'enjeu était considérable et le poids de l'entreprise très lourd. Aussi le peuple ne s'engagea-t-il pas tout de suite. Il se donna un temps de réflexion. Il s'interrogea. Dans un premier temps, l'événement du 1er novembre fut commenté discrètement entre parents et amis sûrs. Peu à peu, il devint un sujet de conversations quotidiennes. D'autant plus que le M.N.A. [2], se réclamant de Messali, surgit brusque-

1. C.R.U.A. : Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action.
2. M.N.A. : Mouvement national algérien, regroupant les messalistes.

ment et vint créer une confusion dangereuse. Si le nom de Messali Hadj avait encore une certaine résonance auprès du P.P.A. – M.T.L.D. [3], en revanche il n'offrait aucune garantie au reste de la population.

Comment et pourquoi le M.N.A. en est-il venu à frapper le F.L.N. dans le dos? Le rappeler permet d'éclairer les origines des conflits qui surgirent à l'indépendance. En effet, la crise qui secoua le M.T.L.D. au début de l'année 1954 eut pour cause la désignation de Messali Hadj comme président à vie du parti. Le Comité central contesta ce choix et se sépara de lui. A partir de cette scission naquit le *groupe des centralistes* et celui des *messalistes*. Ces deux groupes s'engagèrent dans une violente lutte intestine. L'action de l'un et de l'autre a été paralysée sur le plan national.

Un troisième groupe naquit alors, neutre, se donnant pour mission de réconcilier les deux fractions antagonistes ou de passer à l'action sans elles. Ce C.R.U.A. fut composé, dans un premier temps, de Benboulaid, Boudiaf, Didouche Mourad, Krim Belkacem, Ben M'Hidi et Rabah Bitat. Ils étaient en liaison avec trois autres militants qui se trouvaient au Caire; Khider, Ben Bella et le jeune Aït Ahmed. Ayant échoué dans leur mission de réconciliation, ils préparèrent seuls l'insurrection et passèrent à l'action le 1er novembre 1954.

Si les centralistes, Ben Khedda, Kiouane, Lahouel, Bouda, Hadj Cherchali, Chawki Mostefai, Yazid et autres restèrent un certain temps dans l'expectative avant de rejoindre le F.L.N., les messalistes, eux, ne perdirent pas leur temps. Ils s'empressèrent de lancer

3. P.P.A. : Parti du peuple algérien, créé en 1937 après la dissolution de l'Étoile nord-africaine. Dissous à son tour, il renaît en 1946 sous le nom de M.T.L.D., Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.

un nouveau mouvement, le M.N.A. (Mouvement national algérien), en lui attribuant l'initiative de l'insurrection. Le M.N.A. réunissait les vieux cadres du M.T.L.D. restés fidèles à Messali : Mezerna, Chadly Mekki, qui seront emprisonnés au Caire, Filali Abdellah, Bellounis « le fameux général », Hocine Mokri, Belhadi qui servit d'appât à la police française pour l'arrestation du général Salan en avril 1962, Khelifa Ben Amar, Laid Kheffache, Moulay Merbah, Maroc, Amir, Larbi Oulebsir, Aissa Abdelli, Memchaoui, etc.

Aussi le M.N.A. créa-t-il dans l'immédiat la confusion. Il rassembla la majorité des militants M.T.L.D. Il entra en conflit avec le F.L.N. et se révéla dès lors dangereux. Pendant toute la guerre d'Algérie et tout particulièrement durant les deux premières années, cette guerre fratricide priva notre combat de valeureux militants. Ce grand risque pour l'Algérie en lutte aurait pu être aussi un grand malheur. Car si les deux antagonistes, le F.L.N. et le M.N.A., avaient été d'égale force, l'armée coloniale se serait contentée de regarder les Algériens s'entretuer pour gagner la guerre. Mais le renforcement du F.L.N. par les anciens U.D.M.A.[4], par les anciens centralistes et les Oulémas[5] finit par lui donner une grande audience populaire et internationale. Peu à peu le M.N.A. perdit pied et devint la proie de la police et de l'armée française qui le guettaient et auxquelles il recourut pour consommer sa perte.

Les tragiques événements du 8 mai 1945 attribués à des irresponsables P.P.A. étaient en effet encore

4. U.D.M.A. : Union démocratique du manifeste algérien, héritière du programme des Amis du manifeste et de la liberté (A.M.L.) fondé par Ferhat Abbas.

5. L'Association des Oulémas regroupait des lettrés musulmans autour des cheiks Ben Badis, Embarek El Mili, Bachir Ibrahimi, etc.

présents dans la mémoire du peuple, qui se méfiait des fausses nouvelles. D'autre part, la France n'était pas jugée sans nuances. Les ouvriers ayant travaillé en métropole, les anciens militants, le peu d'Algériens qui avaient été scolarisés savaient que la France ne pouvait être confondue avec la colonisation et les colonialistes. La guerre contre la France n'était donc pas souhaitée par tous. Non seulement notre peuple mesurait les terribles conséquences d'un conflit qui embraserait tout le pays, mais il prévoyait que, s'il s'étendait en puissance, l'issue en deviendrait incertaine. Il savait que la France était une grande puissance et que les moyens dont elle disposait étaient considérables et largement disproportionnés. A telle enseigne que, dans certaines régions, il avait bien fallu que le F.L.N. fît naître la peur des exécutions sommaires pour rallier l'ensemble des populations. Du côté français on ne faisait rien, sinon renforcer la puissance des colons. C'est dans ces conditions que la guerre dura plus de sept ans.

Le 6 février 1955, le gouvernement socialiste de Guy Mollet, imitant ainsi celui du Front populaire de 1936, capitula devant les manifestations de rues à Alger, manifestations montées et manipulées par les potentats coloniaux et leurs hommes de main. Ce gouvernement commit l'erreur de ne pas recourir à la médecine d'urgence, à l'opération chirurgicale et au bistouri pour écourter la guerre et épargner des innocents. Il s'enlisa dans une guerre de reconquête coloniale. Il remit en honneur la « pacification », les « ratissages » et la « torture » des siècles derniers.

Le temps passa. Les autorités civiles et militaires françaises se consultèrent et se réconfortèrent mutuellement. A partir de 1956, le F.L.N. avait la situation en main. Aucune mesure radicale susceptible d'ouvrir les voies de la paix par la négociation n'est intervenue. En récusant toute négociation, en

refusant tout changement, le gouvernement français et son armée apportèrent de l'eau au moulin de l'insurrection. Peu à peu, le climat changea. La prise de conscience collective vit le jour sous nos yeux.

A partir du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, le F.L.N. est devenu virtuellement maître du terrain. Toute l'Algérie musulmane a basculé vers l'avenir. Commerçants, paysans, fonctionnaires, ouvriers, étudiants, femmes, enfants, vieillards, riches et pauvres ont formé un même attelage, tirant dans le même sens. A l'attentisme des premiers mois, à la peur, ont succédé l'engagement, le mépris du danger et de la mort. Un peuple galvanisé a émergé de l'abîme où une colonisation séculaire l'avait précipité.

L'écrivain algérien, de langue française, Mouloud Feraoun, témoin du conflit, nota dès la fin 1956 :

> L'idée d'indépendance est devenue pour nous la seule raison de vivre. Nous avons peut-être eu tort de laisser s'incruster en nous cette idée folle, mais il n'est pas question de l'en arracher [6].

Ce témoignage est capital. Feraoun ne s'est pas vu attribuer, comme nous, l'étiquette d'anti-Français. Il a fait partie de ces instituteurs musulmans qui avaient choisi d'apprendre à lire et à écrire aux petits Algériens. Il a été le collègue des Tahrat, Djabali, Si Ammour, Sellal, Mahyou, Bouguermouh, Si Hassan, Roula, Dali Chaouch, Makaci, Haddad, Belhadj, Gaid, Boutarene Bourouiba Hassen, Daoudi, Messai, Sfaxi Lounis, etc. Inlassablement, ce corps d'enseignants s'est donné, corps et âme, à sa mission d'éducateur, sans trahir ni son peuple ni la France.

Ce bilan positif s'inscrit au crédit du F.L.N. Malgré l'incroyable répression, le Front de Libération

6. Mouloud Feraoun fut assassiné par l'O.A.S. en 1962.

nationale a su mobiliser les masses contre la présence coloniale. Il a fait naître une profonde solidarité, une fraternité chez tous les combattants. « Un pour tous, tous pour un » devient la loi des maquis. Le dévouement et les sacrifices se sont multipliés.

Loin de moi la pensée de présenter l'insurrection comme un ensemble parfait. Il s'en faut. J'aurai l'occasion d'en reparler. Mais, d'une manière générale et malgré de nombreuses bavures, les chefs ont bien engagé le combat. Le plus misérable d'entre nous est devenu un homme fort parce qu'il s'est senti solidaire de tous. Le commerçant, le fellah, le fonctionnaire, l'ouvrier, le maquisard savent désormais pourquoi ils sont rivés à la même tâche. Et lorsque la mort se présente, chacun l'accepte parce qu'elle est le prix de la victoire de demain.

On pourrait citer des milliers d'exemples de bravoure. Je me contente de reproduire le récit d'un soldat français, d'un « para », dont le témoignage ne peut être contesté. En 1957, en Kabylie, des paras sautent sur un groupe de partisans. La partie est inégale. Les maquisards tombent les uns après les autres. Survient le drame : la mort d'une jeune infirmière et celle d'un maquisard. Laissons la parole au soldat français :

> D'une cabane coincée entre deux hauts blocs de pierre nous débusquons deux femmes. Deux jeunes Arabes aux cheveux noirs, courts et teintés de rouge!... Notre petit sous-lieutenant ne sait que faire. Il voudrait bien profiter de l'occasion pour manifester ses qualités de chef... Ah! il a trouvé. Il s'approche des deux femmes qui l'ignorent et, haussant sa petite taille, il les gifle l'une après l'autre! Comme ça, pour bien montrer que c'est lui qui commande... On se regarde stupéfaits, horriblement gênés. Les deux femmes se sont changées en statues, pétrifiées de haine. Suffoquée par son âme, l'une enfin sort d'elle-même. Qui l'arrêterait?

Que craindrait-elle encore en ce monde, à cette minute N... Et de plain-pied, elle entre dans la tragédie qu'elle s'est choisie. Elle saisit par la veste cet homme qui l'a giflée et qui tient sa vie entre ses mains, elle le sait. Elle le saisit et quand, effarée de son audace, elle devrait retirer sa main, elle achève son geste, soudain libérée de la peur, de la mort – et le gifle à son tour, elle, la femme, lui l'officier, comme il l'a giflée dans un immense orgueil absolument pur...
« Tuez-la! Mais tuez-la donc », crie enfin notre chef d'une voix étranglée. L'interprète n'hésite pas. Il jette la femme à terre et, d'un pied posé sur son ventre, la maintient au sol. Le petit lieutenant, tout rouge de colère, n'arrête pas de crier : « Tuez-la, mais tuez-la donc. » L'interprète tire cinq balles à la suite sur le corps de cette femme écrasée. Deux balles en pleine poitrine, puis trois au ventre. Elle meurt sans crier...[7].

Quel est le nom de cette jeune fille? Qui s'en inquiète aujourd'hui? La deuxième infirmière a été sauvée, protégée par les paras eux-mêmes. Le petit lieutenant n'a plus osé. Mais dans ce drame sanglant, de quel côté était l'honneur et de quel côté était le déshonneur?

Le combat n'en a pas moins continué. Écoutons encore le récit de ce soldat français :

Il reste en haut un fellagha. Il tire toujours. Mais tous les autres sont morts un peu partout, celui-ci, pensons-nous, ne résistera pas longtemps.
Pourtant, l'homme est bien abrité... On essaie tout : mitraillette, grenade incendiaire, lance-roquettes. Il tire toujours. Mais nous sommes tant cette fois à lui répondre qu'à la longue on l'atteint. Son tir cesse. Mort? Non! Le voilà qui se glisse de la grande pierre sous laquelle il s'était blotti...

7. Pierre Leulliette, *Saint Michel et le Dragon*, Paris, Éd. de Minuit, 1961.

Une balle a dû toucher sa colonne vertébrale et il est à demi paralysé... On prend finalement l'homme à bras le corps et on le sort agonisant. Il a de grands trous dans le dos... Il expire dans les pierres, sans un mot...

Dans toutes les régions d'Algérie, dans toutes les *wilayas*, un vent d'héroïsme souffla. L'erreur de la colonisation est d'avoir cru que ce peuple était définitivement domestiqué. Des faits d'armes aussi valeureux m'ont été rapportés, qui ont pour cadre la Casbah, durant la « bataille d'Alger » où des hommes et des femmes ont préféré mourir plutôt que de parler. Même courage dans le *bled*. Un de mes neveux et son compagnon s'étaient donné pour mot d'ordre : « Mourir plutôt que parler même sous la torture. » Ils vivaient dans une cache, dans la région de Taher. Ils furent dénoncés[8]. Arrêtés par les harkis, ils refusèrent de se rendre au village. Le lieutenant qui commandait l'opération tenta de les contraindre. Mon neveu, Mansour Hocine, et son compagnon, Bouhroum Rabah, se jetèrent sur un harki pour s'emparer de son arme au cri de « Allah ou Akbar »! Au milieu de la bagarre, ils furent abattus par le lieutenant.

Que de faits semblables pourraient être rapportés! A Ighzir Amokrane vivait un grand patriote, Hadj Amar Djenkal. Avant la guerre il militait avec les Bouguermouh, les Saâda et les Fergane à l'U.D.M.A. Nous le citions comme exemple de droiture et de courage. Il fut dénoncé comme militant du F.L.N. Des paras se présentèrent chez lui, le 4 mai 1956, et l'invitèrent à les suivre. Il savait ce qui l'attendait. Il résista, leur déclarant : « Vous voulez me tuer en me tirant dans le dos? Vous voulez m'accuser de délit de

8. Celui qui les dénonça, M'Chiri Mebarek, devint, à l'indépendance, membre du F.L.N. « socialiste » de Ben Bella. Il ne pouvait mieux faire!

fuite? Je n'ai jamais tourné le dos à mes adversaires, ni fui le combat. Tirez pendant que je vous regarde et que je crie : " Vive la République algérienne ". » Et il tomba criblé de balles : il avait 75 ans.

En janvier 1960, lors de la réunion du C.N.R.A. à Tripoli, le regretté colonel Lotfi me remit un drapeau algérien ensanglanté. « Nous l'avons pris, me dit-il, sur le corps d'un *chahid*. Au cours d'un accrochage, il le tenait bien haut face à l'ennemi. Mortellement blessé, il se replia pour ne pas l'abandonner sur le terrain de bataille. Nous avons ramassé cet emblème national sur lui. Il est mort en le tenant sur son cœur [9]. »

Une partie de l'opinion publique française s'est refusée à admettre l'héroïsme de l'Algérie musulmane et sa détermination à aller jusqu'au bout de son combat. Certains ont même prétendu que le général de Gaulle nous fit « cadeau » de notre indépendance et qu'il aurait bradé l'Algérie française.

La vérité est toute autre. Sans doute, le général de Gaulle, en grand patriote français, en visionnaire, avait-il fini par admettre que la France ne devait plus assumer le rôle de dernier « gendarme » de la colonisation et perpétuer en Algérie un système condamné partout ailleurs. C'est là un mérite que nous devons lui reconnaître. Mieux que les hommes de gauche et les hommes d'État qui l'ont précédé, il contribua à mettre fin à un drame qui s'éternisait. Les Algériens, en se battant courageusement, avaient démontré aux yeux du monde que la prédominance des Européens, dans leur pays, était désormais finie. Leur révolte était irréversible. Sans doute ne pouvaient-ils pas remporter une victoire militaire sur l'armée française. Mais, dès l'instant où le peuple, dans le combat, avait pris conscience de sa personnalité et de la

9. J'ai laissé ce drapeau dans les archives de la présidence.

légitimité de sa cause, le sort des armes importait peu! L'insurrection était passée du stade aveugle du terrorisme et de l'embuscade au refus collectif du régime colonial. La guerre elle-même avec ses excès avait rendu plus odieux un tel régime.

Cette évolution ne fut pas rapide. Il a fallu s'accrocher au terrain, accepter la souffrance et la mort, subir les assauts de l'armée française, résister durant des années. Et de la résistance naquit un grand changement. C'est dans ce processus de changement et de brassage des masses que se trouve la grandeur du F.L.N. On aurait tort, cependant, de présenter notre lutte comme une marche sereine. Aucune guerre n'est à l'abri des erreurs et des abus.

Il est toujours facile de dénigrer une révolution et une insurrection. On trouve toujours des hommes de main pour le faire. Serge Bromberger, pour ne citer que lui, a mis sa plume au service de l'action psychologique de l'armée française pour déverser son fiel sur le F.L.N., durant notre guerre de libération. Son livre, *Les Rebelles* [10], porte déjà un titre impropre. L'homme colonisé qui prend les armes pour se libérer d'un régime colonial odieux n'est jamais un rebelle. C'est un patriote qui combat pour une juste cause.

Certes, une révolution quelle qu'elle soit n'est jamais à l'abri de tragiques erreurs, de bavures regrettables. De la Révolution française à la révolution bolchevique, de la Résistance française des années 1941 à la guerre des partisans de Tito, les exemples abondent dans l'histoire qui montrent que la libération des peuples est chèrement payée au détriment des droits de l'homme. Il faut juger le F.L.N. dans cette perspective et selon cette dimen-

10. Serge Bromberger, *Les Rebelles algériens*, Paris, Plon, 1958.

sion humaine. Et s'il fallait dénoncer, pour notre honneur, pour nos chouhada, pour la santé morale de notre peuple, certaines actions que je vais rapporter et qui ont terni notre combat, il convient de rappeler que souvent ces actions étaient le fait d'individus qui se réclamaient du F.L.N. plutôt que de la part du F.L.N. lui-même.

Certes, nos fautes furent graves. Indépendamment du M.N.A. qui a continué à trahir et à combattre le F.L.N., les excès dont nous nous sommes rendus coupables sont des taches noires dans l'histoire du F.L.N. Les morts d'El Halia, la nuit rouge de la Soummam, les exécutions de Melouza, les meurtres et les sévices inutiles sont autant d'abus qui auraient pu être évités. Un combat comme le nôtre aurait pu être conduit sans débordements.

Pour les condamner, il suffit de se rappeler l'histoire de l'islam, de comparer la conduite des premiers musulmans et la nôtre :

Fait prisonnier par les idolâtres, trente ans après l'Hégire, un musulman enchaîné voit se rapprocher de lui un enfant, un poignard à la main. L'enfant tend le poignard au prisonnier. La mère, croyant son enfant en danger de mort, pousse un cri d'épouvante. Le prisonnier caresse la tête de l'enfant et le renvoie à sa mère. Il dit à celle-ci : « Croyez-vous donc qu'un musulman se venge sur les enfants et les femmes? »

En Algérie, l'affrontement a laissé libre cours aux instincts les plus bas. En de nombreuses circonstances, le comportement de certains chefs et de certains maquisards a été horrible. On a assassiné des innocents pour assouvir d'anciennes haines, tout à fait étrangères à la lutte pour l'indépendance. On condamnait la torture chez les Français. Mais on la pratiquait sur ses propres frères.

A cet égard, j'ai reçu des confidences terribles. Faut-il en parler? Il serait vain de les taire car la

vérité historique finit toujours par s'imposer. Pour ne pas trop noircir le tableau, je me contenterai de reproduire ici un cas typique rapporté par le colonel Benchérif. Celui-ci, après le Congrès du C.N.R.A. de Tripoli (décembre 1959-janvier 1960), franchit le barrage électrifié en Tunisie pour rejoindre la Wilaya IV.

Arrivé dans la *mechta* Ouled Said, région de Ain Bessam, il est le témoin de tortures injustifiées. Il s'informe. Voici le récit qu'il nous en donne :

> Craignant le pire, je dépêche un émissaire aux renseignements. Ce n'était rien en somme. La population avait été convoquée pour assister au jugement de Dahmane, accusé de trahison et de complicité avec l'ennemi [...].
> Sans prêter la moindre attention à ces paroles, devenues trop familières dans le maquis, je me dirigeais vers la demeure de Mouloud. Au fur et à mesure que je m'en approchais, j'entendais des hurlements de plus en plus sinistres, des gémissements sourds accompagnés d'insultes et d'imprécations. Quand je parvins devant la maison de Mouloud, un spectacle dantesque s'offrit à mes yeux : un individu était suspendu à une corde par les quatre membres. Autour de cet « hélicoptère » se tenait une population médusée et haletante. Chacun applaudissait sans trop savoir pourquoi, heureux seulement de manifester son approbation à un acte dont il ignorait les tenants et les aboutissants.
> « Parle! parle! espèce de traître, de lâche! » disait le juge. « Parle, parle », répétait en chœur la foule en délire, spectacle affreux d'un homme livré sans défense à un juge stupide et à une foule ignare; spectacle à l'image de l'incommensurable bêtise humaine.
> J'ordonnais immédiatement que l'on détachât le prisonnier et qu'on l'entourât de soins vigilants jusqu'à ce qu'il se rétablît définitivement.
> C'est ainsi qu'après quelques jours je vis apparaître devant moi un homme dans la force de l'âge, au regard franc, à la démarche altière qui me salua avec respect

sans doute, mais sans aucune complaisance ni aucune bassesse.

Je commençais à l'interroger. « Je suis, me dit-il, copropriétaire par voie d'héritage d'un jardin avec Si Mohamed, neveu du chef du Comité local. Il y a une dizaine d'années, nous avions engagé un procès qui se trouve encore en instance devant le tribunal de Blida. Malgré les multiples menaces et pressions dont j'ai été l'objet j'ai toujours refusé de céder ma part à Mohamed. N'ayant pu obtenir satisfaction par la persuasion, Si Mohamed se décida ces derniers temps à faire appel à la compétence éclairée de son oncle Kaddour [...].

« C'est ainsi qu'un matin, le jour où vous êtes arrivé, juste à temps pour me délivrer, je devais faire connaissance non pas avec le jugement de Dieu mais avec l'injustice des hommes.

« Si Kaddour, accompagné de quelques responsables du village, vint me réveiller de bon matin et me signifia que j'étais accusé de haute trahison et que je devais rendre compte de mes actes criminels devant un tribunal révolutionnaire constitué à cet effet. Ensuite tout se déroula comme dans un rêve avec une rapidité hallucinante. En quelques minutes, je fus interrogé, jugé et condamné [11]. »

Ainsi parla un malheureux qui a risqué non seulement de mourir, mais de mourir en « traître » à l'Algérie en lutte. Il fut sauvé. Le colonel Bencherif condamna Si Kaddour. Mais que de malheureux sont morts en Kabylie et ailleurs et qui n'eurent pas la chance d'être sauvés, *in extremis*, par un Bencherif!

Même drame à Taher, au *douar* Beni-Siar. Un maquisard ayant appartenu au M.T.L.D. à Constantine revint dans son douar d'origine, au milieu des siens, la famille Djeghri. Il devint un bandit de grand chemin exécutant ceux qui lui refusaient de l'argent. Mais un jour, il s'attaqua à un collecteur de

11. Colonel Ahmed Bencherif, *L'Aube des mechtas*, Alger, S.N.E.D. 1962.

fonds du F.L.N. Celui-ci descendait, périodiquement, du maquis pour remplir sa mission. Il en profitait pour aller embrasser régulièrement sa mère. Djeghri l'attira chez lui pour un dîner, le dépouilla de ses fonds et l'égorgea.

Sa mère, ne le voyant plus venir, s'inquiéta. Elle monta au maquis pour s'informer. On lui répondit qu'il était descendu comme d'habitude. Une enquête fut ouverte. On découvrit alors le crime et le double jeu de Djeghri. Celui-ci fut reconduit au maquis, et là, il fut jugé et exécuté.

Notre révolution a commis de graves erreurs. Elle continuera à en commettre, même après l'indépendance. La psychologie de certains maquisards et de leurs chefs a été souvent celle d'analphabètes. Lorsque l'autorité est exercée par ceux qui ne savent ni lire ni écrire et qui ont peur de la perdre, lorsque l'exécution des ordres reçus revient à des hommes plus ignorants encore, on trouve l'explication, dans certains cas, de cruautés inutiles.

En Kabylie, par exemple, ne serait-il pas juste et honorable aujourd'hui d'élever un monument à la mémoire de toutes les victimes innocentes de la « bleuite », à la mémoire de tous ces jeunes officiers et *djounouds* immolés sur l'autel de la bêtise humaine, après qu'ils eurent combattu durant des années sans autre récompense que l'accusation de trahison? Mais qui se soucie maintenant de leur honneur et de leur sacrifice?

On sait comment les guerres commencent. On ne sait jamais exactement comment elles finissent. Au cours des années de guerre, le F.L.N. est resté égal à lui-même. Son objectif n'a pas varié d'un pouce. Il s'agissait de libérer une terre du joug d'une nation étrangère et de permettre à un peuple de vivre libre. Il s'agissait de libérer l'Afrique du Nord et d'édifier un Maghreb uni et puissant. Malgré les erreurs et les

insuffisances, le F.L.N. a conduit victorieusement les opérations jusqu'à l'indépendance.

Mais à l'extérieur, dans les prisons et aux frontières, ceux qui ne se battaient pas nourrissaient d'autres ambitions. Ils rêvaient déjà à d'autres objectifs et échafaudaient des plans pour l'après-guerre.

Des intérêts personnels entrèrent en ligne de compte et mirent fin à la magnifique unité du F.L.N. Celui-ci changera de visage et deviendra un simple instrument entre les mains de quelques-uns. De ceux-là mêmes qui n'avaient pas le mérite d'avoir combattu, des Ben Bella, des Boumediene et autres embusqués.

Le mal cependant venait de très loin. *L'Étoile nord-africaine*, créée en 1925 par l'émir Khaled à Paris, devait protéger l'émigration nord-africaine de l'emprise du Parti communiste français. Cette émigration, dans l'esprit de l'émir, devait conserver intacts sa foi religieuse et son attachement à la terre des ancêtres. Son passage en Europe ne devait être que provisoire. Et il en fut longtemps ainsi. Mais peu à peu une sorte d'évolution se produisit. L'Étoile tomba entre les mains de Hadj Abdelkader et de Messali qui, eux, appartenaient au Parti communiste français. Par ailleurs les émigrés syndiqués à la C.G.T., filiale du même parti, côtoyèrent la classe ouvrière française et se familiarisèrent avec des mots comme « lutte de classes », « bourgeoisie », « prolétariat », etc. Lorsque, à son tour, Messali se rendit compte du danger, il se sépara du Parti communiste. Après la dissolution de l'Étoile nord-africaine, il créa en 1937 le P.P.A., lui donna les mêmes structures que le Parti communiste français et pratiqua comme ce dernier le « centralisme démocratique ». Mais il en fit quand même un parti nationaliste musulman.

Du passage de Messali au Parti communiste français, le P.P.A. en garda des traces. Il hérita le culte

du chef, le centralisme « démocratique », le goût du secret, du double jeu, des restrictions mentales. Devenu un parti clandestin, le P.P.A. mania avec aisance dans la propagande des contre-vérités souvent grossières. Et à force de mentir aux autres, ses militants en arrivèrent à se mentir à eux-mêmes. Mais c'était un grand parti qui remua les masses. Il ne s'embarrassait pas des moyens. Tous les arguments étaient bons. En 1956, au Caire, le colonel Ouamrane qui avait appartenu à ce P.P.A. me dit un jour : « Je t'observe et tu m'étonnes beaucoup; tu ne fumes pas, tu ne bois pas, tu respectes la religion. Nos chefs nous disaient que tu étais un M' Tourni, mangeant de la viande de porc, ne faisant pas le ramadan, buvant du vin. Ils nous mentaient. »

Effectivement, le P.P.A. maniait les mensonges comme le régime colonial maniait le fouet. Mais nous devons les lui pardonner parce que la mission qu'il s'était donnée était lourde et pleine de dangers. Au demeurant, son recrutement était inégal et hétéroclite. A côté de grands patriotes et de bons musulmans, on y trouvait des gens sans conviction aucune et même des indicateurs de police. Ces derniers s'étaient associés à une noble entreprise, mais à laquelle ils ne croyaient pas. Idéologiquement, l'islam demeurait leur foi. Dans les grandes circonstances, ils prêtaient serment sur le Coran. Mais un certain nombre d'entre eux commençaient à balbutier la terminologie marxiste et s'exerçaient, avec plus ou moins de bonheur, à sa dialectique.

Le P.P.A., ainsi, n'était pas un parti politique ouvert au dialogue. C'était plutôt une secte politico-religieuse qui tenait de l'esprit de *zaouia*[12], de la

12. *Zaouia :* sortes de confréries, d'esprit religieux, plus ou moins manipulées par les autorités françaises et combattues par les Oulémas.

solidarité franc-maçonnique et de la discipline stalinienne. A l'exception de ceux qui ont adhéré au M.N.A., ses militants se sont bien battus durant la guerre. Beaucoup sont morts les armes à la main. Mais ils n'avaient pas renoncé à leur appartenance première. A de rares exceptions, ils sont restés sectaires. Mais aucune évolution ne s'est faite chez eux, alors qu'ils voyaient notre peuple, aussi bien militants des autres partis que sans parti, se mobiliser pour vaincre ou mourir. Détail plus grave, les querelles internes ne s'étaient pas éteintes. Un homme comme Ben M'Hidi avait prévu le retour au « passé pourri ».

Au Caire, il s'était heurté à l'ambition montante de Ben Bella. Il l'avait apostrophé en termes sévères. Plus tard, dialoguant avec le colonel Bigeard, quelques heures avant sa mort, il lui avait déclaré :

> Lorsque nous serons libres, il se passera des choses terribles. On oubliera toutes les souffrances de notre peuple pour se disputer les places. Ce sera la lutte pour le pouvoir. Nous sommes en pleine guerre et certains y pensent déjà...
> Oui, j'aimerais mourir au combat avant la fin.

A mon arrivée au Caire, en avril 1956, j'ai été frappé par les désaccords qui régnaient au sommet. Chacun semblait tirer la couverture à soi. Le détournement par l'armée française de l'avion transportant cinq des dirigeants du F.L.N. de Rabat à Tunis, en octobre, aggrava ces divergences parce qu'il fit naître des ambitions chez un grand nombre de militaires. On peut dire, par exemple, que la mésentente de ceux que nous considérions comme les « chefs de l'insurrection », transpirant à travers les murs du château d'Aulnoy, donna des « espérances » à l'état-major de l'A.L.N. Celui-ci, sentant proche la fin des hostilités, se mit, dès 1961, à jouer sa propre carte et

à établir sa propre stratégie en vue de la prise au pouvoir. Son conflit avec le G.P.R.A. n'avait pas d'autres raisons.

Avant même que les accords d'Évian ne fussent signés, Boumediene dépêcha, en secret, Bouteflika au château d'Aulnoy. Sa mission consistait à trouver parmi les cinq prisonniers un éventuel allié. Il s'adressa d'abord à Boudiaf. Celui-ci déclina l'offre. Il condamna l'indiscipline de l'état-major, et se refusa à toute action fractionnelle. Bouteflika s'adressa alors à Ben Bella qui accepta d'être l'homme de l'état-major. Cette alliance demeurée secrète allait peser lourdement sur l'avenir du pays. Il faut croire que la stratégie arrêtée par ces deux hommes était bonne puisque, avant même notre retour en Algérie, Bouteflika disait à des amis tunisiens : « Retenez bien mon nom, vous entendrez parler de moi. » Il est regrettable que l'on n'ait pas entendu parler de lui pendant que des hommes de son âge mouraient dans les maquis.

J'ai rencontré pour la première fois Boudiaf, Aït Ahmed et Bitat à Rabat à leur libération, après la signature des accords d'Évian. Je connaissais déjà Khider de longue date et Ben Bella, que j'avais vu au Caire en avril 1956. On comprenait difficilement leur mésentente. Pourquoi ne s'étaient-ils pas mis d'accord sur les termes et le contenu de la proclamation du 1er novembre 1954, pour édifier l'avenir? Nous reproduisons une partie de ladite déclaration à l'intention des jeunes Algériens qui ne la connaissent pas.

> Le Front de Libération nationale, se dégageant de toute compromission possible, offre la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération, sans aucune autre considération.

Pour préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :
But : indépendance nationale par :
1) La restauration de l'État algérien, souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.
2) Le respect de toutes les libertés fondamentales, sans distinction de race et de confession.

En ce 1er novembre 1954, tout était clair et à la portée de tous. Notre combat avait pour but la destruction du régime colonial et pour finalité l'accession de tous les Algériens à la dignité et aux libertés essentielles de l'homme. Telle était notre révolution.

Le F.L.N. revendiquait ainsi les droits de l'homme tels qu'ils sont définis par la charte des Nations unies et la déclaration universelle de 1948 :

1) la liberté de pensée et d'expression partout dans le monde;

2) la liberté de conscience partout dans le monde;

3) la lutte contre la misère partout dans le monde;

4) la libération de la crainte partout dans le monde.

Cette proclamation a valeur de doctrine et de programme. Nous pouvions, après les accords d'Évian, rentrer en Algérie et procéder à une consultation du peuple, faire élire librement des représentants et donner au pays une Constitution et des lois conformes à son esprit. Le peuple n'est-il pas seul dépositaire de la légitimité nationale? Il est seul habilité à choisir ses dirigeants et à leur dicter les options pour l'avenir.

C'était le point de vue de Boudiaf et de Aït Ahmed. Quand Ben Bella en mai 1962 proposa la réunion du C.N.R.A., ils s'y opposèrent, faisant

remarquer que cet organisme n'avait plus de rôle à jouer, l'indépendance acquise. Du point de vue du droit, la position de Boudiaf et de Aït Ahmed était inattaquable. C'était la logique même. Mais, cette position contrariait beaucoup les desseins de Ben Bella. Celui-ci entendait entrer en Algérie avec une nouvelle charte dont il avait arrêté le programme avec l'accord de Boumediene. Pour lui, la réunion du C.N.R.A. était capitale. C'était sa seule chance car seul cet organisme pouvait « officialiser son socialisme » et lui donner, à lui Ben Bella, un rôle prépondérant à la tête du F.L.N. C'était donc Ben Bella qui avait fait le choix, au château d'Aulnoy, du socialisme à la Fidel Castro, avec la ferme volonté de s'ériger, à la faveur de parti unique, en « patron » de l'Algérie.

Le socialisme était une nouvelle donnée ajoutée à la proclamation du 1er novembre. Durant la guerre, personne n'en souffla mot. Un écrivain a eu le courage de l'écrire.

Du socialisme il n'est jamais question dans les plates-formes précédentes : déclaration du 1er novembre 1954 et le Congrès de la Soummam en août 1956. D'ailleurs à Tripoli, sans que la référence au socialisme scientifique soit explicite, on parle surtout de nationalisations et de réforme agraire qui se situent dans une problématique nettement « socialiste ». En 1964, par contre, la charte d'Alger fera référence explicite au marxisme [13].

Avec l'appui de l'état-major et de ses amis personnels, Ben Bella manœuvra si bien que le C.N.R.A. se réunit à Tripoli le 27 mai 1962.

A Tripoli, nous fûmes saisis d'un texte mal expurgé de son contenu marxiste et qui avait été préparé par

13. Bruno Étienne, *L'Algérie, cultures et révolutions*, Paris, Le Seuil, 1977.

la Fédération de France du F.L.N., très marquée par l'extrême gauche. De la charte, « benbelliste », rédigée en toute hâte à Tunis, sur ses indications, le Congrès adopta les cinq points suivants :

1) le socialisme servira de plate-forme à l'action du gouvernement algérien;

2) le respect des principes de l'islam;

3) la subordination de l'industrialisation de l'Algérie à la satisfacion des aspirations sociales des masses;

4) la nationalisation des secteurs clefs de l'économie nationale;

5) la création d'un parti prépondérant laissant à l'opposition la liberté de s'exprimer.

Le Congrès précisa que ces dispositions n'avaient qu'un caractère strictement provisoire, et ce jusqu'à la réunion sur le territoire national d'un congrès élargi aux forces intérieures, lequel congrès devait avoir autorité sur celui de Tripoli.

Jusque-là nous restons dans le cadre des principes généraux, quoique beaucoup, parmi ceux qui parlaient du « socialisme », ne savaient pas au juste de quoi ils parlaient. Cependant, dès que la formation du bureau politique vint à l'ordre du jour, les difficultés surgirent. Les questions de personnes se posèrent à nouveau avec violence, au sein des anciens militants du M.T.L.D.

On a beaucoup parlé du Congrès de Tripoli. J'y assistais. Ce ne fut en réalité qu'un vulgaire règlement de comptes, sans honneur et sans grandeur, surtout lorsqu'on se rappelle qu'à la même époque, l'O.A.S. multipliait les crimes sur le territoire national. Et au moment où les débats dégénérèrent en injures grossières, Ben Khedda, président du G.P.R.A., et ses ministres quittèrent Tripoli pour Tunis. C'était pour eux le seul moyen de « bloquer » les décisions du C.N.R.A.

J'avais demandé alors à Boudiaf les raisons du différend qui l'opposait à Ben Bella. « C'est un homme impossible, me dit-il. Il veut rester seul et il restera seul. Toi aussi tu le quitteras. »

Après cette réunion, un poste émetteur appartenant à l'état-major se mit à diffuser, de la frontière tunisienne, des informations inexactes et partisanes. Le 30 juin, excédé par ces émissions, le G.P.R.A. révoqua les membres de l'état-major et prononça la dissolution de cet organisme. Cette mesure, manifestation de l'autorité du gouvernement, arrivait trop tard. De part et d'autre les positions étaient déjà bien arrêtées. Le F.L.N. éclata, donnant naissance à deux groupes adverses. L'un et l'autre avaient des maquisards à leur disposition. Du côté du G.P.R.A., les Wilayas II, III, IV et la Fédération F.L.N. de France. Du côté de Ben Bella et de Boumediene, les Wilayas I, V, VI et l'armée des frontières avec son puissant armement.

Face à cette scission de l'A.L.N. et à la lutte d'influences déclenchée par les anciens militants du M.T.L.D., ma position devenait difficile. Je n'avais pas soupçonné qu'il y eût, au lendemain de notre victoire, tant de haine et tant d'ambition personnelle parmi eux. Au demeurant, depuis le Congrès de Tripoli d'août 1961, et après l'élection de Ben Khedda à la présidence, les anciens U.D.M.A. et les Oulémas étaient pratiquement sur la touche. Devant les membres de l'état-major qu'il avait réunis, Ben Khedda alla jusqu'à nous traiter d' « opportunistes ». C'est dans cet état d'esprit qu'il nous écarta de tout poste de responsabilité. Aucun de nous n'a participé aux secondes négociations d'Évian, aucun de nous n'a été désigné pour siéger à l'exécutif provisoire présidé par Fares.

Déjà, lorsque je fus désigné comme président du G.P.R.A. en septembre 1958, un « centraliste », Bou-

maza, emprisonné à Fresnes et que les autorités françaises, par la suite, aidèrent à s'évader, s'exclama lorsqu'il apprit mon élection : « Abbas, nous le presserons comme un citron et après nous le jetterons! » En vérité je n'étais pas dupe des calculs des autres et n'étais en tout cas pas à leur service, ni à celui du M.T.L.D., mais bien au service exclusif de mon pays.

A leur sortie de prison, Ben Bella et son groupe se comportèrent avec nous différemment. Ils sollicitèrent en toute occasion notre appui. A Tunis, Khider, en présence de Boumendjel, du Dr Francis, de Benguettat et de moi-même, fit un long plaidoyer en faveur de son ami. Il nous assura que Ben Bella, au pouvoir, ferait appel à toutes les compétences et à toutes les bonnes volontés, sans esprit partisan. Il ferait respecter les libertés essentielles de l'homme et laisserait à l'opposition la liberté de s'exprimer, comme l'avait d'ailleurs décidé le C.N.R.A.

L'état-major, de son côté, maintenait le contact avec nous. Nos relations avec Boumediene avaient toujours été correctes grâce à la présence du commandant Slimane, de son vrai nom Kaïd Ahmed. A l'époque où je présidais le G.P.R.A., j'avais, à différentes reprises, pris la défense de Boumediene contre ses adversaires. Il fut le protégé de Boussouf, de Bentobbal et de moi-même. J'avais une bonne opinion de lui. Je le considérais comme un bon musulman et un bon patriote, et surtout un grand travailleur, qui savait tirer le maximum de ses collaborateurs. Nous prîmes bonne note, sans autre engagement, des assurances que Khider nous donna. Ben Bella pouvait bénéficier d'un préjugé favorable. Désemparé après la dissolution de l'état-major le 30 juin 1962, il quitta Tunis en s'assurant immédiatement la collaboration de Boumendjel.

Après la réunion de Tripoli, nous nous réunîmes

avec les Oulémas se trouvant à Tunis. Ils étaient d'anciens élèves de Ben Badis. Sur l'essentiel nous étions d'accord. L'Algérie musulmane avec sa culture, sa langue, son style de vie, son économie devait resurgir de la défaite du régime colonial et renaître à la vie, sans renier ce que la France avait semé chez nous de progrès scientifique et technique. Nous nous interdisions un retour en arrière, aux mœurs du Moyen Age, au tribalisme et au régionalisme.

Je quittai Tunis avec ma famille le 29 juin 1962, pour être en Algérie le 1er juillet et participer au référendum sur l'autodétermination. Nous étions accompagnés de mon regretté neveu Ali Benabdelmoumene, de sa femme et de ses deux enfants. Un jeune Guelmois était au volant de la voiture mise à ma disposition. Juste avant mon départ, le commandant Mendjeli de l'état-major me contacta pour m'indiquer le trajet à emprunter. Nous devions passer la nuit à la frontière, dans la région du Kef. Boumediene viendrait à notre rencontre. A la frontière tunisienne nous fûmes hébergés dans une maison où le Dr Bouderba nous rejoignit. Il m'apportait la lettre du chef de l'état-major que voici :

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
F.L.N. - A.L.N.
ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

AUX ARMÉES, LE 29 JUIN 1962

N° 4.651/E.M.G.

Au frère Abbas,

A la veille de ta rentrée en Algérie, il aurait été très utile de nous rencontrer afin de faire ensemble le point de la situation. Je m'apprêtais d'ailleurs à prendre la route du Kef quand des problèmes imprévus sont venus m'empêcher de quitter mon poste. Je le regrette vivement et te demande d'excuser ce contretemps.

Je tiens cependant, maintenant que tu t'apprêtes à rejoindre le sol national, à rappeler s'il en était besoin combien notre Peuple manque d'informations vraies, combien dupé et mystifié il a été et combien l'immense travail de clarification devient urgent.

Ta présence en Algérie sera saluée, j'en suis sûr, par tout notre Peuple qui sait bien reconnaître ceux qui ont donné pour que revive sa liberté et disparaisse sa misère; il te réclamera, comme à tous responsables, des explications. Notre devoir est d'éclairer sa soif de comprendre ce que les nécessités de la guerre nous ont à ce jour défendu de faire.

Je te demande de rester constamment en contact avec nous, par l'intermédiaire de notre frère, chef de la Wilaya. Je ne doute pas, de plus, que tu rehausseras ainsi l'autorité et le prestige de cette Wilaya.

Je profite en outre de ce que je t'écris pour t'informer de la situation confuse qui règne à Constantine. Des éléments inconscients et téléguidés y mènent une campagne de propagande, t'accusant d'être allié à Ben Bella et l'E.M.G. pour briguer le pouvoir, ceci bien sûr accompagné de dénigrements et mensonges visant à tromper délibérément le Peuple, d'où la nécessité de mener une campagne d'explication par la multiplication des contacts avec les éléments sains du pays.

Je te rappelle en passant pour d'éventuels contacts que tu auras avec des frères de Constantine, qu'il sera utile et fructueux pour nous d'insister sur l'affaire du commandant Slimane pour ressortir combien dangereux pour le pays sera la pratique de ces méthodes lâches et déshonorantes.

Je termine en te souhaitant une bonne rentrée en sol national et suis persuadé que le Peuple l'accueillera comme un pas concret vers la reconquête de sa dignité.

Bien fraternellement.
État-major général de l'A.L.N.
Signé : Boumediene

Le lendemain, nous nous dirigeâmes vers la frontière algérienne. Au lieu-dit « El Gualaf Essenaïn », mon ami Mahmoud Hakimi nous attendait. J'étais très ému en revoyant un ami et un militant de la première heure, qui exerça de grandes responsabilités dans le F.L.N. et qui fut torturé par les paras. J'ai traversé avec la même émotion la frontière algérienne. De nombreux amis étaient venus à ma rencontre, parmi lesquels le regretté capitaine Sfaxi Mohamed Salah. Ils nous rejoignirent à Tébessa.

Cette journée fut mémorable. La joie de la foule se muait en délire. A Ain Beida, je lui adressais quelques mots en présence de Cheikh Si Belgacem El Badaoui qui prit également la parole. Nous repartîmes l'après-midi vers Batna, en passant d'abord au P.C. de la Wilaya I où le colonel Zbiri nous attendait. Il me fit présenter les armes par une section de l'A.L.N. et nous accompagna jusqu'à Batna où le nouveau préfet, Rahal Abdelatif, nous accueillit à la préfecture. Nous rentrâmes à 22 heures à Sétif. La population de Sétif reconnut le cortège, sa joie fut débordante. Des hommes voulurent soulever ma voiture. Ils montèrent sur le toit. Des femmes poussaient des youyous étourdissants.

La ville de Sétif mit une grande villa à ma disposition, celle de M. Audureau. C'est dans cette villa que je reçus le flot de mes amis et ma famille. Ils venaient de partout, d'Alger, de Bougie, de Jijel, de Constantine, de Batna, de Khenchela, de Bordj Bou Arreridj.

Le commandant Hamimi de la Wilaya III avait détaché un groupe de djounouds pour assurer la sécurité. Ce furent des journées inoubliables.

Financièrement, j'étais rentré de Tunis sans moyens. Ma pharmacie avait été saccagée et fermée en 1957. Elle ne me fut d'aucun secours. Ce sont mes amis de Sétif qui m'aidèrent en ces premiers

moments. Du balcon de la villa, je pris la parole en même temps que le commissaire politique de la Wilaya I. Je dis aux Algériens que le temps de la *chikaya* [14] était terminé et que celui de la responsabilité des citoyens commençait. Je dis également aux Français d'Algérie de rester et que leur sécurité serait assurée.

Le 7 juillet, le président Ben Khedda et ses ministres rentrèrent à Alger. Au dire des témoins, Alger vécut des moments de joie délirante. Ce fut l'enthousiasme et l'allégresse. Jamais plus notre peuple ne revivra de pareils moments. Le colonel Boumediene entra à Sétif avec un bataillon de l'A.L.N. Dès l'indépendance proclamée il installa ses djounouds à Bel-Air, dans l'ancienne caserne des C.R.S. Les colonels Zbiri Tahar et Châabani Mohamed le rejoignirent. Nous organisâmes un « meeting » en présence du préfet Tahar Ladjouzi qui venait de remplacer Benozene.

Le colonel Boumediene me demanda avec insistance de me rendre à Tlemcen pour que je m'associe à son groupe et à celui ce Ben Bella. L'arrestation, à Constantine, du commandant Slimane par le colonel Boudnider Salah de la Wilaya II, dit « Saout El Arab », avait accentué le désaccord entre les tendances. « Si tu étais passé par sa wilaya, ce colonel t'aurait emprisonné de la même manière », me dit Boumediene. Il me conseilla de rejoindre Tlemcen en passant par le Sud, où commandait le colonel Chaabani. Je restais cependant indécis, malgré l'appel du Dr Francis de retour à Relizane, sa ville natale. Il me fit part de sa décision de rejoindre Boumendjel. Ce dernier, chargé du service de presse du groupe de Ben Bella, était seul à se débattre au milieu d'un grand nombre de journalistes.

Sur ces entrefaites je reçus la visite du commandant Hassan Mahyouz, accompagné de quelques officiers de la Wilaya III qui se rendaient au P.C. de Zbiri pour s'informer. Hassan était nerveux, menaçant, agressif. Il parlait même de guerre civile. « Nous sommes prêts, me dit-il, à nous battre contre nos propres frères, si cela est nécessaire. » C'est à la même époque que le commandant Hamimi menaçait de faire sauter le barrage de Kherrata, le cas échéant.

14. *Chikaya* : petites querelles.

Je leur conseillai la modération. Le pouvoir n'est légitime et n'a de valeur que s'il est garanti par le peuple. C'est à cet instant que je pris la décision de me rendre à Tlemcen, me disant que cette prise de position en faveur du groupe de Ben Bella pouvait peut-être arrêter l'Algérie sur la pente de la guerre civile, qui, en cet instant, paraissait imminente et inévitable.

Beaucoup de mes amis m'ont reproché cette prise de position. Je ne crois pas qu'une attitude d'expectative, à la Ponce Pilate, pouvait servir le pays. L'Algérie, sortie à peine d'une guerre sans merci qui dura plus de sept années, risquait d'être « congolisée ». Quand le sort du pays est en jeu, il est indigne de faire des calculs et de jouer à l'attentiste.

Le colonel Ouamrane était en visite chez moi. Nous prîmes ensemble la route d'Oran. Ma famille et mon ami Hakimi nous accompagnaient. Nous traversâmes trois wilayas : la I, la IV et la V, sans inquiétude. A chaque poste de contrôle, les djounouds nous présentaient les armes. Nous passâmes la nuit à Tiaret, logés à la sous-préfecture. Le lendemain, nous nous rendîmes à Tlemcen à la villa Rivaud, poste de commandement de Ben Bella. Boumediene nous accueillit fraternellement et chaleureusement. L'accueil de Ben Bella fut plus réservé.

Medeghri venait de remplacer Diefenbaker à la préfecture de Tlemcen. C'est chez lui que ma famille et moi-même nous fûmes hébergés jusqu'à ce que

nous soyons installés dans la villa du secrétaire général, face à la préfecture.

Medeghri était un garçon cultivé, bien élevé, courtois. Avant de gagner le maquis, il était étudiant en mathématiques à la faculté d'Alger. En avril 1946, je me trouvais à Saïda, sa ville natale, pour soutenir la liste U.D.M.A. à l'élection de l'Assemblée constituante. Son père était le responsable de notre section locale. Son fils, le petit Medeghri, à peine âgé de 10 ans, vint à moi avec un superbe bouquet de fleurs. Je le pris par la main et nous nous rendîmes à la salle où devait se tenir le meeting électoral.

Au cours de mon exposé, j'ai reconnu le neveu du général Catroux, candidat lui aussi aux mêmes élections, mais dans le premier collège, à qui je déclarai : « Pourquoi, avec des lois plus justes, le jeune Medeghri, ici présent, ne serait-il pas un jour préfet dans son propre pays? » Les années avaient passé. Medeghri me dit : « Me voilà préfet selon tes vœux. » « Tu seras probablement ministre », lui ai-je répondu. Et il le fut.

A Tlemcen, le climat politique n'était pas bon. L'atmosphère dans la villa Rivaud était celle des souks : marchandages, conciliabules, ruptures suivies de réconciliations. Personnellement, j'ai travaillé loyalement sans calculs ni arrière-pensées pour la réconciliation et pour la sauvegarde de l'unité nationale, durement acquise. Les amis qui s'étaient déplacés d'Alger et de différentes villes du pays pour me voir reçurent la consigne de travailler pour la modération et l'union fraternelle.

Le jour où Fares, président de l'exécutif provisoire, vint à Tlemcen, tout semblait réglé. Nous nous rendîmes à Oran. A peine étais-je installé dans ma chambre d'hôtel que l'on me demanda. C'était une femme européenne qui m'attendait. Elle était en pleurs, désespérée. « Monsieur Abbas, me dit-elle,

c'est Dieu qui vous envoie. Sauvez mes deux fils. Ils viennent d'être arrêtés. » Je m'informai : « Qu'ont-ils fait? » La femme, toujours en larmes, reprit : « On les accuse d'avoir appartenu à l'O.A.S. Mais ce n'est pas possible. Ils sont si jeunes. 20 ans et 22 ans. M. Abbas, sauvez-les. » Je promis d'intervenir. J'ai demandé à voir le commandant de la place. C'était mon ami le commandant Bekhti, de son vrai nom Nemmiche, que j'avais bien connu au Maroc. Nous discutâmes du cas de ces deux jeunes gens et je lui fis dire : « Ne trouves-tu pas qu'il y a eu trop de sang dans ce malheureux pays? Pourquoi continuer à tuer? L'O.A.S. est vaincue. Nous sommes victorieux. L'heure est arrivée pour nous d'édifier notre pays autrement que par la violence. Soyons magnanimes. Relâche ces deux garçons. » Bekhti me rassura. Au fond, il partageait mes sentiments, et les deux prisonniers furent relâchés.

Je l'entretins aussi des massacres qui avaient ensanglanté Oran. Un certain nombre de Français invités à assister à la cérémonie de la « réconciliation », le 5 juillet, furent pris sous un feu croisé parti des toits des maisons par des inconnus en uniforme. Crime gratuit qui ne pouvait pas rehausser le prestige de l'Algérie libre. « C'est une affaire troublante, me dit Bekhti. Après le " cessez-le-feu ", le 19 mars, les voyous ont pris l'uniforme de l'A.L.N. et se sont conduits en bandits de grand chemin. Nous en avons arrêté et désarmé plus de quatre cents. Les Français nous ont demandé de ne pas les fusiller. Mais ces hommes étaient un danger public. »

La mère des deux garçons libérés revint me voir, heureuse. Ses deux enfants l'accompagnaient. Elle me les présenta et me remercia tout en pleurant. Je m'inquiétais de savoir s'ils avaient de l'argent pour voyager. Ils me répondirent par l'affirmative. « Alors prenez le premier avion et que Dieu vous garde. »

Bekhti est aujourd'hui ministre des Anciens Moudjahidine. Il continue avec le même dévouement à servir l'intérêt général, à panser les blessures de l'Algérie, à secourir les veuves de guerre, les orphelins et les invalides.

A Oran, je ne voyais Ben Bella que rarement. Il continuait ses intrigues, ses conciliabules secrets avec ses anciens amis du P.P.A. Au même moment, Constantine était le théâtre d'événements graves. Le commandant Larbi Berredjem venait d'investir la ville au nom du groupe de Tlemcen, de faire libérer le commandant Slimane et d'emprisonner son propre chef, le colonel Boubnider et le ministre Bentobbal. Il a fallu l'intervention de Bitat du Bureau politique pour faire relâcher les deux prisonniers.

A Alger, Khider tentait de faire accepter le Bureau politique qui n'avait pu être mis sur pied à Tripoli. Au début d'août, un accord fut conclu entre lui et Krim d'une part, Boudiaf et le colonel Mohand-Ould-Hadj, chef de la Wilaya III, d'autre part. Mais cet accord ne dura pas longtemps.

Le 20 août, sans savoir pourquoi, les hommes de la zone autonome d'Alger ouvrirent le feu sur les djounouds de la Wilaya IV. Il y eut des morts et des blessés. Dans ce conflit de nombreux civils payèrent aussi de leur vie.

La route conduisant au pouvoir était déjà jonchée de morts. Le grenouillage de ceux qui prétendaient au *leadership* était scandaleux. La victoire arrachée par le peuple était tachée du sang des innocents. On assista à des réconciliations spectaculaires vite démenties par les faits. Le carrousel des arrestations et des libérations démontrait le manque de sérieux, de patriotisme et de conviction des uns et des autres. Les appétits se multipliaient et se déchaînaient. L'Algérie était comme un animal blessé entouré d'une meute de loups aiguisant leurs crocs. Chacun voulait en arracher un morceau. Et tant pis si, au bout du compte, le pays devait en pâtir. L'absence d'une autorité légale, forte et reconnue, avait fait naître une multitude d'ambitions, toutes plus ou moins contestables.

Cette situation dura jusqu'à l'entrée des troupes des frontières à Alger. Semant des cadavres sur sa route, Boumedienne faisait la « conquête de l'Algérie ». C'était la seule guerre qu'il fit. L'élection de l'Assemblée nationale constituante, le 20 septembre, apporta un léger apaisement. La liste des candidats, donc des « élus », avait été établie par un Bureau politique plus contestable et contesté que jamais.

Après l'installation de l'Assemblée et la désignation du premier gouvernement algérien présidé par Ben Bella, celui-ci rendit officiel le « socialisme à la Fidel Castro », autant dire le communisme stalinien. Que pouvait-il faire sinon copier et imiter? C'est dans ces circonstances que l'Algérie allait connaître le « benbellisme » après avoir connu le « messalisme ».

Pour concilier « le diable et le bon Dieu », notre président du Conseil nous parla du « socialisme spécifique » de l'Algérie. Cette « spécificité » se traduisait ainsi pour lui : l'islam est dans le vrai spirituellement et dans l'erreur économiquement, alors que le marxisme était dans l'erreur spirituellement et dans le vrai économiquement. Autant dire que l'islam et le marxisme étaient tous deux dénaturés et tous deux trahis.

L'amalgame de deux idéologies différentes, celle de l'islam et celle du marxisme, va conduire notre pays à une paralysie économique, à une action anarchique. Sur le plan moral, vint la dégradation des mœurs et des traditions. L'unité nationale, si chèrement soudée, était rompue.

Notre peuple, qui fut héroïque dans le combat, ne put s'opposer à l'arbitraire du pouvoir personnel. Il deviendra, au fil des jours, une foule indifférente,

sans ressort, une masse étrangère aux affaires publiques. Les difficultés quotidiennes l'occuperont : problèmes de logement, démarches administratives, ravitaillement, etc.

Les autorités ignoreront ses souffrances, ses droits seront sacrifiés et les difficultés multipliées sur son chemin. Comme l'avait prévu Ben M'Hidi, personne, parmi ceux qui le gouvernent, n'a eu pitié de lui. Personne ne se souvient plus de ce qu'il a enduré pendant plus de sept ans de guerre. Alors que Dieu nous dit : « L'homme est libre de croire, il est libre de ne pas croire », Ben Bella nous força à croire à son « système » sous peine d'être exclus de la nation en tant qu'affreux « réactionnaires ». Le sang des chouhada fut trahi. Pour la deuxième fois, ces chouhada moururent sur l'autel du stalinisme et du culte de la personnalité. Ben Bella comme Boumediene firent du F.L.N. un instrument de leur pouvoir.

« L'Algérie française » a été détruite. L'Algérie musulmane n'a pas été ressuscitée et « l'Algérie socialiste » n'est pas née.

Ce qui a pris naissance c'est l'égoïsme aveugle, le particularisme agressif, la course aux places et aux prébendes. Le plus fort écrase le plus faible. Nous devenons étrangers les uns aux autres. Le pays ne sait plus où il va parce que personne ne lui a ouvert le chemin de l'avenir. Le pouvoir autoritaire et policier se contente d'étendre ses sombres ailes sur ce qu'il y a de généreux dans notre société. Et, étrange escroquerie du siècle, un pareil régime s'est baptisé « régime progressiste ».

Le progrès, le vrai progrès, ne pourrait-il pas prendre d'autres chemins sur lesquels l'homme, libéré du colonialisme, aimerait s'engager sans perdre son âme, sa dignité et sa liberté?

15. Hadith : paroles du Prophète recueillies et authentifiées.

II

LE SANG DES CHOUHADA TRAHI

L'Algérie à l'heure du stalinisme

> ***Par le temps! En vérité l'homme est en perdition! Sauf ceux qui ont la foi, qui font le bien, qui se recommandent mutuellement la justice et la ténacité.***
>
> LE CORAN[1].

En 1962, Ben Bella, sous l'influence d'une frange plus ou moins gauchiste de la Fédération de France du F.L.N., engagea l'Algérie dans une voie déjà institutionnalisée dans les Républiques populaires de l'Est, à savoir : parti unique, centralisme dit « démocratique » et pouvoir personnel. Je n'ai pu, aussi bien par conviction que par tempérament, le suivre dans cette voie et j'ai donné ma démission de l'Assemblée nationale constituante (cf. Annexe 3). Un homme politique doit respecter un minimum de probité intellectuelle, sinon il tombe dans l'aventurisme. En quittant la présidence de l'Assemblée nationale, j'ai écrit une longue lettre aux députés, qui reste à mes yeux une profession de foi encore valable :

1. Le Coran, sourate 103, « le temps », v. 1-3.

Assemblée nationale constituante

Le Président

République algérienne démocratique et populaire

Alger, le 12 août 1963

POURQUOI JE NE SUIS PAS D'ACCORD AVEC LE PROJET DE CONSTITUTION ÉTABLI PAR LE GOUVERNEMENT ET LE BUREAU POLITIQUE

Par Ferhat Abbas
Député de Sétif.

Donner une Constitution à la République est un acte d'une extrême importance. Il requiert notre réflexion, notre raison, notre sagesse. Après l'héroïque combat pour l'indépendance, c'est un autre combat qui s'impose à nous. Le peuple tout entier et, en premier lieu, ses représentants doivent faire preuve de lucidité et de courage.

La loi du silence que nous nous sommes imposée durant les sept années de lutte, parce que l'adversaire était au milieu de nous, n'a plus sa raison d'être. Le silence doit être rompu.

Avant d'engager l'avenir, celui du pays, celui de nos femmes et de nos enfants, chacun de nous doit prendre conscience de ses responsabilités pour mieux les assumer. Sinon, il renonce, par un lâche opportunisme, au devoir élémentaire de tout citoyen.

A Tripoli, le C.N.R.A. avait déjà été saisi par la Fédération de France du F.L.N. d'un projet de Constitution.

Depuis, deux autres projets ont été soumis, en avril dernier, à la Commission de la Constitution. Le premier émane des frères Benabdallah, Mourad Oussedik, Hocine El Mehdaoui, députés, Bendimered et Benghezal, consuls en France; le second de moi-même. Ce sont deux projets qui pouvaient servir de base à des débats.

Au moment où la Commission allait commencer ses délibérations, le gouvernement a fait arrêter ses travaux en déclarant qu'il élaborerait lui-même le projet de Constitution.

A un mois de la fin de notre mandat, ce projet vient à peine de parvenir à l'Assemblée. Par contre, par la presse, par la radio, par les conférences, dites des cadres, par des déclarations ministérielles, on tente de l'imposer au peuple.

Cette campagne est pour le moins singulière. Elle est d'autant plus anormale qu'elle tente de défendre un projet de Constitution qui ne règle aucun de nos grands problèmes.

C'est pourquoi je me permets de m'élever ici solennellement contre de pareils procédés, de manifester mon désaccord et de donner les raisons de ce désaccord.

Procédure et droit

Sur le plan de la procédure et du droit, l'Assemblée nationale constituante et législative a été élue, sur proposition du F.L.N., avec mandat de doter le pays d'une Constitution démocratique et populaire, dans le délai d'un an.

Détentrice exclusive de la souveraineté nationale, elle est donc seule habilitée à connaître des lois dont

elle a, concurremment avec le gouvernement, l'initiative. Ces lois, avant d'être examinées, doivent être déposées sur son bureau sous forme de projets ou de propositions. Ces projets ou propositions ne sont rendus publics qu'après que l'Assemblée en est officiellement saisie.

Or, le gouvernement vient de violer cette règle fondamentale. Il a soumis à de prétendus cadres d'un parti qui, en fait, n'existe pas encore, un projet de Constitution sans que l'Assemblée en ait été informée. Faire approuver par des militants qui n'ont reçu aucun mandat de cet ordre un texte fondamental relevant des attributions essentielles des députés, c'est créer la confusion et violer la loi.

Humilier une Assemblée souveraine, qui a toujours apporté sa collaboration loyale et son appui au gouvernement, est un geste extrêmement grave.

Le procédé relève de la mystification, de l'action psychologique. En tout état de cause, il laisse entrevoir le rôle que l'exécutif entend réserver au législatif. Avant même que la Constitution de type présidentiel n'ait été adoptée par l'Assemblée, avant qu'elle n'ait été soumise au référendum populaire, nous assistons à une action destinée à faire pression sur les Constituants et à mettre le peuple en condition. Il en résulte que l'Assemblée nationale est déjà dépouillée d'un pouvoir qu'elle détient, pourtant, du peuple souverain et du F.L.N.

Le Parti, essaie-t-on de rétorquer – si Parti il y a – avait son mot à dire. Or, le Bureau politique a eu plus que son mot à dire, puisqu'il est l'auteur même du projet. Quant aux militants, ils ne pouvaient avoir la prétention d'être consultés avant les députés. Ce sont des citoyens comme les autres. Ils auront à donner leur avis en même temps que le peuple par voie de référendum. Quand on veut fonder un parti, il n'est pas question de créer une catégorie de privilégiés et

de super-citoyens. Ni d'institutionnaliser une autorité parallèle.

Le Parti

A propos de ce parti, il est souvent fait référence à la Charte de Tripoli. Or, à Tripoli, il a été décidé que la reconversion du F.L.N. en parti politique unique devait se faire démocratiquement, par le truchement du C.N.R.A., élargi à certains frères choisis parmi les combattants de l'intérieur.

En aucun cas le Bureau politique n'a reçu mandat pour mettre en place une organisation de cette importance.

Durant la guerre de libération, le C.N.R.A. a joué à la fois le rôle de Parlement algérien et de Comité central du F.L.N.

Un Parlement ayant été élu le 20 septembre 1962, c'est à ce Parlement que revenait logiquement, à mon avis, la mission de désigner un nouveau Comité central du F.L.N. en remplacement d'un C.N.R.A. disloqué et dépassé.

Ce Comité central, désigné par l'Assemblée nationale, aurait eu pour tâches :

1° d'élaborer les statuts du Parti;

2° de définir notre doctrine et notre socialisme;

3° d'établir un programme;

4° de réunir un Congrès national pour discuter et ratifier les trois points ci-dessus.

Ainsi, nous aurions fait participer effectivement l'ensemble du peuple aux assises du Parti. Et par là même nous aurions donné à ce Parti une base démocratique et populaire.

Or, le Bureau politique, de sa seule initiative, s'est autorisé à faire un travail qui n'était pas le sien. Premier résultat; le différend de Khider avec Ben

Bella, puis de Ben Bella avec Bitat. Khider évincé, Bitat écarté, le Bureau politique a voulu mettre les bouchées doubles pour placer le pays devant le fait accompli.

Qui a choisi ces prétendus cadres? Selon quels critères ce choix a été fait? Pourquoi ces militants et pas d'autres? Cette cooptation dont bénéficient « certains amis » est pour le moins arbitraire. Elle aboutit à la formation de la « République des Camarades », contre laquelle tout Algérien a le devoir de s'élever.

Le F.L.N. ne doit pas être le parti d'une fraction, mais celui du peuple – de tout le peuple – de la même manière qu'il l'a été durant la lutte armée. Sinon il devient un sujet de division et ne peut faire qu'un travail fractionnel.

Certains militants ont conservé la nostalgie des anciens partis et n'ont rien oublié. On les trouve dans la plus grande partie des postes de responsabilité. Ce retour aux divisions du passé est la négation même du F.L.N.

Le Parti devant être la « Conscience » et le « Guide » de la nation, sa formation doit être entourée de toutes les garanties. Elle doit être l'œuvre du peuple, du peuple qui travaille, celui des champs, celui des entreprises, celui des marchands, celui des usines, celui des combattants.

Or, selon les informations qui me parviennent, les fédérations et les dairas sont, dans la proportion de 80 %, impopulaires. Notre peuple les subit. Les cadres choisis sont en majeure partie des budgétivores et des profiteurs. Ils se désintéressent complètement du sort des masses. Pour imposer silence à ces dernières, ils les traitent par le mépris et font peser sur elles la menace. Ce sont de nouveaux caïds.

Nous ne sommes pas encore au stade d'un régime

policier. Mais, si nous ne prenons pas garde, nous y arriverons à brève échéance.

Le F.L.N., en tant que parti unique, s'il n'est pas une organisation démocratique, appelée à rassembler toutes les énergies créatrices dont notre peuple est riche, ou bien s'il n'est pas marxiste-léniniste authentique, s'appuyant sur une dictature prolétarienne, que pourrait-il être? On peut le prédire. Il sera condamné, par la nature des choses, à évoluer vers des structures fascistes.

Est-il pensable que les cadres actuels puissent contribuer au bien-être de nos masses paysannes et à leur éducation socialiste? L'affirmer serait un leurre.

Récemment, à Sétif, un responsable fédéral, dont le traitement, me dit-on, est de l'ordre de 100 000 francs par mois, et qui, depuis, a été révoqué, s'était attribué un appartement luxueux, une ferme de 200 hectares et l'exploitation d'un café-restaurant. A de rares exceptions près, c'est de cette manière que se manifeste le militantisme des pionniers du « socialisme algérien ».

Les mots sont impuissants à traduire l'amère réalité. A vouloir agir en dehors du peuple, on arrive à des résultats diamétralement opposés aux véritables objectifs socialistes et égalitaires.

Définir notre socialisme

Le socialisme doit être synonyme de bonheur et de liberté, de travail rationnel et de prospérité réelle, d'espérance et de foi en un avenir meilleur. Pour cela, il n'est pas nécessaire d'imposer au pays la dictature d'un pouvoir fractionnaire et sans contrôle.

A Tripoli nous nous sommes prononcés pour « une orientation socialiste dans le respect des traditions de l'islam ».

Quelles seront donc les caractéristiques de ce socialisme musulman? La Constitution présentée par le Bureau politique est muette sur ce chapitre. Or notre peuple doit être informé. C'est lui-même – et lui seul – qui doit décider souverainement de son destin.

De nos jours, tout le monde se réclame plus ou moins du socialisme. Il est devenu le mot à la mode. Il est donc nécessaire de savoir ce que sera notre socialisme. Ce socialisme à instaurer en Algérie sera-t-il le socialisme scientifique marxiste-léniniste, appliqué dans les pays communistes, ou le socialisme démocratique et humaniste?

Pour ma part, j'ai opté pour le deuxième socialisme parce qu'il correspond aux aspirations profondes de notre peuple.

Les commandements de l'islam, en matière d'éducation religieuse, de droit de propriété, de droit à l'héritage, d'assistance sociale, etc., ne sont pas incompatibles avec une société socialiste. Bien au contraire. Sans déroger aux préceptes de l'islam, sans heurter les mœurs et traditions de notre peuple, nous pouvons engager le pays dans une révolution qui aura pour objectifs :

1° l'industrialisation et l'édification d'une économie dirigée et planifiée.

2° la nationalisation des grands moyens de production et son corollaire, le développement des coopératives de production et de consommation.

3° la limitation des fortunes et le contrôle du capital national privé pour l'amener, par une fiscalité appropriée, à participer au développement du secteur socialiste.

4° la défense des conquêtes sociales (allocations familiales, congés payés, sécurité sociale, salaire minimum interprofessionnel garanti) et leur extension.

5° la mobilisation de tout le peuple autour de la sainte loi du travail, de l'effort, de la morale et de l'honnêteté. Le néocolonialisme ne menace notre pays que si la médiocrité, la paresse et la corruption s'y installent.

Ainsi défini, ce socialisme, qui tient compte des réalités algériennes, est en mesure d'arracher les masses travailleuses à la misère en remettant notre économie en marche. Il est en mesure d'étendre les bienfaits de la vie moderne aux populations rurales, restées au stade du Moyen Age. En créant des richesses nouvelles, en construisant de nouveaux villages, en faisant éclater les privilèges de la fortune par une juste répartition du revenu national, il transformera, dans un temps très court, toute la physionomie du pays.

Je reçois et je lis la littérature clandestine du Parti de la révolution socialiste (P.R.S.). Ce parti est procommuniste et préconise une révolution prolétarienne.

N'étant pas moi-même marxiste, n'étant pas communiste, je ne partage pas cette idéologie. Au demeurant une question se pose. Est-ce que les Algériens authentiquement marxistes pensent que les conditions historiques et sociologiques sont aujourd'hui réunies pour entreprendre avec des chances de succès une telle révolution? Est-ce que le prolétariat algérien est en mesure de prendre le pouvoir? Où sont ses cadres, ses techniciens, ses doctrinaires?

Notre peuple n'est pas communiste. Sincèrement croyant, profondément attaché aux traditions arabo-berbères, il est encore trop loin d'une révolution de cette nature. Si elle se produisait, elle ne se traduirait que par un « gauchisme » et un « aventurisme » désastreux.

Maintenons-nous donc dans la position du « neutralisme positif » arrêtée à Tripoli. Conservons nos

bonnes relations avec nos amis de l'Est et de l'Ouest. Rendons la pleine liberté à l'expression de la pensée marxiste et au Parti communiste. Ne rejetons personne de la communauté nationale. Mais ne cherchons pas à imposer à notre peuple une idéologie qui n'est pas la sienne, ni à l'intoxiquer par une démagogie facile.

Ne délirons pas.

Le régime présidentiel et le pouvoir personnel

La concentration des pouvoirs entre les mêmes mains relève d'une autre forme de délire. Le projet de Constitution fait du président de la République, en même temps que le chef de l'État, le chef du gouvernement et le chef du Parti.

Pratiquement il n'y a plus de démocratie. L'Assemblée est sous la dépendance d'un homme qui nomme les ministres et qui, par le truchement du Parti, choisit les membres de l'Assemblée nationale, après avoir été choisi lui-même par le Parti.

Le dialogue entre le législatif et l'exécutif, si fructueux pour le pays, devient un simple monologue. Le peuple est absent et n'est pas représenté. Ses représentants sont de simples figurants.

« La révolution se fait par le peuple et pour le peuple. Elle n'est ni l'œuvre d'une seule personne, ni celle d'un seul individu. Elle se fera par le peuple et pour l'intérêt de tout le peuple » *(sic).*

Ce slogan officiel, affiché sur nos murs et repris par la radio, est une contrevérité. Il masque la réalité.

Quant à notre jeunesse, elle sera condamnée à ne plus penser. Le régime fabriquera des robots, des opportunistes et des courtisans. Assurer le pain au peuple est, certes, un objectif primordial. Lui assurer

cet autre pain qu'est la liberté de pensée et d'expression est également un bien précieux. La jeunesse algérienne en sera privée.

La nature même des pouvoirs multiples exercés par un seul homme aura pour conséquence inévitable le culte de la personnalité. Et celui qui n'applaudira pas inconditionnellement le « Maître » sera considéré comme un mauvais citoyen.

L'équilibre des pouvoirs n'existe pas. Aucun recours contre les abus d'autorité n'est prévu. Il y a bien une disposition du projet de la Constitution qui prévoit que l'Assemblée nationale peut voter une motion de censure et renverser le chef de l'État.

Cette disposition est un non-sens. D'abord il n'est pas souhaitable qu'un chef d'État soit renversé. Il laisserait un vide redoutable. Ensuite et surtout, n'ayant pas été investi par l'Assemblée, cette dernière ne peut le renverser. Cette disposition est donc de pure forme. Elle est une simple clause de style.

Nous jouons à « pile ou face » le sort du pays. Si le chef de l'État est un homme sage, modeste et clairvoyant, nos libertés seront sauvegardées. S'il a l'étoffe d'un Batista, le pays vivra sous la terreur. Pourquoi donc nous placer, délibérément, dans cette dangereuse alternative?

Autre inconvénient d'un tel régime : aucun Algérien ne peut, à lui seul, porter, à bout de bras, l'Algérie. Le fardeau est trop lourd. Il arrivera que le chef de l'État, qui est en même temps chef de gouvernement, ne pourra pas tout faire. Il se déchargera fatalement sur son *entourage* d'une partie de ses responsabilités. Des hommes non mandatés par le peuple, souvent des étrangers au pays, deviendront ainsi ses véritables dirigeants. Ils ne manqueront pas d'expérimenter, au détriment de l'intérêt national, les théories les plus fantaisistes.

Un tel régime finira par engendrer des activités

subversives, des coups d'État et des complots. A vouloir un « régime fort », on ouvre la porte à la subversion et au désordre.

Un seul régime : la démocratie

La démocratie seule est salutaire. Elle ne signifie pas l'anarchie. Elle ne signifie pas un pouvoir faible. Elle signifie : le gouvernement du peuple par le peuple. Elle signifie un État hiérarchisé. Une bonne Constitution doit donner la parole au peuple. Elle doit permettre la libre discussion. Cette libre discussion, loin de nuire à la discipline nationale, permettra de révéler des cadres valables et enrichira les institutions de l'État. Un État « confisqué » est un État mort-né.

Un chef du gouvernement, investi par une Assemblée nationale souveraine et responsable devant elle, est la seule formule qui corresponde à notre devise « par le peuple et pour le peuple ».

Il est indispensable que le chef du gouvernement soit contrôlé. Il est indispensable qu'il rende des comptes aux représentants de la nation. Si nous voulons éviter les aventures, il est vital et salutaire d'associer le peuple par sa majorité et par sa minorité aux affaires publiques.

Aux anciens peuples colonisés, nous devons donner l'exemple de la maturité politique et de la cohésion. Nous devons leur donner l'image d'un peuple majeur qui gère sainement et démocratiquement ses affaires.

Avec la Constitution qui nous est proposée c'est toujours le provisoire qui dure, et aucun problème fondamental ne reçoit de solution valable.

La prorogation du mandat des députés est une erreur

Il nous faudra, cependant, sortir de ce provisoire. Nous avons perdu un temps précieux. La querelle des frères ennemis doit prendre fin. Donnons le pouvoir au peuple en lui donnant la parole. Lui seul est le souverain juge.

Je ne suis pas de ceux qui disent que notre gouvernement n'a rien fait. Il a fait beaucoup. Mais il n'a pas commencé par le commencement. L'essentiel reste à faire.

Il n'a pas réuni le Congrès du Parti. Il pouvait le faire. Il n'a pas fait procéder aux élections municipales. Il devait le faire. Il n'a pas permis la libre discussion d'une Constitution digne de ce nom. Il devait aussi le faire.

Aujourd'hui, faute de mieux, il nous présente, à la sauvette, une Constitution squelettique et nous demande l'ajournement des élections législatives. C'est une faute. Le peuple finira par exiger ce qu'on lui refuse.

Pour ma part, je ne dérogerai pas à la loi. Mon mandat prendra fin le 20 septembre prochain. Il n'ira pas au-delà, parce que, en toute honnêteté, je considère que nous avons eu tout le temps nécessaire pour accomplir la mission essentielle qui nous a été confiée.

Depuis l'indépendance le peuple n'a pas encore été une seule fois librement consulté. Il est temps de le faire participer à la vie publique. Il est temps qu'il retrouve son enthousiasme et sa foi. Ce peuple sait voter. Il l'a hautement prouvé. Il a surtout su résister, pendant sept ans, à l'une des plus grandes armées du monde. Il a acquis par son héroïsme le droit de choisir ses représentants et de se donner le gouvernement de son choix. Nous devons lui faire confiance.

Et même s'il se trompait cette erreur serait moins grave de conséquences que le fait de le museler, et de lui imposer une camisole de force.

Il a mérité mieux que cette suprême injure.

* **

Les députés n'ont pas fait ou pu faire cas de cette lettre pas plus qu'ils ne tiendront compte de celle du Cheikh Bachir Ibrahimi, un an plus tard.

A leur décharge, il faut dire que la plupart d'entre eux étaient de courageux combattants mais de médiocres législateurs.

Quoi qu'il en soit, l'Algérie demeure une terre d'Islam. Et à la suite de la révolution de Khomeiny en Iran, cette religion, en pleine mutation sociale, préoccupe un grand nombre de pays. On parle aujourd'hui du réveil de l'islam comme on parlait du temps de la colonisation du panislamisme.

C'est une raison supplémentaire de faire connaître notre foi dans ses profondeurs et ses réalités.

L'islam est en l'an 1403 de son ère. Il est la dernière religion monothéiste. Il a été révélé en pleine lumière historique au VIIe siècle de l'ère chrétienne. Il ne s'entoure ni de miracles ni de mystères. Sa pensée est d'être l'héritier de la parole d'Abraham et le successeur du judaïsme et du christianisme, dépouillés des liturgies et des sacrements.

Le musulman est placé directement face à Dieu, dans la plénitude de sa conscience, de sa liberté et de ses responsabilités. Il est son propre « prêtre », pouvant accomplir tous les actes de la vie religieuse. Point d'intermédiaire entre Dieu et lui. S'il fait le bien, il lui sera compté comme étant du bien, s'il fait le mal, il lui sera compté comme étant du mal.

Plus que le judaïsme et le christianisme, l'islam est une religion à ciel « ouvert ». Le croyant peut prier partout, même dans la solitude du désert. Il peut marier et enterrer ses coreligionnaires, sans autre obligation que celle d'être en état de pureté.

Les cinq obligations de l'islam : la profession de foi, la prière, le jeûne, la *zakât*[2] et le pèlerinage aux lieux saints, subordonnées à l'hygiène du corps et à la propreté de l'environnement, constituent le lien spirituel de l'homme avec le Créateur.

L'islam ne force pas la croyance. La tolérance est sa première vertu. Il ne demande pas de croire pour croire. Il invite l'homme à la réflexion, à la méditation, à la recherche de la vérité. Il répète sans cesse : cherchez et raisonnez, même en matière de foi, même à propos du problème de l'au-delà et de la résurrection.

Mais l'islam est aussi une cité terrestre. Au seuil de la cité, le musulman est averti. A la pureté de l'âme et au respect du dogme, il doit associer l'amour du travail et de l'effort. « Travaille ici-bas comme si tu devais vivre éternellement et prépare-toi à la vie future comme un homme qui doit mourir demain[3]. »

Le musulman doit donc rechercher un premier bonheur sur cette terre et l'obtenir par le travail et la production. Car il est dit « La main qui donne est plus méritoire que celle qui reçoit », et aussi : « Allah aime celui qui fait son travail avec soin. »

Sa conception de l'économie est aussi éloignée de l'accumulation du capital que du collectivisme. L'islam est socialement la voie médiane. La communauté musulmane doit être une communauté unie, égalitai-

2. *Zakât* : obligation pour tout musulman de donner annuellement aux pauvres le dixième de ce qu'il possède.
3. *Hadith*.

re : la concentration capitaliste et la thésaurisation en sont exclues. Le riche a plus de devoirs que de droits envers la communauté. C'est pourquoi l'islam interdit l'usure et les spéculations boursières.

« La lutte de classes », fondement de la théorie marxiste, ne peut pas exister dans une société à caractère égalitaire. Les hommes sont solidaires les uns des autres comme le sont les pierres d'un même édifice. Ils sont ce que sont les cinq objets de la main : le plus petit doigt a une importance égale à celle du plus grand. Aucune cloison ne sépare les riches des déshérités. Ce n'est pas la fortune qui compte, mais les qualités morales de l'homme. En Occident, les mariages entre personnes de classes sociales différentes sont des mésalliances. Dans une partie de l'Asie, les castes sociales sont cloisonnées. Ces phénomènes sociaux sont étrangers à l'islam. Tous les hommes se valent : Dieu seul est grand.

Mais l'incompatibilité majeure du marxisme et de l'islam, en dehors de l'athéisme de l'un et de la spiritualité de l'autre, réside tout spécialement dans le libéralisme et la tolérance de l'islam, et le totalitarisme et le sectarisme du socialisme marxiste-léniniste.

C'est pourquoi nos gouvernements, celui de Ben Bella aussi bien que celui de Boumediene, devaient faire un choix. Ou bien ils optaient pour le « matérialisme historique » qui se caractérise par la dictature et la force brutale, ou alors pour l'islam qui exclut toute contrainte. « Pas de contrainte en religion. » « L'homme est libre de croire et libre de ne pas croire [4]. » Si cette liberté existe en matière de foi, pourquoi n'existera-t-elle pas sur le plan politique?

Sans doute, la suppression des classes sociales préconisée par le marxisme est-elle séduisante, mais

4. Le Coran, sourate 18, « la grotte », v. 29.

est-elle réalisable? En pays socialiste, les hommes ont-ils tous le même rang social? L'islam est au plus près de la réalité sociale lorsqu'il admet cette hiérarchie, qu'il corrige et réduit, en condamnant le pouvoir de l'argent et l'excès de richesses. Il crée des devoirs supplémentaires aux croyants fortunés. La zakât, avec son caractère obligatoire, a la même importance que la prière. Dans les circonstances exceptionnelles, comme la guerre ou la famine, l'islam, si respectueux, par ailleurs, de la propriété privée, ordonne impérativement : « Prends une partie de ce qu'ils possèdent pour sanctifier leurs biens et les purifier [5]. »

C'est assurément un contrôle des fortunes et en quelque sorte aussi un prélèvement sur le capital, quand les circonstances l'exigent. Dans le même sens le Prophète a dit : « Quand l'humanité a faim, personne n'a plus le droit de se réclamer de la propriété privée [6]. »

Et quand l'islam donne une image de l'incroyant, c'est encore à son attitude vis-à-vis des pauvres qu'il fait référence : « As-tu vu celui qui traite de mensonge la religion? Or c'est celui qui repousse l'orphelin et qui n'incite point à nourrir le pauvre [7]. »

Ainsi la dimension sociale de l'islam a-t-elle existé bien avant l'avènement du marxisme. Cette dimension conduit à un socialisme à visage humain, et qui se pratique au stade de la *distribution* et non au stade des *moyens de production*.

C'est le revenu national qui doit être contrôlé et réparti équitablement dans la communauté, les moyens de production restant la propriété de ceux qui les possèdent. Pourquoi? Parce que le droit à la

5. Le Coran, sourate 9, « le désaveu », v. 103.
6. *Hadith*.
7. Le Coran, sourate 107, « l'utilité courante », v. 1 à 3.

propriété est la meilleure récompense du travail et de l'effort.

L'islam respecte le travail et le fruit du travail. La société musulmane a pour assises la liberté d'entreprise, l'initiative individuelle et le respect de la propriété privée, sources de prospérité générale. Et par voie de conséquence, l'islam recommande l'épargne et condamne le gaspillage. Il protège l'héritage qui est la sécurité de l'enfant. Dans la cité, personne n'a le droit de se désintéresser du sort de son prochain. La solidarité n'est pas seulement un acte de portée morale laissé à l'appréciation de chacun, mais un devoir strict pour tous les membres de la communauté. « Celui qui s'endort rassasié, sachant que son voisin a faim, n'est pas des nôtres [8]. »

Dans l'islam, la personne humaine est respectée pour elle-même. Aux premiers jours de l'islam, lors du passage d'un corbillard, l'Apôtre de Dieu s'arrêta par respect. « C'est celui d'un juif », lui dit-on. « N'est-ce pas une âme? », répondit le Prophète [9].

Quand la menace de subversion se dessine, quand les marxistes manœuvrent pour déposer leurs œufs dans notre nid, que faire? L'islam se pose cette question depuis qu'il a été soumis à la domination de l'Occident et elle s'est posée à nous, Algériens, d'une façon précise pendant notre guerre de libération, alors que nous étions contraints de former nos cadres dans les pays communistes. Nous étions donc en contact direct et prolongé avec leurs concepts moraux et sociaux, avec leur mode de pensée, avec leur idéologie.

J'ai posé la question au président du Conseil des

8. *Hadith.*
9. Salah Al-Din Munadjdjid *Le concept de justice sociale en Islam.* Trad. Med Hadj Sadok.

ministres Kossyguine, alors que nous étions en délégation à Moscou, en octobre 1960, et lui ai demandé quel devait être notre comportement si la menace marxiste se précisait pour nous. Il m'a répondu : « Les gouvernants canadiens nous ont posé la même question. Je leur ai répondu : si les communistes vous posent des problèmes, mettez-les en prison. »

J'ai posé la même question, à Pékin, au Premier ministre Chou En-lai : « Personnellement, je crois que le ciel est vide et que Dieu n'existe pas, me dit-il. Mais il n'est pas nécessaire que vous adoptiez notre socialisme. L'essentiel est que vous gouverniez en direction des masses. L'islam a été d'un grand apport social. Il est respectable. »

Je rapporte ces témoignages d'hommes d'État éminents pour démontrer que nous pouvons entretenir les meilleures relations avec les pays socialistes, et notamment avec ceux qui nous ont aidés durant notre lutte de libération, sans pour autant épouser leur idéologie et adopter leur type de société et de gouvernement. Ils ne l'ont pas demandé et ils ne le demandent pas. Ne commettons donc pas le crime de brûler de notre propre main ce qui donne un sens à notre vie.

On ne piétine pas facilement ce qui fut grand!

En 1967, sous le règne de Boumediene, dans son numéro du 9 avril, le journal *Algérie actualité* publiait un dessin de Kateb Yacine où l'ironie sarcastique frisait l'indécence. Ce dessin représentait deux fusées, une américaine et une soviétique; à leur côté figurait le minaret [10] d'une mosquée avec cette légence : *La fusée qui ne démarre pas.* Pour Kateb

10. Tour d'une mosquée du haut de laquelle le *muezzin* appelle aux cinq prières quotidiennes.

Yacine, l'islam serait-il donc condamné à croupir dans l'ignorance?

A cette époque, Yacine était chargé de diriger le Théâtre national algérien d'expression française. Kateb Yacine est un écrivain de talent. Boumedienne lui avait confié cette mission, parce qu'il le savait marxiste; c'est encore son droit. Mais prendre l'islam pour un sujet de dérision, dans un pays musulman, n'est ni intelligent, ni élégant, ni charitable. J'ai ressenti cette légende comme une gifle et une injure. C'est aussi une injustice car il fut un temps où la science, qui a présidé à la naissance des fusées, était enseignée à l'Europe barbare par les musulmans. Qui nous dit que l'islam ne reviendra pas à sa gloire scientifique des premiers temps?

Mais mon propos n'est pas là. Toute civilisation est périssable. Lorsque la civilisation moderne arrivera à son terme, elle entraînera du même coup la disparition des fusées, orgueil présent des grandes nations, à moins que ces fusées ne soient la cause de sa mort. Alors, la « fusée qui ne démarre pas », parce que sa vocation est sur terre, accomplira son destin : apprendre à l'homme à survivre à lui-même par la prière et l'espérance. Quant à la dictature stalinienne de notre temps et à l'athéisme des révolutionnaires, ils auront rejoint dans le cimetière des civilisations la mythologie grecque, l'idolâtrie de l'Arabie païenne et les dieux romains.

Dieu seul est éternel. Et son éternité appelle au respect de l'homme et à l'amour du prochain.

III

DEUX DICTATEURS EN COMPÉTITION

Ils veulent le pouvoir, tous rêvent d'approcher le trône. C'est leur folie; comme si le bonheur était sur le trône. Souvent la vase est sur le trône et souvent aussi le trône est dans la vase.

NIETZSCHE.

Méfiez-vous du Pouvoir, car le Pouvoir corrompt. Ne tombez pas dans ses pièges.

MAHATMA GANDHI.

Les accords d'Évian et le cessez-le-feu proclamé le 19 mars 1962 mirent fin à la guerre d'Algérie. Les généraux français et les ultras d'Alger s'étaient comportés comme s'ils procédaient à une nouvelle guerre de reconquête coloniale, semblable à celles que nos pères ont connues. Elle n'en différait que par le matériel sophistiqué employé contre nous.

Cette guerre avait trop duré. Elle avait traumatisé notre pays et meurtri nos cœurs. Les accords d'Évian qui ouvraient la porte sur l'avenir de notre pays n'étaient ni pires ni meilleurs que tous les accords de ce genre. Ils étaient viables. Ils garantissaient aussi bien notre indépendance que les intérêts des Français qui vivaient avec nous.

Ben Bella et Boumediene les ont critiqués. Cette critique était de mauvaise foi. Ceux qui, du côté algérien, les ont négociés – Dahleb, Benyahia, Mostefaï, Malek, Yazid, Krim, Boussouf et Bentobbal – ont été vigilants, coopératifs et à la hauteur de leur mission.

Les accords avaient prévu un « exécutif provisoire » qui se situerait entre l'Algérie « département français » et l'Algérie « pays indépendant ». La mission était de préparer le passage de l'une à l'autre.

Présidé par Abderrahmane Fares et installé dans la nouvelle cité administrative de Rocher-Noir, cet exécutif réunit des hommes des deux communautés. Ils devaient, entre autres, préparer le référendum de l'autodétermination. Ces hommes avaient conscience de leur travail, de ses difficultés, de ses périls. Ils l'accompliront avec beaucoup de tact et d'adresse.

Du côté du F.L.N., on comptait le Dr Mostefaï, Belaïd Abdesselam, maître Chentouf, le Dr Hamidou, El Hassar, le pharmacien Benteftifa. Du côté français, le Dr Mannoni, une victime de la guerre d'Algérie, le notaire Roger Roth, l'ingénieur Koenig. Les autres membres étaient censés être les sages de groupe : Cheikh Bayoud, Cheikh M'hamed.

Le grand mérite de Fares et de Mostefaï est d'avoir rencontré Susini, le chef de l'O.A.S., malgré tous les risques auxquels ils s'exposaient. Et ces risques étaient de tout ordre. Cette rencontre fut positive : elle épargna à l'Algérie de nouveaux massacres d'innocents et des destructions vengeresses tellement inutiles. Baugeard, ancien maire de Blida, Jacques Chevalier et Tiné facilitèrent les entretiens et les accords.

Les commandants Azzedine et Omar Oussedik occupèrent la place d'Alger au nom du G.P.R.A. et de l'A.L.N. Eux aussi contribuèrent au maintien de l'ordre, au retour au calme, secondés par le préfet de

police Vitalis Cros et le commandant en chef de l'armée française, le général Ailleret. Le poste de gouverneur général fut supprimé et remplacé par celui de haut-commissaire, occupé par Christian Fouchet, un autre homme de cœur.

Après les terribles années de guerre, il était devenu difficile de parler de paix et de fraternité entre les deux communautés et même entre les Algériens de l'intérieur et de l'extérieur. Il fallait cependant croire à cette réconciliation nécessaire et la préparer.

A l'intérieur du pays, des îlots de résistance existaient encore, dans la région de Ain Boucif et de Bou Saada. Le président de l'exécutif provisoire s'employa à les réduire avec le concours du préfet de Médéa, M. Mahiou. Dans le périmètre de Ain Boucif ils étaient commandés par le colonel Si Chérif et son armée composée de 800 djounouds et par Abdellah Selmi, avec le même nombre de djounouds, à Bou Saada. Fares obtint la reddition de l'un et de l'autre, sans effusion de sang.

L'exécutif provisoire prépara le référendum qu'il fixa au 1er juillet. Quelques jours avant les élections, mon ami Bara-Dupont, industriel à la Chiffa, invita les Français d'Algérie à voter « oui » et à demeurer sur le sol qui les avait vus naître.

Les résultats de la consultation électorale furent les suivants : 5 267 324 « oui » contre 18 680 « non » sur 6 328 415 électeurs inscrits. Le 3 juillet, la commission centrale composée de Benadjila Ayache, de Hadj Saïd Cherif et de Missoum Sbih constata qu'à la question : « Voulez-vous que l'Algérie devienne indépendante en coopérant avec la France? » les électeurs avaient répondu : « oui ».

A Rocher-Noir, Fares déclara : « Le peuple algérien dans la plénitude de sa souveraineté vient de choisir librement son destin. » Hélas, cette souveraineté du peuple sera de courte durée.

A Paris, le général de Gaulle proclamait l'indépendance de l'Algérie en ces termes :

Par le référendum du 8 avril 1962, le peuple français a approuvé les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962 qui prévoient le cas où les populations algériennes consultées en vertu de la loi du 14 janvier 1961 choisiraient de constituer un État indépendant coopérant avec la France.
En conséquence, les rapports entre la France et l'Algérie étant désormais fondés sur les conditions définies par les déclarations gouvernementales du 19 mars 1962, le président de la République française déclare que la France reconnaît solennellement l'indépendance de l'Algérie.

Fait à Paris le 3 juillet 1962.
Signé : Charles de Gaulle.

Telle fut la conclusion de l'insurrection déclenchée le 1er novembre.

On ne peut s'empêcher de méditer sur la vanité des entreprises coloniales. La voix du général de Gaulle faisait écho à celle du maréchal de Bourmont qui, le 5 juillet 1830, nous promettait, sur l'honneur, la liberté dans la dignité et le respect de notre religion. Mais nous n'eûmes droit qu'à la servitude.

Cependant, la situation en Algérie continuait à se dégrader. Les frontières furent ouvertes aux réfugiés retirés au Maroc et en Tunisie. Au même moment, le 7 juillet, le G.P.R.A. arrivait à Alger. Comme je l'ai déjà écrit, Ben Khedda et ses ministres reçurent un accueil délirant. La foule envahit l'aéroport de Dar-El-Beïda. Les djounouds du colonel Mohand Ould Hadj assuraient l'ordre. Notre peuple ne retrouvera plus jamais cette immense joie qui le délivrait des longues années de larmes et de sang.

Le président Ben Khedda prit la parole :

L'État sera le serviteur du peuple et non son gendarme. Il doit s'appuyer sur le peuple sans lequel il n'est rien. Nul gouvernement ne pourra opérer la reconstruction s'il n'est aidé par la discipline des citoyens en général et des militants en particulier et sans le respect de tous ceux qui vivent sur cette terre, quelles que soient leur origine et leur confession. Nous devons assurer la sûreté des biens et la sécurité des personnes.
En cette circonstance solennelle, et au nom du G.P.R.A., je tiens à rappeler ce que nous n'avons cessé de déclarer depuis le 1er novembre 1954 et concernant les Européens, à savoir qu'ils ont leur place en Algérie.
L'Algérie est une République démocratique et sociale. Telle a été la volonté du peuple. Elle sera ce que le peuple lui-même voudra qu'elle soit dans la démocratie et la liberté...

Paroles pleines de sagesse, de bon sens et d'espoir! Si elles avaient été observées, elles auraient fait de notre pays une nation moderne qui se serait mobilisée pour le travail et l'exercice de la liberté.

Dès le lendemain, le haut-commissaire de France, M. Fouchet, et ses collaborateurs, MM. Tricot, Dours et le colonel Buis, quittèrent notre pays. M. Jeanneney, premier ambassadeur de France en Algérie, leur succéda.

L'Algérie allait avoir deux capitales : Alger et Tlemcen. Je sentais confusément que le malheur nous attendait et que cette situation n'était pas faite pour rehausser le prestige de notre pays ni pour consolider l'unité de notre peuple. Et je me disais que l'Algérie était vraiment un pays qui n'avait pas de chance.

Le 18 juillet, Khemisti, chef de cabinet du président Fares, arriva à Tlemcen pour une courte visite. Il préparait sans doute une rencontre du président de l'exécutif avec Ben Bella. La rencontre eut lieu effectivement à Tlemcen le 20 juillet. En présence de Khider et de moi-même, Fares développa les raisons

qui rendaient indispensable la rentrée de Ben Bella à Alger. Il fallait mettre fin à cette situation de fait : un pays bicéphale ayant deux capitales.

A l'issue de cette rencontre, Ben Bella rendit hommage au travail de l'exécutif provisoire dans une déclaration remise au journal *Le Monde :*

> Nous apportons, dit-il, notre confiance et notre appui à M. Fares et à ses collaborateurs et plus particulièrement aux membres de l'exécutif d'origine européenne qui ont tenu à affronter tous les obstacles et à faire confiance à l'Algérie nouvelle. Qu'ils soient persuadés que nous ne les oublierons pas.

Il les oubliera avant que le coq n'ait chanté trois fois!

Ben Bella arriva à Alger le 25 juillet 1962 avec ses compagnons, à l'exception de Boumendjel, du Dr Francis et de moi-même. Il n'y avait pas de place pour nous dans l'avion de M. Ben Bella. Sans doute étions-nous trop lourds! Ce jour même, Ben Khedda annonça qu'il démissionnait de la présidence du G.P.R.A. Ben Bella et le Bureau politique s'installèrent dans l'immeuble dit « Villa Joly » proche du Palais d'Été et que Fares leur avait aménagé. Il y sera arrêté trois ans plus tard.

Mais les chefs des Wilayas n'avaient pas encore renoncé à jouer chacun leur carte. La Wilaya IV força la porte de la zone autonome d'Alger pour occuper la ville. Les commandants de cette zone, Azzedine et Omar Oussedik, eurent la sagesse d'éviter un affrontement. Apprenant la manœuvre de la Wilaya IV, hostile au Bureau politique et à Ben Bella, la Wilaya VI, commandée par le colonel Chaabani, et qui, elle, leur était favorable, fit route vers Alger. L'armée d'Oujda s'ébranla à son tour et pénétra dans la capitale après un heurt sanglant avec

les hommes de la Wilaya IV. Il fallait agir. Ben Bella réunit les chefs de wilayas à Rocher-Noir. Il obtint leur neutralité en présence du président Fares. On dressa alors les listes des candidats aux élections à l'Assemblée constituante sur avis du Bureau politique et consultation des chefs de wilayas. Les élections furent fixées au 20 septembre 1962. Entretemps un affrontement mit aux prises des éléments de la Wilaya IV et ceux du Bureau politique. A la suite de quoi on modifia les listes des candidats.

A la première réunion, l'Assemblée nationale constituante me porta à sa présidence. Ben Bella fut chargé de former le premier gouvernement. Un gouvernement censé être issu de la souveraineté populaire, et ainsi composé : président du Conseil : Ahmed Ben Bella; vice-président : Rabah Bitat; ministre des Finances : Dr Ahmed Francis; ministre de l'Intérieur : Ahmed Medeghri; ministre de la Défense : le colonel Boumediene; ministre du Commerce : Mohamed Khobzi; ministre des Affaires étrangères : Mohamed Khemisti; ministre des Travaux publics et des Transports : Ahmed Boumendjel; ministre de l'Industrie et de le l'Énergie : Laroussi Khelifa; ministre de la Justice : Amar Bentoumi; ministre de l'Information : Mohamed Hadj Hamou; ministre du Travail et des Affaires sociales : Bachir Boumaza; ministre de l'Éducation nationale : Abderrahmane Benhamida; ministre de l'Agriculture et de la Réforme agraire : Amar Ouzegane; ministre des Anciens Moudjahidine : Mohamedi Saïd; ministre des Affaires religieuses : Tawfik El Madani; ministre de la Jeunesse et des Sports : Abdelaziz Bouteflika; ministre des P.T.T. : Moussa Hassani; ministre de la Santé : Mohamed Seghir Nekkache.

Tout semblait rentrer dans l'ordre.

L'Algérie, cahin-caha, s'installa fièrement dans l'indépendance. Le processus aurait pu être meilleur

comme il aurait pu être pire. La guerre civile avait été évitée de justesse et c'était l'essentiel. Les vagues de fond n'avaient pas déferlé sur le pays comme ce fut le cas du Congo belge. Cela était très important. Notre peuple, en la circonstance, fit preuve d'une grande maturité politique.

Je connaissais très peu Ben Bella. Ce que je savais de lui, je l'avais appris par des tiers. Je dois dire qu'à mon arrivée au Caire, en avril 1956, il m'avait accueilli chaleureusement : « C'est le plus beau jour de ma vie, me dit-il. Pour te prouver ma joie, je vais apparaître pour la première fois en public à tes côtés. » Il le fit le jour de ma conférence de presse, le 25 avril 1956. Khider, aussi, était à mes côtés.

Le Dr Lamine Debaghine, que je connaissais de longue date, me mit en garde contre Ben Bella. Lorsqu'il fut arrêté en octobre 1956, nous échangeâmes des lettres. Il était à la prison de la Santé à Paris et moi à Berne, en Suisse. A cette époque, il me félicitait pour mon travail et m'assurait de la confiance de tous les frères emprisonnés [1]. A l'indépendance, il changea d'attitude.

Au Caire, en août 1957, lors du Deuxième Congrès du C.N.R.A., Abane Ramdane me fit un portrait peu flatteur du futur président de la République et son jugement sur lui était encore plus désobligeant que celui du Dr Lamine : « C'est Ben Bella, me dit-il, qui dénonça en 1950 notre organisation spéciale, l'O.S.; du moment qu'il était arrêté, rien ne devait subsister après lui. C'est un ambitieux sans courage. Pour parvenir à ses fins, il passera sur le corps de tous ses amis. Il est sans scrupule. » Et Abane ajouta, pressentant sans doute sa mort prochaine : « Je ne sais si j'assisterai à la fin de la guerre. Toi, peut-être. C'est pourquoi je te recommande dès aujourd'hui trois

1. Voir en annexe cette correspondance.

militants sincères du M.T.L.D. : Ben Khedda, Temmam et Dahleb. »

Le même avertissement me fut donné par Boudiaf, lors de la dernière réunion du C.N.R.A. à Tripoli, en juin 1962. J'ai mis ces jugements sur le compte d'une simple mésentente entre militants de caractères différents. C'est un phénomène qui n'est pas rare au sein d'un même parti. Je n'ai donc pas fait état ni tenu compte de ce qui m'a été dit, d'autant plus que Khider, que je tenais en grande estime, m'assura du contraire.

Nous avons, Ben Bella et moi, « cohabité », si l'on peut dire, durant huit mois, lui à la présidence du Conseil et moi à la présidence de l'Assemblée nationale constituante. J'ai donc eu le temps de l'analyser, d'observer et d'étudier son comportement.

Déjà à Tunis, lorsqu'il s'était écrié par trois fois : « Nous sommes des Arabes, nous sommes des Arabes! Nous sommes des Arabes! », j'avais été déçu. Cette profession de foi n'était qu'à moité vraie. Historiquement nous sommes des Berbères arabisés, des Arabo-Berbères chez qui le sang berbère prédomine. D'ailleurs c'est notre foi qui importe et non la race à laquelle nous appartenons. Je rappelais alors à Ben Bella le mot d'un enfant, qui a exprimé spontanément la réalité algérienne. Nous étions en 1922. Je faisais mon service militaire et je jouais au football dans l'équipe de Jijel. Un jour, nous nous déplaçâmes à Constantine pour disputer un match. En cours de route, nous nous sommes arrêtés pour nous restaurer en pleine campagne.

Un berger, un enfant d'une douzaine d'années, était debout sur le talus de la route et nous regardait. Un équipier français lui passa un pain et lui demanda en arabe : « Es-tu arabe ou kabyle? » Et notre berger de répondre sans hésitation : « *Ana meslem.* Moi, je suis musulman. » Cette réponse, plus véridique que les

propos de Ben Bella, ramenait la question à ses vraies dimensions. Ce qui compte en Algérie, ce n'est pas la race, c'est l'islam. Il est le ciment social et le dénominateur commun qui efface tribalisme et particularisme propres à notre pays. C'est le ferment qui a permis à nos masses de résister, durant cent trente ans, à la déstabilisation de l'Algérie et du Maghreb, et qui a servi de base au soulèvement et à la poursuite de la lutte armée contre les forces impérialistes.

La grande erreur de Ben Bella, c'est d'avoir tenté de substituer à cet islam « le socialisme à la Fidel Castro », autant dire le communisme stalinien. Sa grande erreur, pour ne pas dire son crime, a été de déclencher et de poursuivre un processus de destruction de notre type de société auquel notre peuple était et demeure profondément attaché. A cet égard, on peut affirmer qu'après l'O.A.S., Ben Bella et après lui Boumediene ont été les seconds fléaux de l'Algérie.

Pourquoi Ben Bella et Boumediene ont-ils choisi ce modèle de société? On peut le deviner facilement. C'est parce que l'un et l'autre étaient rongés par l'amour du pouvoir personnel et qu'ils voulaient conserver ce pouvoir à l'ombre d'un régime communiste qui le leur garantirait mieux que tout autre! Un Fidel Castro ou un Brejnev ont plus de pouvoir qu'un monarque d'un autre âge et sont inamovibles. C'est l'attrait du pouvoir absolu qui a déterminé le choix de nos dirigeants. Installés sur leur « trône », ils se sont entourés, l'un et l'autre, de « courtisans » plus prompts à se servir qu'à servir.

J'ai vu Ben Bella courir à l'aventure et à l'échec. Il engagea dans cette voie de la catastrophe tout le pays. J'ai essayé de freiner ses outrances et ses extravagances. J'ai essayé de le conseiller et de lui faire entendre raison, dans l'intérêt de l'Algérie musulmane et dans son propre intérêt. Peine perdue!

Il était grisé par sa promotion. Tel un enfant en possession d'un nouveau jouet, il oubliait les vrais problèmes d'union et de reconstruction que posait le pays après sept ans de guerre.

Entouré d'une poignée de gauchistes irresponsables, dont la majorité était des étrangers, voire des apatrides, tournant le dos aux réalités algériennes et aux principes de l'islam, le président du Conseil fit de son « socialisme » un instrument de défense et de représailles contre ceux qui pouvaient prétendre au partage avec lui des responsabilités et du pouvoir.

Il voulait rester seul, terriblement seul. Il voulait diriger seul et parler seul. Le rôle d' « homme fort » de l'Algérie lui fit perdre la tête. Il ne mesurait pas exactement le poids de sa charge. Il enterra les règles de la démocratie et confisqua à son seul profit notre indépendance. Il ignora l'Assemblée nationale, préférant consulter sa « maffia » plutôt que les représentants du peuple. Les députés et même certains ministres prenaient connaissance de ses décrets et de ses décisions par la presse ou par la radio.

Quand un premier conflit l'opposa à son ami Khider, ils ne vinrent pas devant le bureau de l'Assemblée « vider » leur querelle, ils préférèrent l'arbitrage de l'ambassadeur d'Égypte! A Gamal Abdel Nasser, quand il vint en Algérie, il proposa l'union de l'Algérie avec la République arabe unie (R.A.U.). Du drapeau algérien, encore humide du sang des chouhada, il voulait faire une simple étoile parmi celles figurant sur le drapeau de la R.A.U.! Qui pouvait le suivre dans ce chemin tortueux? A la même époque, pour complaire au *raïs*, il prononça des paroles injurieuses à l'encontre des Saoudiens alors que ceux-ci avaient été les premiers Arabes à soutenir financièrement et moralement le F.L.N.

Il instaura un État policier et organisa sa propre police. Les arrestations redevinrent aussi courantes que durant la lutte de libération. Il fit arrêter Boudiaf, l'envoya dans le Sud, sans raison. Sans instruction, sans procès, sans aucun respect à l'égard de ses anciens compagnons. Boudiaf rapporte en ces termes les conditions de son arrestation :

> Depuis le 21 courant à midi, heure à laquelle j'ai été enlevé par un commando en voiture, je me trouve dans une maison inconnue, sous la bonne garde de quelques agents.
> Jusqu'à ce jour, j'ignore jusqu'au motif de ce rapt qui rappelle étrangement les méthodes de certains régimes défunts. Pour ces raisons et depuis mon « arrestation » j'observe une grève de la faim que je poursuivrai jusqu'au jour où une solution légale sera apportée à mon cas. Déjà mon état de santé, compte tenu de ma condition physique, exige la visite d'un médecin.
> Que reste-t-il à un homme privé de sa liberté dans les circonstances obscures et maintenu dans l'ignorance totale des siens? Jeûner, même si la mort doit en résulter, car il n'est pire humiliation humaine que d'accepter l'arbitraire le plus criant sans réagir (Le 24 juin 1963 [2]).

Il en fut de même du colonel Othmane et de son épouse, députés à l'Assemblée nationale. Ils furent séquestrés dans leur appartement à Oran et j'ai dû intervenir pour les faire libérer. De même le colonel Saout El Arab et mon neveu Mansour Youcef furent arrêtés dans des conditions rocambolesques.

Mansour Youcef, secrétaire général de l'organisme saharien alors présidé par le Dr Lamine Khane, devait rencontrer le samedi 13 juin 1963, au café *Le Strasbourg* à proximité du palais de justice, un de ses

2. Mohamed Boudiaf, *Où va l'Algérie?* Librairie de l'Étoile, 1964.

parents, le commandant Bouderbala de la Wilaya II, aujourd'hui responsable du Parti à Sétif, qui avait lui-même rendez-vous avec son ancien colonel Boubenider, dit Saout El Arab. Le colonel et Mansour arrivèrent les premiers. Et, avant que le commandant ne les ait rejoints, ils étaient enlevés par un commando de la police spéciale de Ben Bella à la tête duquel se trouvait le commissaire Ousmer. Embarqués dans deux voitures de police banalisées, ils furent détenus dans une des nombreuses villas des hauteurs d'Alger transformées en lieu de détention clandestine et de torture.

Informé de cette double arrestation à la présidence de l'Assemblée nationale, j'ai immédiatement téléphoné au ministre de l'Intérieur, Medeghri. Tenu à l'écart, il ignorait tout. Les arrestations se faisaient à son insu. Mon neveu fut gardé cinq jours et relâché. Le colonel fut emprisonné quelque temps et relâché sans que la moindre accusation ne fût officiellement portée à son encontre.

En réalité, les complots dont Ben Bella prétendait se défendre n'existaient que dans son imagination maladive. Sur tout le territoire sa police personnelle emprisonnait, torturait et tuait, sans crainte et sans scrupule. Khemisti, ministre des Affaires étrangères, fut assassiné à la porte même de l'Assemblée nationale! Il n'appartenait pas au clan d'Oujda qui avait porté Ben Bella au pouvoir.

Ben Bella mit à profit l'inexpérience des députés pour leur confisquer leur pouvoir législatif. A aucun moment, ceux-ci n'exercèrent leur droit de contrôle sur l'action et la politique du gouvernement. Il fit ainsi voter une Constitution à sa mesure qui lui permettait de cumuler les fonctions de secrétaire général du F.L.N. transformé, par ses soins, en parti totalitaire, de président du Conseil et de président de la République, chef suprême de l'armée. Le méca-

nisme institutionnel était simple. Le secrétaire général du parti unique choisissait les candidats à l'Assemblée nationale et le candidat à la présidence de la République. L'Assemblée, ainsi élue, désignait le chef du gouvernement. Le cercle était fermé. Aucun recours n'était possible, le même homme était à la fois juge et partie. C'était le régime du pouvoir personnel le plus absolu, la négation même de l'idéal qui avait armé nos combattants, la trahison du sacrifice de nos chouhada.

Aucun juriste, aucun homme de loi n'avait participé à la rédaction de cette Constitution, blanc-seing pour un candidat à la dictature. Ben Bella, fort de l'appui de l'armée que lui assurait provisoirement Boumediene, prenait donc seul toutes les décisions. Le Congrès du F.L.N., dont la réunion devait avoir lieu avant toute option fondamentale, ne s'est pas tenu. Aucune des libertés essentielles de l'homme, proclamées pourtant dans la déclaration du 1ᵉʳ novembre 1954, n'a été mentionnée.

J'ai démissionné de la présidence de l'Assemblée avant le vote de la Constitution, n'entendant pas sortir du régime colonial pour tomber sous la coupe d'une dictature et subir le bon vouloir d'un homme aussi médiocre dans son jugement qu'inconscient dans ses actes. Un certain nombre de députés, dont le colonel Ouamrane, en firent autant.

Ma longue lettre adressée aux députés prédisait les jours sombres qui attendaient notre peuple. Mais mon avertissement n'a pas été pris en considération. Les députés dans leur majorité n'avaient pas une idée exacte de leurs pouvoirs. Ils se comportaient à la manière des « grenouilles qui cherchent un roi ». *Le Canard enchaîné* écrivait : « Ce n'est pas un parlement, c'est une caserne. »

Lorsque notre « monarque » eut la situation en main, il s'avisa de réunir le 15 avril 1964 le Congrès

qui avait été prévu à Tripoli. Une commission, choisie et réunie par ses soins, devait désigner les congressistes. Bien sûr, aucun « historique », aucun U.D.M.A., aucun Ouléma ne fit partie de ce fameux Congrès.

Le vénérable Cheikh El Bachir Ibrahimi, président de l'Association des Oulémas, envoya aux congressistes la lettre suivante :

> Dieu m'a accordé la grâce de vivre jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Ce jour-là, je pouvais affronter la mort, l'âme en paix, car il me semblait transmettre le flambeau du combat pour la défense du véritable islam et de la renaissance de la langue arabe (combat qui fut la raison de ma vie) à ceux qui prenaient en main les destinées du pays. Je décidai, en conséquence, de garder le silence.
>
> Aujourd'hui, anniversaire de la mort de Ben Badis, je me vois contraint de rompre ce silence, car l'heure est grave : notre pays glisse de plus en plus vers une guerre civile inexpiable, une crise morale sans précédent et des difficultés économiques insurmontables.
>
> Les gouvernants ne paraissent pas réaliser que notre peuple aspire avant tout à l'unité, à la paix, à la prospérité et que les fondements théoriques de leur action doivent être puisés non dans les doctrines étrangères, mais dans nos racines arabo-islamiques.
>
> L'heure est venue où les responsables doivent donner l'exemple du sacrifice, où seules la probité et la compétence doivent entrer en ligne de compte, où l'intérêt général doit primer.
>
> L'heure est venue de revaloriser le terme si galvaudé de « fraternité » et de retourner au principe de la consultation si chère au Prophète.
>
> L'heure est venue enfin de sonner le rassemblement de tous les enfants de l'Algérie, afin qu'ils bâtissent ensemble une cité de justice et de liberté, une cité où Dieu aura sa place.

Les congressistes réagirent favorablement à ce message. Ils suggérèrent l'interdiction du marxisme dans toute politique de notre pays. Ben Bella, lui, s'entêta dans ses positions et ne fit aucun cas de l'opinion des autres. Il n'eut aucun respect pour l'homme qui faisait la fierté de l'Algérie musulmane et qui était hautement apprécié dans tout l'Orient musulman pour l'étendue de son savoir et sa culture. Il le classa parmi les « vieux turbans » dépassés par les événements. Il est vrai qu'à la même époque, *Révolution africaine*, la revue bien-pensante des gauchistes, écrivait que le « Coran avait vieilli ». Pour l'honneur du Coran, celui qui écrivait cette insanité ne l'avait jamais lu. S'il l'avait lu, il aurait su que la Bible, l'Évangile et le Coran ne vieillissent pas. Ce sont les civilisations humaines qui vieillissent et qui disparaissent.

A la vérité, le Congrès n'avait pas bonne conscience. Les congressistes n'ignoraient pas que le peuple était absent et qu'ils ne représentaient qu'eux-mêmes et leurs seules ambitions.

Pour faire illusion, Ben Bella, après avoir dissous l'Association des Oulémas, avait rassemblé quelques-uns des anciens élèves de Ben Badis sous le contrôle du ministère dit des « Habous ». Il en fit un « clergé musulman », fonctionnarisé et soumis, dont la mission était de tenter de revêtir le communisme d'un burnous blanc de religieux. Comme au temps de la colonisation, on essayait ainsi de faire de la religion un instrument du pouvoir. Mais ce « clergé » ne fit rien pour empêcher Ben Bella de s'envoler vers Moscou et d'y recevoir « l'ordre de Lénine », une décoration réservé aux héros marxistes. Au même moment, il optait pour la tenue vestimentaire de Mao Tse-Toung et donnait le nom de Che Guevara à un grand boulevard d'Alger alors que le nom du martyr cheikh Larbi Tebessi était relégué à une toute petite

ruelle de Belcourt. Sous la direction de Ben Bella, la République algérienne se comportait comme une femme adultère : mariée publiquement à l'islam, elle couchait discrètement dans le lit de Staline. On pouvait deviner le sombre destin qui attendait notre jeunesse! Ben Bella devenu *zaïm*[3] était maître de l'Algérie. Son ambition était satisfaite. Que lui importait que l'islam soit mutilé, l'Algérie paralysée et les citoyens asservis?

Lorsque Aït Ahmed et le colonel Mohand Ould Hadj entrèrent en dissidence – ultime recours pour se faire entendre –, Ben Bella n'hésita pas à recourir à l'armée de Boumediene. Il porta la guerre dans la malheureuse Kabylie qui avait déjà été très éprouvée.

Dans le Sud, le colonel Châabani, ancien élève de Ben Badis, ne put se résoudre à trahir l'islam. Il entra lui aussi en dissidence. Capturé, il fut jugé à « huis clos », sans avocats et sans témoins. Condamné à mort, il fut exécuté. Ce ne fut pas un jugement mais un assassinat, contre lequel le colonel Zbiri, chef d'état-major, protesta vigoureusement.

Incapable de juguler, par des lois justes et appropriées, le mécontentement qui se généralisait, Ben Bella fit régner sur les Algériens une vague de terreur. Le fellah, qui espérait trouver, avec l'indépendance, un peu plus de liberté et de joie de vivre, se heurta à de nouveaux « caïds », les responsables du Parti et les cadres d'une administration aussi autoritaire qu'incompétente, plus féroce et plus méprisante que celle du régime colonial.

La police parallèle du chef du gouvernement non seulement procédait à des arrestations arbitraires, mais pratiquait la torture, l'infâme et déshonorante torture. Arrêté, le Dr Ahmed Taleb Ibrahimi fut

3. *Zaïm* : chef.

torturé. Le vieux militant Mustapha Lakhal le fut aussi. Et bien d'autres encore. On a arrêté le président Fares, l'ancien ministre de la Justice Bentoumi, les députés Oussedik et Mezhoudi, les commandants Azzedine et Si Larbi, ainsi que de nombreux militants bien connus pour leur dévouement à la cause publique. La délation, la suspicion et le « mouchardage » étaient érigés en système. On appréhendait dans la rue n'importe qui, pour n'importe quoi. Qui n'était pas benbelliste n'était qu'un affreux « réactionnaire », un infâme bourgeois contre-révolutionnaire.

L'arrestation de Mezhoudi fut particulièrement scandaleuse. Mezhoudi était député, ancien élève de Cheikh Larbi Tebessi et de Ben Badis. Il avait épousé la fille de Cheikh Embarek El Mili, de l'Association des Oulémas, connu pour ses ouvrages sur l'Algérie romaine. Commandant dans la Wilaya II durant la guerre, il assista au Congrès de la Soummam le 20 août 1956. Envoyé à l'extérieur, il a été mon directeur de cabinet à la présidence du G.P.R.A.; après l'indépendance, sous Boumediene, il fut ambassadeur au Caire.

Il fut invité par le président de la République, avec les autres députés au Palais du Peuple. Au cours de la réception, Ben Bella, tout en conversant familièrement avec son hôte, l'entraîne dans les jardins du Palais. Là, il le livre à ses policiers.

Très spectaculaire fut le cas de Khider, son ami et son supporter. Dans un premier temps, Ben Bella se sépara de lui et l'éloigna des affaires publiques en le renvoyant au Caire. A son retour il le priva de son poste de responsable du Parti. Khider décida de se retirer en Europe. Avant son départ il passa me voir à Kouba et me mit au courant de ce qui se tramait contre lui. Je lui fis d'amers reproches, car il m'avait trompé sur la nature de l'homme. Vinrent ensuite les

péripéties du trésor du F.L.N., la condamnation à mort de Khider, sa vie en exil jusqu'au jour où il fut lâchement assassiné à Madrid.

Mon tour devait arriver. Je fus arrêté, ainsi que mon fils comme je l'ai déjà relaté. Le président de la République – président du Conseil – secrétaire général du Parti, pensait-il vraiment que l'on pouvait gouverner sainement un pays avec de pareilles méthodes? S'imaginait-il que l'appui de l'armée était suffisant pour accomplir les tâches essentielles et énormes qui attendaient le pays, pour conduire le peuple vers un destin meilleur? A l'époque où je lui prodiguais mes conseils, je n'ai pas manqué de lui rappeler le mot de Napoléon I[er] : « On peut tout faire avec les baïonnettes, sauf s'asseoir dessus. »

Ben Bella, assuré du soutien de l'armée des frontières, ne tenait aucun compte de l'opinion publique. Or, pour avoir des chances de durer, un ordre social doit nécessairement reposer sur le consensus populaire. Au début de l'année 1965, il réalisa cependant qu'il ne disposait d'aucune force réelle. *Quand on mange avec le diable, il faut s'armer d'une longue cuillère,* dit un proverbe. Le chef de l'État, avec son égocentrisme forcené, ne disposait plus d'aucun allié. Il ne pouvait donc opposer aucune force aux jeunes loups d'Oujda.

La voie était étroite. Faisant route avec la seule armée des frontières, le risque était grand de devenir son prisonnier. D'autant plus qu'il avait brisé, par ses fautes et ses répressions successives, le ressort populaire d'où pouvait venir, le cas échéant, la défense de la légalité. En faisant le vide autour de lui, il avait fait le jeu de ceux qui, depuis longtemps, convoitaient le pouvoir. Quand il tenta de limiter leur emprise, il était déjà trop tard. Le chat Boumediene avait piégé la souris Ben Bella.

A ma libération, le 8 juin 1965, la prise du pouvoir

par les militaires était en marche. Le prétexte? Ben Bella projetait de changer son ministre des Affaires étrangères. Ses prérogatives, définies par la Constitution, l'y autorisaient. Mais Bouteflika entendait être un « ministre inamovible » parce qu'il avait négocié, à Aulnoy, l'accord entre Ben Bella et Boumediene. Celui-ci, avec l'appui de Kaïd Ahmed, Bouteflika, et la complicité des colonels Tahar Zbiri, Saïd Abid, Abbes, Draia, Yahiaoui, Chabou, « franchit le Rubicon ».

Dans la nuit du 18 au 19 juin le président de la République fut réveillé à 2 heures du matin et arrêté. Pour Boumediene les rêves échafaudés à Ghardimaou et à Oujda, et probablement déjà au Nador, devenaient une réalité. Mais si la prise de pouvoir venait à échouer, un avion était déjà prêt à décoller de Boufarik avec Boumediene et Bouteflika à son bord. Au préalable, le colonel et son complice s'étaient réservé un budget très confortable de l'autre côté de la Méditerranée.

L'armée, qui a pour devoir la défense de la Constitution et de la légalité, a failli à sa mission. Elle livrait le pays à une autre dictature, la dictature d'un clan au mépris des droits de tout un peuple et de ses idéaux, et en violation d'une Constitution que ce même clan avait adoptée.

Ben Bella fut séquestré avec un petit nombre d'acolytes : Ben Alla, Harbi, le Dr Nekkache, Zahouane. Ni l'Assemblée nationale, ni l'armée ni la police, ni le Parti, ni les organisations dites de masse, hier encore si prompts à applaudir, ne réagirent. Les plumitifs de la presse, de la radio et de la télévision qui n'avaient cessé de chanter, à longueur de journée, les qualités, les mérites et la réussite du « surhomme » rentrèrent leurs stylos et leurs micros, et se turent.

Les bâtisseurs du « socialisme à la Fidel Castro », les « miliciens » se hâtèrent de rejoindre le camp du nouveau « maître » de l'Algérie. Et Ben Bella connut pendant quatorze ans la « Bastille » de Boumediene, bien plus longtemps que les prisons françaises.

Le coup d'État avait été possible précisément parce que, durant trois ans, l'armée avait constitué le seul corps organisé de l'État. Tout le reste : Parti, Assemblées « élues », administration, préfabriqué par le pouvoir personnel, était maintenu à l'état embryonnaire, sans consistance, sans responsabilité, afin que l'opinion publique ne s'exprimât pas. Ben Bella, une fois débarrassé de ses anciens amis et des « bourgeois » que nous étions, s'en prit alors au clan d'Oujda dont il supportait mal la présence et la menace. Voulant diminuer leur influence, il mit à profit un voyage de Boumediene à Moscou pour lui retirer le commandement de l'armée. Il nomma le colonel Zbiri chef d'état-major des armées. Plus tard, par des mesures vexatoires, il amena son ministre de l'Intérieur, Medeghri, à démissionner. Il lui avait retiré la tutelle des préfectures et de la police, et rattacha le ministère à la présidence. Kaïd Ahmed, autre homme d'Oujda et ministre du Tourisme, abandonna à son tour sa charge. Pour faire contrepoids à la menace de l'armée, Ben Bella créa les « milices populaires » que les gauchistes animèrent de leur littérature pseudo-marxiste.

En décembre 1964, Ben Bella remania son ministère. Il promut Boumediene à la vice-présidence du Conseil, avec l'arrière-pensée de lui soustraire le ministère de la Défense et de lui enlever tout contrôle sur l'armée. Il s'attribua enfin le portefeuille des Finances, celui de l'Information et celui du Plan.

Au mois de mars 1965, il essaya de se concilier les dirigeants de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.) avec lesquels il avait eu des frictions. En avril, l'insurrection de la Kabylie étant

terminée et les chefs condamnés, il commua la condamnation à mort de Aït Ahmed et du commandant Moussa en peine de prison, avec l'idée de les libérer et l'espoir de reconstituer autour de lui une sorte d'union nationale. L'élargissement du président Fares, du commandant Azzedine, des députés Bentoumi, Mezhoudi, Oussedik, du commandant Si Larbi, le mien, était dicté par le souci de reconstituer autour de lui une force ayant des racines dans le pays. Après avoir brisé l'union nationale formée dans le combat, il pensa la reconstituer pour y puiser un second souffle.

La grande presse internationale, dans l'ignorance des difficultés internes et du mécontentement populaire, ne cessait de vanter ses mérites et ses réalisations plus spectaculaires que rentables. Il ne faut pas oublier que la réputation de Ben Bella avait été faite par l'Égypte, la France et le Maroc. A l'intérieur du pays son nom n'était pas plus connu que celui des autres « historiques ».

Le 22 juin 1965, Alger allait devenir capitale du tiers monde. Les Afro-Asiatiques se préparaient à tenir une conférence au « Club des Pins », construit au bord de la mer pour y recevoir les invités de Ben Bella (coût de la construction : 15 milliards d'anciens francs). Le chef de l'État espérait ainsi recevoir une nouvelle consécration, acquérir un nouveau prestige et avoir une audience mondiale. Il pensait enfin, la conférence terminée, pouvoir frapper un grand coup et limoger, sans heurts, certains de ses ministres qui s'imaginaient être inamovibles, tels Boumediene et Bouteflika. Mais ses adversaires le devancèrent et ce fut lui qu'on limogea. Je me trouvais alors à Sétif. Le commandant Benattia frappa à ma porte à 5 heures du matin et m'apprit l'arrestation de Ben Bella. On découvrit dans la chambre du président de la République un véritable trésor : plus de deux milliards

d'anciens francs en pièces d'or et en devises étrangères. Caisse noire ou deniers de la corruption? Il est étrange qu'une chambre à coucher, fût-elle présidentielle, devienne une succursale du Trésor public.

Rares furent ceux qui déplorèrent l'arrestation de Ben Bella. Exprimant le sentiment des communistes, Fidel Castro accusa Boumediene d'être l'« ennemi du peuple et un agent de l'impérialisme ». Cette accusation ne l'empêcha pas de devenir, quelques mois après, un ami de l'« ennemi du peuple ». Pour les nassériens, le drame fut ressenti comme un malheur. Le président Nasser délégua à Alger le maréchal Ameur pour suggérer la mise en résidence surveillée de son ami au Caire. Cette proposition fut rejetée. L'immense majorité des Algériens se contenta d'enregistrer passivement cette nouvelle révolte du sérail. Comme au temps des janissaires, l'« Odjaq » se disputait le trône.

Le 19 juin cependant, Boumediene accusait publiquement le régime instauré par Ben Bella :

> Le pouvoir personnel, aujourd'hui consacré, toutes les institutions nationales et régionales du Parti et de l'État se trouvent à la merci d'un seul homme qui confère les responsabilités à sa guise, fait et défait, selon une tactique malsaine et improvisée, les organismes dirigeants, impose les options et les hommes selon l'humeur du moment, les caprices et le bon plaisir.

Tout cela était exact, et le jugement fort judicieux. Malheureusement Boumediene, installé aux leviers de commande, en fit de même. Son comportement dans l'exercice du pouvoir ne différa aucunement de celui de son prédécesseur.

Le pouvoir changea de mains, mais le système demeura identique. La légalité ignorée, l'Assemblée

nationale écartée, Boumediene désigna un « Conseil de la Révolution » de 25 membres (dont douze colonels), composé comme suit :

Président : Houari BOUMEDIENE

Membres : – Colonel ABID Said,
– Colonel BELHOUCHET Abdellah,
– Colonel Mohamed BEN AHMED Abdelghani,
– Colonel BENCHERIF Ahmed,
– Colonel BENDJEDID Chadli,
– BENHADDOY Bouhadjar,
– BENSALEM Abderrahmane,
– Colonel BOUBNIDER Salah,
– BOUDJENANE Ahmed,
– BOUMAZA Bachir,
– BOUTEFLIKA Abdelaziz,
– CHERIF Belkacem,
– Colonel DRAIA Ahmed,
– KAID Ahmed,
– Colonel KHATIB Youcef,
– MAHSAS Ali,
– MEDEGHRI Ahmed,
– MENDJELI Ali,
– Colonel MOHAMMEDI Said,
– Colonel Mohand Ould HADJ,
– MOULAY Abdelkader,
– SOUFI Salah,
– TAIBI Larbi,
– Colonel YAHIAOUI Mohamed Salah,
– Colonel ZBIRI Tahar.

Habilement, Boumediene neutralisa les anciens chefs de maquis en les compromettant dans des affaires commerciales et autres. Aux membres du Conseil de la Révolution, il n'attribua aucune responsabilité. En fait celui-ci n'était qu'une couverture, un alibi pour couvrir l'exercice de son pouvoir personnel.

Lorsque, à la suite d'événements ou de péripéties, ce Conseil perdit successivement un certain nombre de titulaires (Boumaza, Mahsas, colonel Zbiri, colonel Abbes, colonel Khatib, Medeghri, colonel Mohand Ould Hadj, colonel Saïd Abid, Kaïd Ahmed, Cherif Belkacem, commandant Bensalem), Boumediene ne les remplaça pas. Ceux qui restèrent furent de simples figurants. Ils siégèrent, mais ne délibérèrent pas. Ainsi aucun des changements annoncés le 19 juin ne fut concrétisé. Le fameux « livre blanc » annoncé à grand renfort de radio resta lettre morte. Le procès de Ben Bella, la démocratisation des institutions, la fin du « pouvoir personnel », sévèrement condamné par Boumediene lui-même, la liberté d'expression, la mise en application du suffrage universel, rien de ce que le peuple attendait ne vit le jour. Ce qui était reproché à Ben Bella fut maintenu et aggravé.

L'habileté de Boumediene fut d'avoir su mettre l'armée à son service, tout en restant dans l'ombre le 19 juin.

J'ai commencé à écrire ce livre à l'époque où je me trouvais en résidence surveillée. Je le destinais à Boumediene. Depuis il est mort. Je le regrette car j'aurais voulu étaler devant ses yeux les insuffisances et les méfaits du pouvoir personnel.

Ben Bella éliminé, Boumediene se proclama « chef d'État », faisant fi à la fois des formes juridiques et des institutions du pays.

La légalité mise de côté, les mœurs de la jungle prirent force de loi. La porte s'ouvrait sur l'arbitraire et l'absurde. Personne n'avait supposé que Boumediene, ancien élève d'El Azhar, au Caire, pouvait abandonner la voie de l'islam et de la liberté pour

celle du totalitarisme stalinien. Durant quatorze ans, il exerça un pouvoir sans partage. Il développa le pouvoir personnel et le culte de la personnalité, qu'il avait condamnés chez son prédécesseur, à un degré tel qu'il n'y avait pas un seul jour où la presse, la radio, la télévision ne parlaient de ses mérites, de ses réalisations, de ses réussites, de ses qualités. Ses collaborateurs et ses ministres n'existaient pas. Lui seul créait, tel un dieu.

En 1975, pressé par les difficultés, Boumediene voulut régulariser le « concubinage » qu'il avait contracté avec l'Algérie. Le 1er novembre – date anniversaire du premier sang versé pour la liberté –, il annonçait que le pays allait être doté d'une Charte et d'une Constitution et que des élections libres allaient avoir lieu.

Contrairement à sa déclaration, le peuple fut mis en présence du fait accompli. Ses services confectionnèrent une Charte et une Constitution à sa mesure. La première, qui se voulait *socialo-communiste* dans un « cadre musulman », était un texte où foisonnèrent les contradictions, une mixture indigeste. Quant à la Constitution, elle était le « cimetière » des libertés publiques et de la souveraineté nationale.

Les mots, sans doute, ont un sens différent selon que l'on se trouve en terre de liberté ou en terre de dictature. Chacun sait qu'en cette fin du XXe siècle, les meilleures conquêtes de l'humanité demeurent les droits universels de l'homme et les libertés fondamentales du citoyen. Ces conquêtes sont un rayon de lumière dans l'histoire des hommes. Elles ont une telle force et une telle valeur que même les régimes totalitaires et oppresseurs s'en réclament. Mais il est vrai, comme le dit de La Rochefoucauld, que « l'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu ».

Évidemment la Constitution de Boumediene fait souvent référence à la liberté. Elle proclame, entre autres :

Article 39 : Les libertés fondamentales et les droits de l'homme et du citoyen sont garantis. Tous les citoyens sont égaux en droits et en devoirs.

Article 45 : Nul ne peut être tenu pour coupable si ce n'est en vertu d'une loi dûment promulguée, antérieurement à l'acte incriminé.

Article 46 : Au regard de la loi, toute personne est présumée innocente jusqu'à l'établissement de sa culpabilité par une juridiction régulière et avec toutes les garanties exigées par la loi.

Article 51 : Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans des cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites.

Article 53 : La liberté de conscience et d'opinion est inviolable.

Dès lors nous pouvons nous interroger. Après la promulgation de cette Constitution, à quel article de loi le pouvoir pouvait-il se référer pour maintenir la séquestration de Ben Bella et notre mise en résidence forcée? Qui a établi la culpabilité de l'ancien président et la nôtre? Au demeurant qui s'en est soucié et qui se soucie de l'application de la loi? Montesquieu disait qu'arrivant dans un pays, il ne demandait pas qu'elle en était la loi, *mais si la loi y était appliquée.* Où est la loi en Algérie? Où en est-on de son application?

Je cherche vainement à comprendre. La vie et la liberté des multitudes humaines ne devraient-elles pas être sacrées pour tous les hommes au pouvoir? Ces multitudes sont faites de chair, de sang et de

souffrances et ne sont pas une pâte à modeler qu'on peut pétrir à volonté.

Si les colonels qui ont permis à Boumediene d'occuper la première place furent d'authentiques combattants, lui ne combattit que le peuple algérien. Il le mit à genoux en le dépouillant de ses libertés et de ses biens. A l'égard de certains réfractaires, il utilisa la corruption. Ses conseillers lui apprirent que, dans les démocraties populaires, c'est le secrétaire général du Parti qui détient la première place. Ne pouvant occuper ce poste, Boumediene le supprima et le remplaça par celui de « responsable de l'appareil du Parti » qu'il confia à un de ses partisans.

Le F.L.N. était déjà un parti sans âme. Il devint un organisme sans tête, le rendez-vous des « bras cassés » et des « laissés-pour-compte ». Ben Bella disait déjà que le F.L.N. était constitué *d'authentiques canailles.* Ce qui se multiplia avec Boumediene. Le pouvoir personnel et le culte de la personnalité s'affirmèrent, le collectivisme marxiste s'accentua, bouscula et étouffa la cité musulmane et le monde du travail, créant un immense désarroi dans les masses musulmanes. A tous les échelons de la vie publique le peuple est absent. Pris entre le fonctionnement et le militaire, ce peuple vit en « liberté surveillée ». Les élections ne sont que vastes mascarades. L'Algérie nage dans le mensonge, l'aventurisme et le favoritisme. Le trône est dans la vase.

Le scandale d'une telle situation devint si évident qu'un membre du Conseil de la Révolution se rebiffa. Le colonel Tahar Zbiri, le vaillant combattant des Aurès, qui avait été promu chef d'état-major des Armées, rappela à Boumediene que, sans les colonels, il ne serait pas ce qu'il est et qu'il devait par conséquent gouverner en prenant l'avis de tous. Zbiri ne convoitait rien. Il voulait seulement contraindre Boumediene à respecter la parole donnée. En mai

1967, il protesta contre le projet d'arrestation du président de l'Assemblée, le commandant Mendjeli [4]. Il ne cessa pas de réclamer la réunion du Conseil de la Révolution. Au lieu de réunir le Conseil, Boumediene manœuvra pour isoler Zbiri. Le 1er novembre 1967, marquant sa désapprobation face à l'attitude du chef de l'État, le chef d'état-major n'assista pas aux cérémonies officielles : il montrait que, sans le retour à des méthodes démocratiques, il se désolidariserait de Boumediene.

Celui-ci ne l'entendait pas ainsi. Le système devait rester tel qu'il était coûte que coûte. L'affrontement inévitable eut lieu dans la région de Mouzaia et d'El Affroun. Le colonel Zbiri, qui s'était déplacé avec ses chars d'El Asnam vers Blida, pris sous le feu de Mig pilotés par des aviateurs russes, fut contraint d'abandonner la partie.

En 1959, le colonel Lamouri tenta un coup d'État contre le G.P.R.A.; il fut arrêté et exécuté. Le colonel Boumediene présidait le tribunal qui ordonna l'exécution. Comment ne s'en est-il pas souvenu avant d'organiser lui-même un coup d'État?

Le 26 avril 1968, les amis du colonel Zbiri avaient failli lui faire payer cher sa double trahison, celle de Ben Bella puis celle du Conseil de la Révolution. Camouflé sous l'uniforme de l'A.N.P., un commando pénétra dans le palais du gouvernement où siégeait le Conseil des ministres. La séance venait d'être levée. Boumediene sortit par une petite porte, alors que ceux qui se disposaient à l'exécuter entraient par la porte principale. L'attentat échoua. Dans la rue, Boumediene fut reconnu par deux guetteurs placés par le commando. Au moment où il montait dans sa voiture les deux hommes ouvrirent le feu. Il fut légèrement blessé.

4. *Le Figaro littéraire* du 4-10 août 1969.

La violence appelle la violence. Par son coup d'État Boumediene a donné à la nation un mauvais exemple. Il a ouvert la porte au « banditisme politique ». Quant aux élites dont la responsabilité est très lourde, les uns se sont mis à servir l'État, sans autre engagement; pour les autres, il a suffi aux maîtres de l'heure de les envoyer manger au râtelier pour obtenir leur approbation.

Après le 19 juin, une délégation du Parti venant de Constantine fut reçue par le nouveau président. « Voyez-vous, leur dit-il, ce fauteuil où je suis assis? Il faudra me tuer pour me l'arracher. » Qui oserait dire, après ces propos, que Boumediene, tout le temps de la guerre d'Algérie, n'a pas nourri une seule pensée : prendre le pouvoir? Il tenta, à différentes reprises, de justifier son comportement, en disant par exemple : « Aujourd'hui quand on parle de la " révolution " et de l'islam, moi je dis qu'il n'y a pas de contradiction. » En tout état de cause, il y a une contradiction majeure : l'islam repose sur la dignité et les libertés de l'homme; la révolution prônée par Boumediene repose sur l'autoritarisme et l'absence de toute liberté. Là où il n'y a pas de liberté, il n'y a ni socialisme ni islam.

Et il dira aussi que le F.L.N. de 1954 est le même que celui de 1965 : « J'entends par parti : le parti du Front de Libération nationale (F.L.N.) qui existe depuis 1954, qui a permis la réalisation de l'indépendance nationale ainsi que tous nos projets, particulièrement depuis 1965[5] ».

Regrettable et injuste confusion! Le premier F.L.N. était un front qui a su réaliser l'Union nationale, qui a su la consolider par le sang de nos martyrs. Il a mobilisé notre peuple dans sa totalité pour arracher son indépendance. Aucune référence

5. *El Moudjahid*, 27 mars 1978.

n'a été faite au socialisme stalinien. Le second F.L.N. est le parti de ceux qui ont piégé le peuple et qui vivent dans la vase de la corruption, du lucre et des prébendes. Aucune comparaison entre les deux formations n'est possible.

Boumediene dira encore à propos du parti unique : « Il ne suffit pas de proclamer la nécessité d'un parti unique comme instrument de développement rapide dans les pays du tiers monde [...]. Encore faut-il lui garantir les conditions indispensables à sa réussite, à son développement et à sa continuité qui se résume dans sa démocratie interne[6]. »

Par cette déclaration, Boumediene apportait deux faux témoignages. Il évitait de nous dire que le peuple n'a jamais proclamé la nécessité d'un parti unique. Dans ce domaine, il n'a jamais été consulté. Le parti unique lui a été imposé par ceux qui voulaient régner sur ce pays. En second lieu, la « démocratie interne » est une simple clause de style, un mythe, une imposture. Elle n'existe nulle part en pays totalitaire. Boumediene était bien placé pour le savoir, sinon comment expliquer son coup d'État du 19 juin? Pourquoi la « démocratie interne » n'a-t-elle pas joué son rôle ce 19 juin?

En vérité Boumediene se gargarisait de mots vides de sens devant un auditoire qui ne pouvait pas répondre. La « démocratie interne » n'est pas la démocratie. C'est la soumission, la médiocrité et le mépris de l'homme.

A son tour, le colonel Yahiaoui, responsable de l'appareil du Parti, dira un jour qu'il y avait deux libertés : *la liberté réelle* et *la liberté formelle.* C'est là le langage stalinien qui est repris par notre colonel. En réalité il n'y a qu'une seule liberté et elle est indivisible. C'est celle qui consiste à dire que « Mi-

6. *El Moudjahid*, 27 mars 1978.

das, le roi Midas a des oreilles d'âne » sans se retrouver en prison. C'est celle qui consiste à dire que Yahiaoui débite des sottises sans avoir ensuite la police sur le dos.

Une révolutionnaire authentique, Rosa Luxemburg, contemporaine de Lénine et exécutée par les Allemands pour ses convictions marxistes, avait une autre conception de la liberté. « La liberté, avait-elle dit, réservée aux seuls partisans d'un gouvernement, aux seuls membres d'un parti, fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. »

Cette opinion a été confirmée récemment par le secrétaire général du Parti communiste français. « La liberté, écrit Georges Marchais, c'est la possibilité donnée à chaque homme de se réaliser pleinement, d'organiser sa vie selon ses goûts, sa personnalité humaine, d'intervenir effectivement sur la vie de son entreprise et de son pays, et cela dans une société fondée sur des rapports confiants et fraternels entre les hommes. Cette liberté, pleine et entière, ne peut exister qu'à la condition de cesser d'être le privilège de quelques-uns pour devenir le bien de tous. C'est le chemin du progrès humain [7]. »

Lorsque les hommes parlent ce langage, peu importe la couleur de leur peau et leurs opinions. Ils sont respectables. On peut débattre avec eux de tous les problèmes puisque, en dernier ressort, c'est le peuple qui tranche et qui fait son choix.

Cette liberté conditionne toute évolution. Le tiers monde est l'équivalent du tiers état français d'avant la Révolution. Il est le devenir en puissance, la potentialité de la nation. Si le pouvoir ne le libère pas, il se libérera lui-même un jour. Or, en Algérie le

7. Georges Marchais, *op. cit.*

pouvoir personnel est, par définition, hostile à cette libération. Pour se maintenir, il bloque les rouages de l'État démocratique. Dans le meilleur des cas, il fait du *paternalisme*, à l'exemple du régime colonial.

Écoutons encore Boumediene dans sa « dialectique » : « Les personnes que la révolution a rejetées et qui se permettent de critiquer, d'insulter notre pays, affirment que rien ne va plus chez nous. » Faut-il souligner la contradiction? Pour faire son coup d'État du 19 juin 1965, il a bien fallu que Boumediene ait trouvé des raisons de critiquer, ait jugé que rien n'allait plus. Si, ce jour-là, la critique était légitime, pourquoi ne le serait-elle pas sous son règne? Critiquer n'est pas insulter son pays. Dans le plus mauvais des cas, c'est proclamer que le pouvoir n'est pas à sa place et qu'il conduit le pays à la catastrophe.

Ceux qui émettent cette opinion restent dans la logique de notre guerre libératrice. Lorsque la « révolution » stalinienne de Boumediene les rejette, c'est tout à leur honneur. Cette « révolution » n'était pas au combat. Elle est aujourd'hui au pouvoir parce qu'elle a usurpé une souveraineté obtenue par le sang des autres et qu'elle a trahi le sacrifice des chouhada. Je ne reprocherai pas aux communistes de défendre leur opinion, c'est leur droit et leur devoir. Ce dont je me plains, c'est le fait qu'un croyant libéral ne puisse plus défendre la sienne alors que nous sommes en pays musulman.

A l'époque où Ben Bella occupait la scène politique, Boudiaf interrogea un responsable du Parti communiste algérien. Celui-ci lui répondit : « Pour nous communistes, le seul fait que Ben Bella se proclame socialiste, même si ses décisions ne s'insèrent dans aucun plan de transformation efficace, nous nous engageons à le soutenir, car nous considérons que dans cette voie, tôt ou tard, il sera obligé de tenir ses promesses ou il disparaîtra sous la poussée

des masses impatientes de profiter des bénéfices de ces mesures[8]. »

Je comprends très bien que les communistes aient une stratégie et qu'ils la mettent en application. Mais ils doivent se persuader que les masses musulmanes resteront toujours farouchement réfractaires au collectivisme stalinien. Et si, un jour ou l'autre, la liberté d'expression reprenait droit de cité dans le pays, les communistes redeviendraient ce qu'ils ont toujours été en Algérie, une minorité insignifiante.

***

Pour l'instant, et après vingt ans d'indépendance, nous sommes encore dans le tunnel. On comprend que Boumediene, qui n'a pas fait la guerre, voulait effacer le souvenir des terribles années de la guerre et nos propres souffrances. Il déclara à des journalistes : « J'ai dit que les morts étaient morts, qu'ils étaient poussière. J'ai dit qu'il fallait penser aux vivants avant de penser aux morts[9]. »

Comment peut-on séparer les morts des vivants? La cité n'est-elle pas pétrie du souvenir des morts et du labeur des vivants? C'est le sang de nos martyrs qui doit servir de mortier à l'édification de la nation. Les martyrs ne sont pas que poussière. Ils forment avec ceux qui naissent un amalgame qui donne vie au présent et façonne l'avenir. Les chouhada sont des sentinelles que l'histoire a placées sur notre route pour nous montrer le bon chemin.

Et, dans toute dictature, les peuples sont perdants quelle que soit l'assistance que leur apporte l'État. Un peuple assisté cesse d'être responsable. Or la

8. Mohamed Boudiaf, *Où va l'Algérie? op. cit.*
9. Ania Francos et J.-P. Séréni, *Un Algérien nommé Boumediene*, Paris, Stock.

responsabilité du citoyen conditionne l'effort. L'instituteur qui fait les devoirs des élèves ne les instruit pas. C'est à l'élève de faire ses devoirs au prix d'efforts et même d'erreurs. L'erreur se corrige au fil des jours, alors que l'irresponsabilité des élèves et des citoyens conduit à la paresse et à l'abrutissement.

Les malheurs des Algériens proviennent de ce que Ben Bella et Boumediene ont fait des options et des choix en dehors d'eux, les obligeant à subir un système discrétionnaire. Pendant notre guerre de libération, c'était à ce peuple de choisir sa voie. Ceux qui l'ont privé de la parole, qui l'ont empêché d'exercer ses responsabilités, avec l'arrière-pensée de « vivre comme des rois » et de « régner » sur l'Algérie, ont commis une faute grave.

Une faute dont nos enfants supporteront les conséquences. Car le jour viendra où, à l'exemple des Polonais, ces enfants descendront dans la rue pour réclamer leur liberté et leur pain.

IV

L'ARBRE ET LE FRUIT

Comment le pouvoir personnel camoufle ses échecs

Les moutons qui ont pour guide un bouc perdent leur laine dans la forêt.

PROVERBE ALGÉRIEN.

Bientôt, j'écarterai de mes signes ceux qui, sans droit, s'enflent d'orgueil sur terre.

LE CORAN.[1]

L'Algérie, colonie française, était une terre en voie de modernisation en pleine évolution. Malheureusement, les Algériens musulmans, tenus à l'écart, abandonnés à leur triste sort, demeuraient, dans leur grande majorité, plongés dans la misère et attachés à des mœurs d'un autre âge.

En 1962, alors que j'étais président de l'Assemblée nationale constituante, j'ai reçu un grand nombre de diplomates étrangers, en particulier ceux des pays communistes et des pays arabes. Tous étaient en admiration devant l'infrastructure et la richesse de notre pays. Un ministre syrien, M. Salah Bitar, qui venait de visiter la Mitidja et la région d'Alger, ne

1. Le Coran, sourate 7, « les limbes », v. 146.

tarissait pas d'éloges : « L'œuvre de la France, me dit-il, est admirable! Si la France était restée vingt ans de plus, elle aurait fait de l'Algérie l'équivalent d'un pays européen. »

Je lui fis remarquer que l'Algérie, dont il admirait la richesse, l'équipement et l'évolution, n'avait pas été à nous. Elle avait été entre les mains des seuls Européens. Rares étaient ceux des nôtres qui avaient accédé à la richesse et au bien-être. Et beaucoup plus rares encore ceux arrivés à la direction des affaires publiques.

Il me répondit : « Et maintenant, qu'allez-vous faire? Ce pays est en pleine prospérité. Êtes-vous en mesure de le gérer? Vos responsabilités sont très lourdes. »

J'ai répliqué : « Être algérien et n'être rien en Algérie a été une des causes principales de notre combat. C'est une injustice insupportable. La France ne faisait rien ou peu de chose pour la supprimer. C'est pourquoi notre peuple a pris les armes.

« Sommes-nous capables de gérer notre patrimoine? La question essentielle n'est pas là. L'indépendance ne se justifie pas par la capacité d'un peuple à l'assurer. Elle est avant tout le droit d'un peuple à être lui-même, à reconquérir son identité et sa dignité.

« Les autres problèmes se poseront après. " Mon verre est petit, mais je bois dans mon verre ", disent les paysans de France. A notre tour, nous disons : " Notre pays est sous-développé, mais c'est notre pays. Je suis un sous-développé, mais je vis dans mon pays " »

Le ministre syrien était sans doute sincère. Son propos traduisait une certaine inquiétude. La colonisation était morte, ce qu'elle avait abandonné dans notre pays représentait un actif considérable. Comment allions-nous le préserver, l'enrichir et le convertir au profit de nos masses? Celles, précisément, qui avaient le plus souffert du régime colonial et de la guerre. Au nom de quelle idéologie allions-nous remobiliser les énergies et les compétences et donner à notre pays une promotion nouvelle?

Tel était le problème dans toute sa simplicité. Une grande entreprise nous attendait. Comme toutes les grandes entreprises, elle requérait l'union et l'adhésion de tous. On ne mobilise pas les peuples autour de slogans creux et inintelligibles. Il convient de leur parler le langage que nos fellahs pouvaient comprendre.

J'ai en mémoire la déclaration que le président Pfimlin a faite en mai 1958, lorsque les ultras d'Alger s'apprêtaient à renverser la IV[e] République française pour lui substituer un pouvoir fort, susceptible de leur conserver leur « colonie ».

> Lorsqu'on prend le pouvoir, dit-il, j'estime qu'on n'a pas le droit de déguiser sa pensée, de traiter de ses intentions par prétérition. Il faut proclamer sa doctrine. C'est une question d'honnêteté. On ne conduit pas des hommes sur le champ de bataille avec des restrictions mentales.

Voilà le langage qu'au lendemain de la guerre on aurait dû tenir à notre peuple durement éprouvé. Il était en droit d'être respecté et honnêtement informé. Ce droit à savoir et à accepter, il lui revenait par les sacrifices surhumains qu'il avait consentis. Pourquoi faire violence et l'égarer dans des chemins inconnus? La conscience et le bon sens commandaient de s'en tenir aux forces qui avaient servi de ferment à notre insurrection : l'islam et l'amour de la liberté! Ne devaient-ils pas demeurer les assises du renouveau? Notre tâche était lourde. Elle ne pouvait être menée à son terme qu'avec le concours de tous.

La Seconde Guerre mondiale a remis en question bien des valeurs anciennes. Aucun ordre social n'a pu

résister à la tempête soulevée par le conflit. Qu'ils soient de droite ou de gauche (hitlérisme, fascisme, franquisme ou communisme), tous les régimes ont perdu de leur attrait, de leur gloire et de leur sûreté, parce qu'aucun d'eux n'a tenu ses promesses. La sagesse nous commandait la prudence. Avant d'engager notre pays dans une voie d'emprunt, il nous fallait en mesurer les avantages et les possibilités d'adaptation et de réussite chez nous. L'Europe ou tout autre continent ne peut représenter un modèle parfait. Il convenait donc de regarder d'abord ce que nous sommes et ce que nous pouvions devenir.

De notre passé, nous pouvions tirer l'enseignement suivant : la cité musulmane, telle qu'elle a été conçue à son origine, aurait pu être la cité parfaite, si toutefois les musulmans n'étaient pas restés des hommes avec leurs défauts : ambition, égoïsme, particularisme, peur. L'homme étant ce qu'il est, la finalité de toute civilisation, de toute organisation sociale est de freiner son égoïsme, de maîtriser le pouvoir de l'argent afin de rendre possible l'harmonie de la vie en commun et la justice sociale. Les principes de l'islam sont fondés sur la réalisation de cette justice. Quand ses principes sont respectés, la société musulmane évolue vers l'égalité et le bonheur des hommes. Quand ils sont violés, cette même société devient une jungle où le plus fort asservit et exploite le plus faible.

Ce n'est un secret pour personne que le monde musulman moderne se débat dans des contradictions profondes. Il n'arrive pas encore à inventer son avenir. Par réaction contre le régime colonial qu'il a subi et la menace marxiste, il s'enferme dans sa carapace moyenâgeuse au lieu d'aller de l'avant et de découvrir, dans sa propre pensée, des voies salutaires.

L'émouvant et dernier message de notre Prophète nous rappelle que les cinq obligations de l'islam

seraient insuffisantes si *l'acte social*, fondement de la communauté, s'en trouvait exclu. Écoutons, pour mémoire, un passage de son dernier sermon, au mont Arafa :

> O peuple! Écoute mes paroles et grave-les dans ta mémoire!
> Sache, ô peuple, que ton sang, tes biens et ta dignité sont sacrés,
> comme est sacré ce jour-ci, dans cette ville-ci, dans ce mois-ci depuis le jour jusqu'au jour où vous comparaîtrez devant Dieu.
> O peuple! Sois clément et équitable envers toi-même!
> Sache que tout musulman est le frère de l'autre, que tous les musulmans sont frères entre eux, que vous êtes égaux entre vous et que vous n'êtes qu'une famille de frères.
> O peuple! Sache que nul n'a le droit de s'approprier ce qui appartient à son frère, à moins qu'il ne le reçoive de lui de son plein gré.
> Gardez-vous de l'injustice! Personne ne doit la commettre au détriment de son frère. Elle entraînerait votre ruine perpétuelle.

Après les épreuves subies durant plus de sept ans de guerre, qui, parmi les Algériens, serait resté insensible à cet appel qui nous vient des temps lointains? L'indépendance de l'Algérie a été obtenue avec l'aide de Dieu. Nous en sommes tous convaincus. Et chacun de nous se préparait à se dépouiller d'une partie de ses biens pour donner relief et vigueur à une égalité et à une fraternité que des siècles de décadence avaient émoussées. Après tout ce qu'il a enduré, après le bouleversement auquel l'armée française l'avait condamné, notre peuple était prêt à consentir les plus grands sacrifices pour niveler les richesses, supprimer les misères et promouvoir une Algérie digne d'une civilisation authentique.

Pour entreprendre un tel changement, encore fallait-il croire en la foi de nos pères, à son ordre social, respecter l'homme, assurer la dignité du peuple et lui tenir le seul langage auquel il est sensible, celui du Prophète, des premiers khalifes électifs et des penseurs, bâtisseurs de la cité musulmane! Notre peuple « baigne dans l'islam comme le poisson dans l'eau ». A telle enseigne que notre avenir ne peut se dissocier de notre passé. Il est intimement lié à notre foi. Cela signifie que toute dictature doit être bannie de notre pays et que l'égalité et le progrès social ne peuvent légitimement être assurés que par une libre et authentique consultation de la communauté nationale.

L'islam n'a besoin de plagier ni la société de « consommation », ni le système capitaliste de l'Europe, ni le socialisme stalinien. Ses objectifs fondamentaux en font un ordre social démocratique, égalitaire, fraternel, progressiste. Réaliser cet ordre social est un devoir, le faire respecter est un droit. La cité musulmane se bâtit avec la participation volontaire de tous. Aucune contrainte n'intervient. L'homme est libre d'y entrer, d'en sortir, de croire, de ne pas croire.

Ainsi l'islam est supérieur à tout système totalitaire. Il s'adresse à l'intelligence et au jugement. Il lie les citoyens entre eux; il constitue donc une chaîne solide et ininterrompue à travers les siècles. Les aïeux se continuent en nous et les générations futures devront bénéficier de notre acquis et de notre travail.

Si l'Algérie s'apparente au socialisme stalinien, elle cesse d'appartenir au monde musulman. Elle rompt les amarres et vogue à la dérive. Sur quel rivage échouera-t-elle? De toute évidence, cette Algérie ne serait plus celle des chouhada. Je ne nie pas que les problèmes économiques dominent le monde

moderne. Je ne nie pas qu'il est essentiel de découvrir des moyens de production nouveaux pour satisfaire les besoins et les aspirations des masses. Ces moyens, nous pouvons les découvrir sans toucher à l'éthique de l'islam.

J'ai peut-être aidé, sans le savoir, à la subversion stalinienne. J'ignorais que Ben Bella, que Boumediene étaient des « révolutionnaires d'occasion ». Les voies tortueuses et souterraines n'ont jamais été les miennes. Au milieu des loups, la bonne foi est une faiblesse. Au demeurant, ce que l'un et l'autre ont recherché, ce n'est pas tellement le socialisme, « stalinien » ou « spécifique », mais le pouvoir sans partage. Il est vain de chercher ailleurs l'explication des événements survenus depuis juillet 1962. Le bonheur et le bien-être du peuple ne sont pas entrés en ligne de compte.

Les résultats sont là. Depuis vingt ans, jour après jour, pierre par pierre, au nom d'un pouvoir personnel pseudo-socialiste, l'Algérie musulmane s'effrite. Elle risque de tomber un jour en ruine. A telle enseigne que l'islam a cessé d'être le moteur du changement. Depuis la fin de la guerre, il est réduit à une sorte de folklore, sans influence réelle sur l'éducation de notre jeunesse. Il n'est plus qu'un mort en sursis.

Telles certaines maladies honteuses, la tentation totalitaire est contagieuse. Depuis la révolution bolchevique de 1917, le socialisme de Marx s'est découvert deux voies d'application : d'une part la voie dictatoriale, socialo-communiste, suivie en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, et d'autre part la voie libérale, née en 1920 au Congrès de Tours, respectueuse des droits de l'homme, du suffrage universel et du pluralisme des partis – la voie socialiste, celle des pays scandinaves et de certains pays de l'Ouest.

Il est clair que ceux qui nous gouvernent ont choisi

la première voie. La référence faite par Ben Bella et ses amis au « socialisme à la Fidel Castro » ne laisse aucune équivoque. Cuba est, en effet, une marche guerrière du communisme, une fenêtre de Moscou ouverte sur l'Amérique du Sud. Le pays se construit selon le dogme marxiste-léniniste. Ce dogme est devenu le « catéchisme » de la société cubaine.

Nous pouvons schématiser les deux concepts sociaux et politiques de l'islam et du marxisme :

– pour l'islam : croyance en Dieu, Créateur du monde, respect de la propriété et de l'entreprise privées, respect des libertés essentielles de l'homme, respect de sa dignité, harmonie de la société par la zakât et la répartition équitable du revenu national, liberté de l'homme;

– pour le marxisme : négation de Dieu et lutte contre les religions révélées, suppression de la propriété privée, confiscation des moyens de production, suppression des libertés publiques, lutte des classes, dictature prolétarienne.

Dans les deux schémas, les injonctions sont liées entre elles comme les anneaux d'une même chaîne. Si l'un des anneaux se rompt, la courroie de transmission s'arrête. Tout l'ensemble idéologique se trouve bloqué.

L'engagement de l'Algérie dans les structures économiques copiées sur les pays communistes restera inefficace tant que le pays n'aura pas basculé tout entier dans l'idéologie marxiste. Le fera-t-il? J'espère pour ma part que cette voie sera abandonnée en cours de route pour permettre à l'Algérie de se concevoir dans sa plénitude et de refaire son unité morale, spirituelle, économique et sociale. Et ceci serait la meilleure des deux solutions parce qu'elle est conforme à notre conception du Maghreb uni, préconisé par les conférences de Tanger et de Tunis en 1958.

De toute manière, nous devons sortir des contradictions. Faut-il rappeler que, durant la guerre, l'A.L.N. avait établi un barrage infranchissable contre la participation des communistes à notre combat. Lorsque l'aspirant communiste Maillot et Maurice Laban, de Sidi Okba, voulurent rejoindre la Wilaya IV avec leur chargement d'armes, le colonel Ouamrane qui la commandait leur fit savoir qu'ils seraient les bienvenus, mais seulement à titre individuel. Eux tenaient à conserver leur couleur politique. Cette condition ne fut pas acceptée. Ils constituèrent alors leur propre maquis. Privés du concours de la population, ils furent vite neutralisés par l'armée française et mis hors de combat.

L'A.L.N., symbole de toutes les couches sociales, n'a pu combattre et durer que parce que les possédants, les indésirables « bourgeois » d'aujourd'hui, l'ont portée à bout de bras. Ce sont les propriétaires terriens, les fellahs, les commerçants, les membres des professions libérales qui l'ont nourrie, cachée, soustraite à la répression de l'armée française. Elle a vécu au milieu des uns et des autres. Et il faut dire que ces propriétaires, ces fellahs, ces commerçants, ces membres des professions libérales ont souvent payé de leur vie l'aide et le soutien qu'ils ont apportés à l'A.L.N.

Après la victoire, tous ceux qui sont restés loin des champs de bataille se sont ingéniés à déformer la nature de notre lutte en lui collant de fausses étiquettes. Mais l'histoire n'a pas dit son dernier mot. Pour les générations à venir, notre unité nationale restera l'arme essentielle qui a conduit le pays à son indépendance. C'est cette unité qui a fini par avoir raison du mythe de l' « Algérie française ». Sans cette unité, rien n'aurait été possible.

Ceux qui se prennent aujourd'hui pour des « héros », des *zaïm*, se trompent, comme Ben Bella et

Boumediene se sont trompés. C'est une chose que d'allumer un incendie, c'est autre chose que de l'attiser durant plus de sept ans par des sacrifices quotidiens. C'est une chose de faire la guerre de Ghardimaou, d'Oujda ou d'un château de France. C'est autre chose que de s'exposer personnellement et quotidiennement à la torture, au napalm, aux « délits de fuite », à la mort. Pourquoi le nier? Celui qui n'a pas combattu peut-il guérir les blessures de ceux qui ont été au centre du combat? L'union nationale a été notre force au combat. Elle devait être le fondement de la restauration de l'Algérie musulmane.

Trahir pour se servir, ce n'est pas servir.

En octobre 1945, à la suite des événements du 8 mai de la même année, je me trouvais à la prison militaire de Constantine. Je partageais ma cellule avec le Cheikh El Bachir Ibrahimi, qui fut, avec les Cheikhs Ben Badis et Larbi Tebessi mon guide spirituel. Nous reçûmes, un jour, la visite du général Duval, responsable avec le colonel Bourdila de la sanglante répression dans les régions de Sétif et de Guelma. Le général nous demanda si nous avions besoin de quelque chose. Je lui répondis un peu vivement : « Mon général, nous n'avons besoin que de liberté. »

Après son départ, le Cheikh El Bachir me reprocha ma vivacité :

> Quand les événements nous dépassent, me dit-il, nous devons y faire face avec calme et patience. En pareille circonstance, Dieu nous dit :« Il vous arrivera de désirer une chose alors qu'elle est un mal pour vous. Il vous arrivera de haïr une chose alors qu'elle est un bien pour vous. »

Et il poursuivit :

> Dans la lutte menée contre le régime colonial, nous avons respecté la loi française. Mais puisque le drame est là et qu'il a frappé durement nos frères, considérons-le comme le présage de jours meilleurs, comme un bien. Le sang des innocents fera mûrir nos problèmes et hâtera leur solution, mieux que nous ne le ferons nous-mêmes. Il faut donc continuer à agir et à persévérer.

Le Cheikh El Bachir Ibrahimi exprimait là une des règles de l'islam : « Ne jamais renoncer lorsqu'il s'agit de défendre ce qui est juste. »

En d'autres circonstances, en mars 1956, le Cheikh Larbi Tebessi vint me voir à mon domicile de la rue du Docteur-Trollard, à Alger. Il était accompagné de deux membres de l'Association des Oulémas : le Cheikh Kheirredine et le Cheikh Abbes Ben Cheikh El Hocine. Je me préparais à la demande du F.L.N., à rejoindre, au Caire, la délégation extérieure de la Révolution.

> Je ne sais si nous nous reverrons un jour, me dit Cheikh Larbi Tebessi. Alors je te recommande de ne jamais oublier que l'Algérie est musulmane. C'est au nom de l'islam que les Algériens se battent et acceptent de mourir. Ne reviens sur cette terre que si elle est libérée. Et quand l'heure de la reconstruction du pays sonnera à l'horloge de Dieu, mettez l'islam au centre de l'édifice et Dieu vous aidera.

Je pense que le président de l'Association des Oulémas, Cheikh Ibrahimi et son vice-président, le Cheikh Larbi Tebessi, ont traduit la pensée secrète et profonde de notre peuple. On peut alors imaginer le désarroi de ce même peuple lorsque, après la guerre de libération, le pouvoir l'engagea dans la voie du

parti unique, du collectivisme et de la suppression des libertés essentielles de l'homme.

Qui peut nier que le pays réel, celui des Ben Badis, des Ibrahimi, des Larbi Tebessi, celui des masses musulmanes, celui de nos manuels scolaires, celui des chouhada, venait d'être mystifié et ignominieusement trompé? Je sais bien que ce pays n'a pas pu exprimer et manifester son indignation. Le pouvait-il? Exténué par une longue et douloureuse guerre, submergé par un pouvoir personnel bien orchestré, il s'est laissé circonvenir. Et depuis, il se débat comme un animal pris au lasso. Il est certain que ce peuple ne peut admettre qu'il a combattu pour courber la tête sous une dictature nouvelle et servir de tremplin à des théories qui lui sont étrangères. S'il a perdu momentanément le courage de se défendre contre le nouvel impérialisme idéologique qui l'assaille, il n'en conserve pas moins, au fond du cœur, l'espoir de sortir, un jour ou l'autre, du tunnel. Il espère retrouver la route droite et lumineuse tracée par son histoire.

Tel est le tragique problème d'une indépendance qui a été confisquée.

***

J'étais président de l'Assemblée nationale constituante lorsque Ben Bella suspendit la publication du journal communiste *Alger républicain*, et interdit le Parti communiste algérien (P.C.A.). Je lui fis observer qu'il portait atteinte à la liberté d'expression et se privait d'une opposition souvent constructive et utile. L'islam nous recommande d'être tolérants.

En effet, les hommes du P.C.A., les Alleg, Bachir Hadj Ali, Larbi Bouhali, étaient d'authentiques marxistes. Ils étaient prudents et savaient tirer la sonnette d'alarme quand le gouvernement s'égarait dans de fausses voies. Et, chose essentielle, ils n'improvisaient pas. Habitués à analyser les problèmes algériens sous l'angle révolutionnaire, ils n'avaient nul besoin d'aller à Cuba chercher des solutions pour le socialisme algérien. A mon observation, Ben Bella me répondit : « Les communistes me gênent, puisque je me propose de faire aussi bien qu'eux. »

Il n'entre pas dans mes vues de défendre des structures capitalistes. En Europe, ces structures ne sont plus défendables dans leur contexte actuel. Elles doivent évoluer. De toute manière, la concentration capitaliste s'est effondrée en Algérie avec la défaite du régime colonial. Mais il demeure une grande confusion dans l'esprit de nos dirigeants. Lorsque Ben Bella voulait introduire dans la société musulmane la notion de lutte des classes, il devait se rendre parfaitement compte qu'il passait à côté du vrai problème, celui de la mobilisation du peuple pour qu'il produise davantage et vive mieux. Un peuple n'est riche que de son propre travail.

Sans doute dira-t-il qu'il a supprimé le *khammassat* [1]. Mais en réalité, il a transformé tous les paysans en « khammas » de l'État. Tous les ouvriers ont été fonctionnarisés, tous émargent au budget de l'État. La bureaucratie étend ses tentacules sur le pays et le travail s'en ressent. Celui qui n'est pas motivé pour travailler ne travaille pas. Et la construction du socialisme n'est pas un stimulant assez fort pour mobiliser nos travailleurs et nos paysans.

En vérité, le changement demande la participation de toutes les catégories sociales y compris de celles qui s'opposent au régime. C'est dans la mesure où la parole est donnée au peuple que le renouveau intervient. Une opposition éclairée, c'est le « gendarme » des hommes au pouvoir. C'est dans l'action et par

1. *Khammassat :* système de fermage où les ouvriers *(khammas)* perçoivent le cinquième de la récolte.

l'action diversifiée que les peuples vont de l'avant et se perfectionnent. Un gouvernement qui se refuse à admettre une opposition ne peut voir ses erreurs.

Je l'ai déjà dit, je considère le socialisme stalinien comme une utopie. C'est une voie étroite et contre nature. En 1917, la révolution russe n'a été possible que parce que le tsar Pierre le Grand avait accompli précédemment une grande œuvre de modernisation. Sans les ouvriers des arsenaux de construction de Saint-Pétersbourg, sans les centres industriels créés par ce tsar, Lénine n'aurait pas pu mobiliser les masses.

Cette mobilisation fut difficile, car la conscience révolutionnaire ne préexiste pas chez l'homme. Elle se crée. On ne naît pas communiste comme l'a dit Khrouchtchev. Le socialisme de Lénine, en 1917, échappait à l'entendement des Russes. Il a fallu des années de terrible répression et de tueries nombreuses pour les contraindre à se plier à la discipline du nouvel ordre social et à le subir. Le cœur n'y était pas. Il n'y sera probablement jamais. Quant à nous, nous pouvons nous demander quels sont les Algériens qui ont été convertis au « matérialisme historique »? Combien sont-ils ceux qui ont abandonné l'islam pour le marxisme?

En fait, après Ben Bella, Boumediene était seul. Il fut le chef d'État le plus impopulaire. L'armée seule le soutenait à bout de bras. Les Algériens, eux, n'aspirent qu'à vivre dans un État de liberté et de libre entreprise. Boumediene en avait conscience. C'est pourquoi le pouvoir personnel qu'il exerça ne pouvait se maintenir que par la force.

Il a gouverné par la peur. Son action n'était pas rationnelle. Il supprima la propriété privée pour les uns, et la cautionna pour d'autres. A telle enseigne qu'une caste de nouveaux riches est née, une caste

qui se moque du socialisme et du chef de l'État lui-même.

Depuis l'indépendance, l'Algérie compte des millionnaires et même des milliardaires. Beaucoup plus qu'au temps de la colonisation. Cette classe de nouveaux riches fait fuir les capitaux à l'étranger, appauvrit le pays, affaiblit la monnaie. Un homme d'affaires suisse m'a confié que les nouveaux milliardaires, possédant des comptes dans les banques suisses, étaient des Algériens. Et si on ajoute que ces Algériens sont dans la majorité des cas des amis personnels du chef de l'État, on aura tout dit de l'échec de l'Algérie socialiste.

Des familles de condition modeste ont été dépouillées. Par contre le pouvoir ferme les yeux sur les spéculations et les fortunes mal acquises. Par impuissance, il s'est établi un *modus vivendi* entre le pouvoir et le monde des affaires : « Laissez-moi le pouvoir et je vous laisse la spéculation et les richesses. » Et l'austérité? Elle est réservée au petit peuple, aux fonctionnaires, aux enseignants, aux magistrats, aux ouvriers, aux cadres subalternes de l'État.

Je reprochais un jour à un ancien responsable de l'U.D.M.A. son comportement peu conforme à l'éthique politique. Il me répondit : « L'Algérie est devenue un immense gâteau. Pourquoi n'en prendrais-je pas ma part? Le militantisme d'autrefois n'a plus sa raison d'être puisque l'exemple vient d'en haut. C'est trop bête de se priver quand tout le monde se sert. » Ce raisonnement démontre, à l'évidence, que l'immoralité s'est installée dans le pays et qu'elle s'étend pour atteindre tout le corps social.

De temps en temps, ce socialisme provoque un scandale. Celui-ci est alors vite étouffé. Dans l'affaire des « Galeries algériennes », entre autres, la justice n'a retenu que le petit gibier. Aucun « gros bonnet »

n'a été inquiété. Dans la vente du « Grand Bon Marché », c'est un haut fonctionnaire qui a cautionné l'opération.

A l'heure où j'écris, l'affaire de la S.O.T.R.A.W.O. passionne le public, en particulier le public de l'Oranie. Depuis quelque temps l'enquête est au point mort. La justice hésite à jeter ses filets, de peur de ramener de gros poissons.

A ce sujet, *El Moudjahid*, journal gouvernemental, écrit :

> Du simple délit de gaspillage de deniers de l'État au crime économique dans son intégralité, il y a plusieurs voies qui y accèdent. L'affaire qui se juge en ce moment à Oran et qui semble alimenter les conversations – l'affaire S.O.T.R.A.W.O. pour être plus précis – est un exemple du genre. Cela commence par de la bagatelle, puis un jour son auteur est pris dans l'engrenage. Il ne peut plus reculer. Il s'enfonce davantage dans l'illégalité. Quelque chose a changé dans son existence. Fatalement, il s'inscrit en liste des marginaux de la société, ce que le peuple observe avec un mélange de curiosité et de dégoût, et montre du doigt. A cause de l'origine de ces fortunes rapides et insultantes qui n'ont même pas la pudeur d'être discrètes. Ce qui donne sérieusement à réfléchir sur le sentiment d'impunité qui anime ces gens. Posons donc le problème en termes de généralités pour ne pas influer sur le cours de la justice.
> Commençons par faire un certain nombre de remarques qui paraîtront peut-être surprenantes mais qu'il convient de souligner. L'affaire S.O.T.R.A.W.O., au stade où en sont les choses – ampleur du préjudice, complicités et complaisances dans les appareils d'exécution de l'administration et de la mentalité qui s'est instaurée –, cette affaire qui n'est pas la première ni la dernière, il faut le reconnaître, c'est surtout (n'ayons pas peur des mots) le procès de la corruption dont les phénomènes destructeurs handicapent sérieusement le fonctionnement de certaines institutions publiques et démobilisent les travailleurs intègres et qui, malgré tout, *gardent intacte leur foi dans la révolution et ses dirigeants.*

Et le rédacteur d'*El Moudjahid* ajoute avec un certain courage auquel nous ne sommes plus habitués :

> Partant de ces principes, la justice ne doit pas s'en tenir aux effets, mais aussi s'attaquer aux causes, ne pas se satisfaire des simples comparses, mais avoir le courage d'aller au fond des choses en n'hésitant pas sur les coupables, tous les coupables quelles que soient leur position sociale ou leur responsabilité dans le préjudice. L'affaire S.O.T.R.A.W.O. indique que ce phénomène de corruption guette n'importe qui (elle a transformé un jeune cadre universitaire dynamique et travailleur en esclave de l'argent, en malfaiteur et finalement lui a brisé son existence à tout jamais) insuffisamment armé dans l'exercice des responsabilités, notamment celles qui consistent à manipuler des marchés d'État de plusieurs dizaines de milliers de dinars. Elle démontre que les institutions, les cadres et les travailleurs en général doivent être protégés de cette faune de courtisans qui ne s'embarrassent pas des moyens pour venir à bout de leur désir d'enrichissement.

Les masses populaires ne se font aucune illusion. Pour la rumeur publique ce procès est déjà étouffé. Et il l'a été.

Que sont devenues les grandes vertus qui ont conduit le peuple algérien au combat? Son civisme, son abnégation, sa discipline, sa solidarité, sa fraternité ont fondu comme neige au soleil. Un individualisme forcené, aiguillonné par les ambitions et l'appât du gain, mène le pays à l'aventure. Plus nos compatriotes ont vécu dans la misère, plus ils aspirent à

s'enrichir rapidement et de toutes les façons pour écraser leurs voisins. Dans les maquis on exécutait un maquisard pour le détournement de 100 francs. Aujourd'hui on détourne des millions sans être inquiété; mieux, on devient un bon cadre de l'État.

Gérard Chaliand et Juliette Minces ont parfaitement saisi le mécanisme de l'enrichissement et des inégalités sociales qui en résultent. Ils écrivent :

> Sur le plan social, on constate l'accentuation des inégalités. Celles-ci se traduisent par un renforcement et un enrichissement de certaines classes urbaines, notamment la bourgeoisie administrative (civile et militaire), qui tire sa puissance et ses privilèges de la participation au pouvoir d'État, et la bourgeoisie non étatique (mercantile, industrielle ou d'affaires), souvent liée aux milieux dirigeants de l'armée ou de l'administration.
>
> A l'autre extrémité de l'échelle sociale, la grande masse de la population, composée de paysans sans terre, de paysans pauvres ou du sous-prolétariat urbain, voit son niveau de vie stagner sinon régresser et dépendre de l'argent envoyé par les travailleurs émigrés en Europe[2].

Un féodalité d'argent pèse déjà, de tout son poids, sur le destin de l'Algérie. Le gouvernement lui-même donne le mauvais exemple. Il a oublié que le travail constructif se fait dans la méditation et la discrétion. Or à peine sommes-nous sortis des structures coloniales que nous voulons nous offrir en exemple aux autres peuples et leur donner des leçons.

Le pouvoir personnel est plus attentif à une politique de « prestige » qu'à la solution des vrais problèmes. Désormais Alger se veut le centre attractif du tiers monde. Et pour jouer ce rôle, le gouvernement

2. G. Chaliand et J. Minces, *L'Algérie indépendante, bilan d'une révolution nationale*, Maspéro, 1972.

ne lésine pas sur les dépenses. Il y a en permanence une interminable procession de chefs d'État et de délégations de tous ordres en Algérie. Les invitations se multiplient. Le palais des Nations, construit pour les besoins de la cause, accueille congrès sur congrès : Congrès des ministres des Affaires étrangères, des ministres du Commerce, des avocats, des architectes. Quand ce n'est pas celui des médecins sportifs! Tous, à tour de rôle, sont les hôtes de l'Algérie.

Ce sont ces invitations et ces dépenses fastueuses qui ont valu à notre ministre des Affaires étrangères l'honneur de présider l'assemblée de l'O.N.U. et à Boumedience celui de présider l'Organisation des pays non alignés. Pour les mêmes raisons de prestige, l'Algérie ne cesse d'envoyer à l'étranger et dans tous les coins du monde des délégations de tout genre, aussi importantes que possible, nos ministres et certains hauts cadres de l'État étant devenus de véritables globe-trotters. Avec les sommes énormes dépensées dans ces périples, on pouvait construire ce dont nous avons le plus grand besoin : lycées, hôpitaux, barrages, routes, logements.

Je parlerai peu du luxe insolent qui entoure la construction de nos édifices publics et de nos ministères. Ces bâtisses rivalisent avec celles des pays les plus riches. Quant à l'installation des bureaux de nos P.-D.G., de nos fonctionnaires et de nos ministres, elle constitue tout simplement une insulte à la misère de nos populations. Puisque nos dirigeants veulent imiter la Russie révolutionnaire, qu'ils se comportent, au moins, comme les premiers dirigeants russes. Lorsque je me suis rendu à Moscou, en 1960, j'ai visité le bureau de travail de Lénine et l'appartement où il vécut. C'est moins qu'un logement d'ouvrier de la région parisienne. La Russie soviétique s'est construite dans cet appartement plus que modeste.

Si nous recherchons des exemples dans notre

propre histoire, nous retrouverons la même simplicité chez les premiers khalifes de l'islam, ceux qui furent les bâtisseurs d'El Ouma El Islamia, la communauté musulmane. A titre d'exemple, un fait historique mérite d'être mentionné. Une femme israélite avait été spoliée par le gouvernement de Damas d'un terrain lui appartenant. Le gouverneur voulait y construire une mosquée. On conseilla à cette femme de se rendre à Médine pour se plaindre au khalife Omar. Elle trouva celui-ci en train de restaurer le mur de son jardin comme un simple ouvrier. Elle eut peine à croire que c'était là le chef tout-puissant d'un empire qui s'étendait déjà jusqu'aux Indes. Le khalife, interrompant son travail, reçut sa plainte. Il rédigea sur-le-champ un message au gouverneur et le lui remit. Dès réception de ce message, le gouverneur de Damas exécuta les ordres du khalife et restitua le terrain à son propriétaire.

La simplicité des hommes d'État est un exemple précieux pour les citoyens.

En vérité, le pouvoir en Algérie n'est pas avare des deniers publics. Il brûle la chandelle par les deux bouts. Parce qu'il a hérité des richesses amassées en dehors de lui, il s'imagine pouvoir dépenser sans compter. Parce qu'il a dépouillé de leurs biens un grand nombre d'Algériens, Boumediene s'imagine disposer d'un acquis inépuisable. Simple illusion d'un homme qui ne connaît pas la valeur de l'argent et les mérites du labeur.

L'Algérie ne peut pas être riche tant que sa population est pauvre. Une politique sage, exemplaire, rentable, consisterait, durant plusieurs décennies, à enrayer la misère, l'ignorance. Pour l'heure, 60 % de notre population ne mange pas à sa faim, couche à même le sol, habite des gourbis. Nos enfants continuent, en grand nombre, à aller pieds nus, à être mal et insuffisamment habillés, à être mal nourris.

Ne perdons jamais de vue qu'il faut d'abord vaincre cette misère. Nous y parviendrons en y pensant toujours. Portons le fer rouge là où les plaies suppurent. Certaines réalisations faites à ce jour sont valables. Mais elles sont tellement vantées par le système, exploitées par la presse, la radio, la télévision qu'elles finissent par être aussi ennuyeuses que des panneaux publicitaires. A force de pratiquer l'autosatisfaction, le pouvoir croit qu'il fait des miracles alors qu'il engage souvent de grosses dépenses superflues.

Cette autosatisfaction ne cache-t-elle pas en réalité une faillite? Je voudrais rappeler un souvenir. Au cours d'une de ses conférences, parlant de l'invasion de l'Empire romain par les barbares, le Pr E. F. Gautier nous dit que les Germains ont détruit l'Empire, sans le vouloir; « Ils se comportèrent, nous dit-il, comme les enfants devant un réveil en mouvement. Curieux, ils veulent connaître son mécanisme et le démontent. Mais ils ne peuvent plus le remonter! » A l'indépendance de l'Algérie, il s'est passé quelque chose d'analogue. Grisés par le pouvoir personnel, les Ben Bella et autres ont démonté les rouages de l'Algérie existante. Ils n'ont pas pu les remonter ni leur substituer ceux d'une Algérie libre et encore moins ceux d'une Algérie socialiste.

Ils ont camouflé leur incapacité et leur ignorance derrière des improvisations aussi spectaculaires que catastrophiques. L'opinion publique ayant été étouffée, il ne s'est trouvé personne pour corriger leurs erreurs. La dictature est ainsi faite. Elle dialogue avec elle-même et se donne des satisfecit. Aucune note discordante. C'est le système où « tout va bien ». Puis un beau matin, le pays apprend qu'un coup d'État a sanctionné, durant la nuit, un règlement de comptes. A lui seul, ce coup d'État est un aveu que tout n'allait pas si bien. Mais qui accuse qui? Qui

sera le juge et qui sera jugé? Dans un conflit de cet ordre, l'Assemblée nationale se devait d'arbitrer. Un large débat public pouvait situer les responsabilités et éclairer le pays.

Il était sans doute illusoire de parler de voie légale au moment où le « banditisme politique » faisait son apparition. Lorsque les loups se disputent le « cadavre » de l'Algérie, la raison du plus fort s'érige en loi. Le critère de toute promotion ne peut alors être que le coup de force. Un loup ne s'entoure pas d'autres loups. La maladie congénitale de notre passé historique faisait surface. Le pouvoir personnel, la trahison, la violation de la Constitution écrite ont toujours été les premiers obstacles à l'unification du pays. Les règles de la démocratie qui nous avaient permis de combattre le régime colonial étaient désormais bannies de l'Algérie. Nous avions une élite et des hommes compétents. Ils furent écartés, persécutés.

Je suis personnellement allergique à toute dictature. Le droit à la parole est aussi précieux que le droit au pain. La liberté d'expression, le droit de critiquer sont synonymes de vie. L'éducation des citoyens ne peut se faire que dans le contexte démocratique. Confisquer la liberté, en faire un monopole du pouvoir, c'est revenir à l'époque où un héritier du Roi Soleil disait : « C'est légal parce que je le veux. »

J'ai déjà défendu longuement et avec vivacité la liberté et l'islam. Le lecteur voudra bien m'en excuser et considérer que ce livre a été écrit en partie lorsque la police gardait mon domicile. Le régime policier m'irrite. Il n'est pas normal que, dans une Algérie libérée du colonialisme, nous vivions encore sous un régime de contrainte.

Il y a eu des réalisations heureuses me dit-on. Je ne le nierai pas, mais avec l'avis du peuple elles auraient été mieux conduites. Au demeurant, lorsqu'on arrive au stade de la pratique, la théorie est souvent prise

en défaut. Ce qui compte en pareille matière, c'est la réussite, l'efficacité. On juge l'arbre à ses fruits, on juge une œuvre à ses résultats. Or, d'une manière générale, ils sont décevants, et ils auraient été meilleurs si le pouvoir s'était concerté avec les représentants authentiques du peuple. Voltaire a laissé le mot : « Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que M. de Voltaire, c'est M. tout-le-monde. »

Où est-il, chez nous ce « M. tout-le-monde »? Il a été tué par le système implanté par certains hommes. Et comme personne ne peut prouver sa supériorité sur le reste des Algériens, ni justifier son « infaillibilité », le pays se trouve privé d'une large participation des citoyens. L'Algérie a des hommes compétents partout, dans l'administration, dans les professions libérales, parmi les commerçants et chez les agriculteurs. Mais ils sont « étouffés » par le favoritisme et le népotisme, d'où leur découragement et leur inertie.

Les mauvaises institutions créent les mauvaises sociétés, l'homme fait les lois, mais les lois aussi font l'homme et cet engrenage se trouve répercuté dans les différentes activités. En examinant certaines d'entre elles, voyons comment le pouvoir s'y prend pour tromper tout le monde.

L'AGRICULTURE

Du temps de la colonisation, l'Algérie était plutôt un pays agricole. Elle était fière de sa production. Nos gouvernants n'ont pas su lui conserver sa prospérité. Ils se sont débarrassés des belles terres en les jetant comme os à ronger à l'autogestion, sans avoir rien prévu ni rien préparé, comme si les domaines créés et entretenus scientifiquement par les colons pouvaient durer et progresser entre les mains des

gens sans expérience. Ils croyaient faire du socialisme, alors qu'ils n'ont mis en place qu'une bureaucratie pesante. Ils ont paralysé, par une réglementation abusive, l'initiative des exploitants.

Le résultat fut l'effondrement de la production agricole. Les ouvriers se prêtèrent mal à l'expérience. Beaucoup de terres sont restées en friche. Les comités de gestion, désignés en principe par les travailleurs, se comportent en nouveaux propriétaires. Désabusé et dérouté, l' « ouvrier-fonctionnaire » s'est mis alors à tricher et souvent à ne rien faire. De leur côté, une administration incompétente et une bureaucratie parasitaire n'ont rien trouvé de mieux que de s'enrichir au détriment de l'ouvrier et de l'État. Les passe-droits et le désordre se multiplièrent. Les salaires irrégulièrement payés, injustement bas, ne correspondaient pas au travail demandé ni au coût de la vie. L'autogestion se transforme en « autoconsommation ».

Pour suppléer à un salaire de famine, l'ouvrier se paie en nature, en détournant à son profit une partie de la production. Les comités de gestion, dès leur création, s'accommodèrent de cette situation. Conscients de l'inefficacité du système, chacun tenta de se servir au maximum, depuis les responsables « élus » jusqu'au plus modeste travailleur.

Il nous faut rappeler que cette autogestion avait été suggérée à Ben Bella par un trotskiste. Il fut l'auteur des fameux décrets du 29 mars 1963 qui livraient les meilleures terres à une autogestion improvisée.

La vérité est que l'autogestion est un échec éclatant. Aucune coordination n'a jamais existé entre le travailleur et le ministère dont il dépend. Les semences, les engrais, les pièces de rechange, tout ce dont le travailleur a un besoin urgent lui arrive avec des mois de retard. Les récoltes elles-mêmes sont « bradées ». Il est interdit de les vendre au plus offrant. Il faut obligatoirement les céder à un organisme d'État. Cette année, par exemple, les comités vendaient le kilo de haricots verts à un dinar. On le retrouvait chez le détaillant à 10 dinars. Dans quelle poche est allée la différence, alors qu'il n'y a pas eu d'intermédiaire? Qui peut alors s'étonner du déficit permanent de l'autogestion qui grève, depuis 1963, le budget de l'État? Pour le seul exercice de 1976-1977, ce déficit a été de l'ordre de 784 788 854 dinars. Et l'État prétend distribuer des « bénéfices ».

Ce chiffre dans sa sécheresse est plus éloquent que les meilleurs tableaux statistiques et mensongers affichés par le pouvoir.

La révolution agraire

La caractéristique du régime est demeurée l'inefficacité accompagnée de la « fuite en avant ». La « révolution agraire », *taoura ezziraïa*, que l'on nous rabâche depuis des années, en est l'illustration. Avant d'avoir trouvé une formule satisfaisante pour l'exploitation des terres récupérées sur la colonisation et qui sont les meilleures, le régime s'est empressé de mutiler ou de supprimer la propriété privée, en expropriant sans raisons les fellahs, sans tenir compte du fait que cette propriété couvrait 60 % de nos besoins de consommation.

L'erreur de Boumediene est d'avoir cru que la propriété du fellah algérien était aussi importante en superficie que dans certains pays musulmans. En Iran, en Égypte et en Irak, par exemple, les domaines privés de 500 à 100 000 hectares ne sont pas rares. On sait que le chah d'Iran a offert à la réforme agraire plus de 500 000 hectares de bonnes terres lui appartenant. En Algérie, la colonisation a ruiné la propriété indigène à un point tel que la terre a été

constamment au centre du drame colonial. Sa perte a provoqué dans le cœur du fellah une plaie inguérissable. Aussi bien sa reconquête fut-elle la passion dominante tout au long du siècle dernier. Exproprié, l'Algérien s'est obstiné à demeurer sur sa terre, en tant que salarié. A force de privation et d'économies il a pu, quelquefois, racheter ce qui fut la terre de ses pères.

Ce processus s'est accentué à partir de 1914, au moment où beaucoup des nôtres ont été recrutés pour aller travailler en France. Ils furent environ 150 000. Ils ont accepté d'être mal nourris, mal logés, pour économiser et envoyer le maximum d'argent chez eux. Beaucoup sont morts en France. Certains sont revenus malades, pour mourir chez eux. Mais tous furent soutenus par l'espoir de racheter un lopin de terre, une paire de bœufs, une monture.

Et c'est ainsi qu'à partir de la guerre 1914-1918, la « propriété indigène » se reconstitua, au grand désespoir des colonialistes. Il faut lire à ce sujet les articles de *La Dépêche algérienne* et ses récriminations. Cette propriété n'atteint que très rarement le grand domaine. Selon les statistiques publiées avant novembre 1954, les terres cultivables se décomposaient de la manière suivante.

Chez les colons, 3 millions d'hectares de bonnes terres étaient ainsi répartis : 3 % des colons possédaient moins de 10 hectares, 5 % cultivaient de 10 à 50 hectares, 16 % exploitaient de 50 à 100 hectares et 76 % plus de 100 hectares. Chez les colons, la concentration de la propriété rurale s'était donc réalisée. Le gros propriétaire avait remplacé le petit colon.

Chez les musulmans, la propriété se répartissait dans une proportion inverse : 76 % possédaient moins de 5 hectares, 16 % cultivaient entre 5 et 10 hectares, 5 % exploitaient de 50 à 100 hectares et 3 % seulement plus de 100 hectares.

La révolution agraire dont le régime fait chanter les bienfaits et les mérites aux enfants des écoles a donc été une opération négative et injuste. Négative, parce qu'elle a privé le pays de 60 % de sa production et que l'étendue des terres récupérées au détriment du fellah est dérisoire. Injuste parce que cette terre avait été perdue par le fellah une première fois, et reconquise à la force du poignet. La raison, la morale et le droit commandaient que ce fellah conservât sa terre.

En 1954, l'A.L.N. a évolué en toute sécurité au milieu de ces paysans. Sans les paysans accrochés à leur terre, les maquisards n'auraient pas pu survivre. Aujourd'hui nous n'avons presque plus de fellahs. La réforme agraire a provoqué un déracinement mortel. Toute la population rurale émigre vers les villes, laissant les terres incultes. Cet exode, à la recherche d'un emploi, est le phénomène le plus marquant de l'après-guerre. La loi qui, instituant la révolution agraire, a dépouillé le fellah plus systématiquement que ne le fit la colonisation, est scélérate, dictée par la haine de Boumediene contre les possédants, contre ceux qui aimaient la terre et trouvaient leur bonheur à la travailler. Il a assassiné l'agriculture et tué l'effort personnel.

La production agricole s'en est vite ressentie. Les produits de première nécessité se sont raréfiés. Les prix ont monté en flèche. Ils sont actuellement les suivants : pommes de terre 2,5 à 5 F le kilo, tomates 6 à 11 F, salade 8,5 à 12 F, choux-fleurs 5 à 8 F, oignons 3 à 4,5 F, carottes 3 à 5 F, navets 3 à 7 F le paquet, céleris 3,5 à 5 F, artichauts 6 à 10 F, poivrons 20 à 30 F, oranges 2,5 à 4 F, clémentines 3 à 5 F, pommes 7 à 20 F, viande de mouton 65 à 75 F, viande de veau 45 à 55 F, poulet 16 à 22 F, œufs 0,60

à 1,20 F pièce, rouget 35 à 55 F, merlans 40 à 70 F, crevettes 35 à 60 F.

La qualité de la production a dégénéré, les beaux légumes et les beaux fruits sont devenus rares sur les marchés. Parfois, des produits de première nécessité disparaissent. Il faut faire la queue pour être servi, à moins de les acheter au marché noir, ou d'être un « grand » du régime; on reçoit alors les produits à domicile. On a manqué plusieurs fois de pommes de terre, d'oignons, d'ail et, même durant leur saison, de tomates, de navets, de salade, etc. Une telle situation dans un pays essentiellement agricole est déplorable. La farine est souvent rationnée aux boulangers en attendant l'arrivée de bateaux et il est difficile parfois de trouver de la semoule.

Les traitements et salaires étant bloqués depuis 1968, le salaire journalier de l'ouvrier, entre 1963 et 1975, est passé de 7 F à 12 F : on peut mesurer la détresse des masses laborieuses. Il fallait alors près de deux journées de travail à un ouvrier pour acheter un kilo de viande de mouton.

La commercialisation des fruits et légumes

Le système de la commercialisation des produits agricoles, plusieurs fois modifié, est devenu très compliqué, un véritable labyrinthe. Avant la réforme, les halles des grandes villes, créées en 1935, répondaient aux besoins des consommateurs. Les mandataires réceptionnaient la marchandise, livrée par les grands et les petits producteurs chaque jour entre 15 heures et 18 heures. Ils reprenaient le travail à 2 heures du matin pour la vente aux commerçants détaillants. Le travail se poursuivait dans la matinée jusqu'à 10 heures environ. Les grandes villes étaient ainsi ravitaillées régulièrement et des camions partaient au petit jour, dans toutes les directions, pour

desservir les populations de l'intérieur. Le mandataire percevait une commission de 6 % sur les bordereaux de vente, sur laquelle il payait ses collaborateurs et ses impôts. Souvent, il faisait des avances aux petits agriculteurs pour les soustraire aux prêts usuraires. Le matin, la vente aux détaillants s'effectuait à crédit pour permettre aux petits commerçants des quartiers pauvres de s'approvisionner dans de bonnes conditions. L'écoulement de la marchandise périssable se faisait dans les meilleurs délais.

Que reprocher à ce système qui fonctionnait convenablement et donnait satisfaction au consommateur? On a prétendu qu'il favorisait l'enrichissement des mandataires, et le gouvernement, donc, a voulu innover. Par une lettre du 12 avril 1974, le wali d'Alger, en accord avec le ministre de l'Agriculture et de la Révolution agraire, supprima purement et simplement les mandataires, sans se soucier de leur sort. Il les « invita à cesser toute activité commerciale le 30 avril 1974, terme de rigueur ». A cette date, les halles centrales de toutes les villes fermèrent leurs portes. A Alger, les ouvriers communaux s'empressèrent de pavoiser la grille d'entrée, comme s'ils venaient d'expulser des « milliardaires parasitaires ». Boumedienne lui-même déclara que cette opération était un « acte révolutionnaire ».

On oubliait que les mandataires étaient tous des travailleurs, qu'aucun d'entre eux n'était riche, que durant la guerre ils firent leur devoir et que certains perdirent leur fils au maquis. Mesure et situation absurdes, d'autant que les jeunes plumitifs qui les calomnièrent n'avaient même pas connu la guerre.

Les mandataires furent remplacés par un organisme national, la C.A.C.O.M. (Coopérative agricole de la commercialisation). Pour la ville d'Alger un autre organisme fut créé aux Pins-Maritimes près de la foire d'Alger, pour permettre à ceux qui pouvaient

s'y rendre de se ravitailler, en faisant la queue. Cet organisme, l'O.F.L.A. (Office des fruits et légumes d'Algérie), prélève une commission de 15 % pour le seul fait d'ouvrir ses locaux aux producteurs.

Cette réglementation s'avérant lente et coûteuse, le gouvernement créa, dès octobre 1974, un autre organisme de commercialisation : la Coopérative des fruits et légumes (C.O.F.E.L.) en liaison avec la C.A.P.C.S. (Coopérative agricole polyvalente communale de service), et coiffée elle-même par la C.A.C.O.M., qui devient, ainsi, l'organe moteur. Elle achète la marchandise aux domaines autogérés, aux coopératives des anciens moudjahidine et des villages socialistes. Elle prélève une marge bénéficiaire de 15 % sur le prix du kilo, fixé par la mercuriale mensuelle des bureaux du ministère de l'Agriculture; elle livre ensuite la marchandise à la C.O.F.E.L. En plus le nouveau système, véritable spoliateur des travailleurs, stipule que chaque wilaya doit centraliser sa production, avec interdiction de la laisser sortir du périmètre de son territoire administratif. Les gendarmes de la route ont pour mission de surveiller ces « nouvelles frontières » et de saisir toute marchandise circulant sans autorisation d'une wilaya à une autre.

Lorsque la production s'accumule dans les stocks de l'une d'elles, celle-ci en propose la vente aux autres wilayas. Quand le marché est conclu et que la marchandise arrive sur le marché de détail, elle est déjà avariée et bonne à jeter. Est-ce cela la « révolution »? Tout est conçu pour paralyser le ravitaillement, spolier les travailleurs de la terre et brouiller les cartes afin que les intéressés ne comprennent plus rien à rien. La morale de cette situation est dans un de nos proverbes : « Quand la cigogne voulut embrasser son fils, elle l'aveugla. »

Mais cet enchaînement, cette multiplicité d'organismes, de réglementations, permettent à des parasites de trafiquer honteusement et de s'enrichir rapidement. Depuis l'avènement du président Chadli Bendjedid, heureusement tout cet arsenal de réglementations a été simplifié. Depuis, les produits commencent à réapparaître sur les marchés. Malheureusement les prix ne baissent pas.

INDUSTRIES ET SOCIÉTÉS NATIONALES

Avant notre indépendance, l'Algérie était en voie de développement industriel. Çà et là, une industrie, souvent complémentaire de celle de la France, s'implantait, particulièrement autour des villes du littoral. L'option du pouvoir révolutionnaire a donné la priorité à l'industrialisation au détriment de l'agriculture. Dans un premier temps, le gouvernement nationalisa l'industrie privée existante. Dans un deuxième temps, il implanta un certain nombre d'unités industrielles dont deux ou trois dans le textile.

Notre ancien ministre de l'Industrie, M. Abdesselam Belaid, un paysan racé, prudent et lucide, a négocié adroitement la récupération des hydrocarbures. Un excellent résultat pour lequel il doit être félicité. Mais, poussé par le pouvoir personnel, il donna à la Sonatrach les dimensions d'un État dans l'État. Cette société compte à elle seule plus de 70 000 fonctionnaires. Puis il multiplia la création des sociétés bénéficiant du monopole de l'État, en sacrifiant le secteur privé dont l'apport était pourtant d'une grande utilité pour le pays.

Ces industries, confiées à des directeurs sans formation – ni technique, ni commerciale –, ont fonctionné à « tombeau ouvert ». Sans l'aide financière de l'État elles seraient en faillite permanente. Chaque exercice accuse un déficit impressionnant.

Le tableau ci-dessous indique, en milliers de dinars, les déficits pour l'année 1976.

États des déficits de l'exercice 1976

ENTREPRISES *INDUSTRIE*	DÉFICITS AU 31.12.76
SONITEX	19 165 000 DA
SONACOME	6 372 000 DA
SNCI	10 273 000 DA
SNERI	3 501 000 DA
SONIPEC	11 720 000 DA
SNMC	72 713 000 DA
SONAREM	56 824 000 DA
SNS	261 800 000 DA
SN MÉTAL	7 543 000 DA
SNLB	8 171 000 DA
SNAT	153 000 DA
TOTAL	* 458 235 000 DA

* 1 DA : environ 1 F.

La Sonatrach, la S.N. Sempac, la Sonic, la Sonelgaz, la Sogedia et la Sonelec sont bénéficiaires. La S.N. Sempac tire ses bénéfices du fait que l'Office des céréales lui cède le blé à un prix inférieur au prix d'achat.

Le seul complexe sidérurgique d'El Hadjar compte un déficit de 178 000 000 de dinars, soit 38 % de la totalité du déficit. Quant au déficit du groupe commercial de la S.N.S., il est de 156 095 000 dinars, soit 34 % du déficit total.

Dans les autres ministères, les sociétés nationales ne se portent guère mieux. Le ministère des Travaux publics et de la Reconstruction a créé des sociétés nationales pour exécuter les travaux confiés autrefois, par voie d'adjudication, aux entreprises privées.

Le résultat de cette substitution est négatif, il se traduit par des charges nouvelles pour l'État; et quand il y a malfaçon, le recours au ministère est inopérant, puisque la responsabilité incombe à une société nationale qui appartient à l'État. C'est ainsi que les déficits d'exploitation s'accumulent. Le tableau ci-dessous chiffre ces déficits pour la même année 1976.

ENTREPRISES *TRAVAUX PUBLICS*	DÉFICIT AU 31.12.1976
CADAT	770 000 DA
SONATIBA	13 198 000 DA
SORECAL	2 152 000 DA
SORECSUD	322 000 DA
SORECCOR	3 968 000 DA
CIA	2 437 000 DA
SONAGHTER	5 831 000 DA
SONATITE	5 932 000 DA
CBTP	178 000 DA
TOTAL	34 788 000 DA

Les sociétés nationales relevant du ministère du Commerce ne sont pas plus rentables. Leur déficit s'explique difficilement puisqu'elles jouissent du monopole d'importation et que les prix d'achat sont majorés à la vente dans bien des cas de plus de 300 %. A la place de nos P.-D.G. « nationaux », n'importe quel commerçant gérerait mieux les affaires et obtiendrait une rentabilité normale.

Même situation pour le tourisme d'État : la Sonatour a subi un déficit, pour l'exercice 1976, de 2 808 000 dinars. La tare principale de notre tourisme réside dans la manière de recevoir. Le gouvernement a fait un gros effort dans ce secteur, il a beaucoup construit, le littoral a été modifié. Mais lorsque le touriste arrive, il est mal nourri; dans les

ENTREPRISES *ENTREPRISES NATIONALES*	DÉFICITS AU 31.12. 1976
ONAFEX ONACO OFLA ONAB	3 273 000 DA 31 877 000 DA 68 422 000 DA 9 711 000 DA
TOTAL	113 283 000 DA

chambres, l'hygiène et le confort sont à peine passables; le personnel manque de tenue, il est froid et boudeur comme un jour sans pain; les distractions sont rares.

Le Sud a été sacrifié : peu d'hôtels sont équipés convenablement. Mais si nous voulons que l'étranger vienne chez nous se distraire, nous devons lui réserver un bon accueil et lui préparer un environnement digne d'un grand pays.

Pour sortir du sous-développement, la formation de nos cadres conditionne tout progrès réel. En matière d'industrialisation, par exemple, le système de « l'usine clef en main », fabriquée à l'étranger, installée par des étrangers, fonctionnant sous la surveillance de responsables étrangers, profite surtout aux étrangers. Nous devons procéder autrement.

Au Japon et en Chine, l'industrialisation a été précédée par la formation des techniciens. Par exemple, après leurs études, les ingénieurs japonais étaient envoyés en Europe ou aux États-Unis comme simples manœuvres. Là, ils gravissaient tous les échelons depuis celui d'ouvrier spécialisé jusqu'à celui de directeur d'usine. Ce sont des hommes de cette trempe qui ont bâti le Japon moderne, fait de leur pays la troisième puissance du monde, et qui

sont en train d'aider la Chine nouvelle à devenir une grande puissance.

C'est une erreur de croire que le seul mot de « socialisme » garantira la réussite. Elle se prépare avec la participation de toutes les couches sociales, dans l'enthousiasme. Une option n'est valable que si elle traduit les aspirations profondes et légitimes des masses et qu'elle provoque leur adhésion. Il est incontestable que le pouvoir a fait de belles choses. Mais en agissant souverainement, en refusant la critique et le contrôle d'assemblées élues librement par le peuple, il s'est coupé des masses et s'est transformé en pouvoir « discrétionnaire ». Il fait ce qu'il veut et utilise n'importe qui pour faire n'importe quoi. Aucun critère dans le choix des hommes. D'où la valse des P.-D.G. et celle des milliards!...

On connaît le mot de Figaro : « On cherchait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. » Les postes de responsabilité sont attribués à des amis, à des parents. Le népotisme est pratiqué partout. Et quand, par hasard, une entreprise est confiée à un dirigeant déterminé à en assurer la bonne gestion et la rentabilité, il est vite remplacé. La règle est de gaspiller les deniers publics. Et plus on gaspille, mieux on est considéré.

La rentabilité des investissements est ignorée. Elle devrait être une règle inviolable. L'Algérie productive se doit de travailler pour l'Algérie pauvre. Une politique de vases communicants doit pouvoir niveler les inégalités sociales. Le luxe affiché par certains, çà et là, est une offense à la misère des autres. Les contrastes sont déprimants pour ne pas dire scandaleux.

LES FINANCES

Les finances de l'Algérie reflètent la mauvaise gestion des entreprises nationalisées. Nous vivons un perpétuel déséquilibre financier. Après la guerre du Kippour, ou celle du Ramadan, qui a provoqué la hausse du pétrole, beaucoup de gens ont cru à un enrichissement inespéré des pays producteurs. Ce fut un simple mirage.

Un journaliste, ayant posé la question à notre ministre des Finances, reçut la réponse suivante :

La crise du pétrole, contrairement à ce qu'un vain peuple pense, n'est pas une bonne affaire pour l'Algérie. Avec l'inflation, le jeune État avait déjà perdu au début de cette année le tiers du triplement de recettes obtenu en 1973-1974 à la faveur de la guerre du Kippour.

« Alors que les recettes pétrolières plafonnent cette année en valeur nominale, poursuit Smaïl Mahroug, on ne peut enrayer la montée des importations. Elles augmentent, du fait même de la croissance en boule de neige, les besoins induits par l'investissement, qu'il s'agisse de ciment, de coton ou de produits sidérurgiques. Le progrès des investissements entraîne, d'autre part, une amélioration du pouvoir d'achat et une demande accrue des biens de consommation, qui ne peut être encore couverte par la production nationale. La participation accrue de l'Algérie au commerce international se produit dans une conjoncture très défavorable.

Résultat : en 1975, l'Algérie connaîtra le plus grand déficit commercial de sa jeune histoire (5,4 milliards de francs) et redevient un pays emprunteur. « Nous aurons besoin cette année, dit le grand argentier algérien, de deux milliards de dollars qu'il faudra couvrir par un appel plus systématique aux crédits fournisseurs (voilà nos exportateurs prévenus!), par des emprunts, sur le

marché arabe des capitaux, et par des contrats intergouvernementaux. »

« Nous savons bien, dit encore Smaïl Mahroug, que notre crédit est fait de notre gestion. Nous avons donné du mou aux entreprises l'an dernier, dans la période d'euphorie. Cette année nous resserrons les écrous, nous nous occupons de la productivité des entreprises. »

La production des entreprises privées qui jouait, jusqu'ici, le rôle de soupape de sûreté, corrigeant les défaillances des secteurs nationalisés, est menacée par l'attitude démagogique de certains responsables syndicaux qui ignorent l'intérêt général.

Le code du travail de l'Algérie est destiné à mobiliser les masses laborieuses en veillant sur leurs intérêts. Mais cette bonne loi, capable de régler les conflits sociaux, reste lettre morte, par mauvaise foi délibérée, ou par calcul inavoué. Dans les entreprises et même dans certaines fermes autogérées, les ouvriers se mettent en grève sans raison. Ils arrêtent le travail sans préavis et sans formuler de revendications. Ni l'inspecteur du travail, ni le syndicat, ni l'administration ne sont avertis : d'où une perte sèche de la production.

C'est le résultat d'une contradiction dans l'attitude des pouvoirs publics : ils poussent l'ouvrier à revendiquer et à ne rien faire, et en même temps demandent à la direction de l'entreprise de produire davantage. La situation anarchique qui en résulte freine le travail. L'Algérie travaille peu. Le travail est devenu une tare, la spéculation et les détournements une vertu. Par manque de conscience professionnelle la terre reste en friche, les usines tournent au ralenti. L'Algérie prospère s'éloigne, engloutie par un changement précipité et paralysant.

Pour arrêter l'hémorragie financière, combler le manque à gagner et équilibrer le budget, faire face à la pénurie, le « pouvoir révolutionnaire » se tourne vers quatre sources d'économie et de profit : l'austérité, la fiscalité, les hydrocarbures, les emprunts internationaux.

L'État fait des économies en réduisant au minimum les dépenses. Le blocage des traitements et des salaires se traduit ici par le mot austérité. Mais, comme je l'ai déjà dit, cette austérité ne frappe pas tout le monde. Magistrats, enseignants, policiers, autogestionnaires, tous ceux qui portent le poids des services publics perçoivent des traitement anormaux.

L'État algérien est le plus mauvais des patrons. Tandis qu'il dépense sans compter pour sa politique de prestige, nos fonctionnaires ne savent pas comment terminer leur fin de mois. C'est une absurdité. Lorsque le fonctionnaire est seul à faire des sacrifices, lorsqu'il est témoin du gaspillage et des dépenses inutiles, son civisme se transforme en amertume. Certains journalistes parlent déjà de prévarication et de *bakchich*, de corruption en Algérie. Qui pourrait s'en étonner lorsque le traitement ne suffit pas à assurer le pain aux enfants?

Présomptueux, l'État socialiste se glorifie d'avoir tué le caïdat et le khammassat. La vérité est que tous les fonctionnaires sont soumis au régime du khammassat. Depuis le haut fonctionnaire, le haut magistrat, l'enseignant, l'employé jusqu'à l'ouvrier agricole, tout un chacun est exploité au maximum, sans contrepartie. Quant au caïdat, il fleurit à tous les échelons. Si le citoyen ne met pas la main à la poche, quand il doit demander quelque chose, les portes de l'administration se ferment devant lui.

Le mauvais salaire fait le mauvais fonctionnaire. L'indignité, telle une maladie honteuse, ronge l'Algérie libre. La fiscalité, aveugle, sauvage, a atteint la cote d'alerte. Le taux d'imposition va jusqu'à 70 à 80 % du revenu imposable. Beaucoup ont cessé leur activité, fermé leurs commerces ou leurs entreprises. Les cultures familiales, l'artisanat sont moribonds. Notre peuple abandonne son esprit d'initiative pour se convertir en fonctionnaire. Cette reconversion correspond aux vues du pouvoir révolutionnaire, elle est pour lui un moyen sûr d'exercer, sur le pays, une pression économique et policière et de tenir en laisse l'ensemble de la population. Le vœu du pouvoir est que chaque citoyen soit, pour vivre, tributaire de l'État.

Les richesses du sous-sol saharien constituent l'unique chance de l'Algérie. Grâce à la commercialisation des hydrocarbures, l'Algérie parvient à équilibrer son budget. Mais le pétrole et le gaz ne sont pas des denrées renouvelables, et on peut soit les économiser pour couvrir les besoins énergétiques de notre future industrialisation, soit vendre plus pour, dans l'immédiat, donner la priorité à l'industrialisation et aux produits de consommation sans trop s'émouvoir de ce qu'il adviendra lorsque nos usines seront à même de tourner.

Le gouvernement algérien a choisi cette deuxième solution. Ainsi l'Algérie de 1975 est devenue l'auxiliaire du capitalisme international. Non seulement elle vise à satisfaire les besoins énergétiques des nations industrielles mais elle va jusqu'à financer, elle-même, les investissements nécessaires à cette opération. Nos réserves en hydrocarbures ne dureront pas indéfiniment. Dans une trentaine d'années, lorsque l'Algérie possédera son industrie, il nous faudra acheter ailleurs les sources d'énergie que

nous ne posséderons plus. Les parents auront mangé le raisin vert et les enfants auront mal aux dents.

L'Algérie a peu travaillé et beaucoup emprunté. Notre dette extérieure est en continuelle augmentation. Nous hypothéquons l'avenir de nos enfants. En 1978 cette dette extérieure était de l'ordre de 20 milliards de dollars et 13 milliards « décaissés », soit un total de 14 milliards de francs. La moitié de ces 20 milliards est due à des banques extérieures : 3 milliards à des pays étrangers, 5 milliards 600 millions aux fournisseurs. La dette représente 40 % du revenu national algérien [3].

Pour un jeune État c'est beaucoup trop!

Nos dirigeants ont opté pour le capitalisme d'État. Nous quittons les rives de notre cité musulmane pour nous aventurer sur des rivages inconnus. Une poignée de crypto-communistes nous y conduit. Elle tente de greffer le cœur de Lénine sur le corps du khalife Omar. Dans son aveuglement, elle ne perçoit pas les phénomènes de rejet et la fièvre mortelle à laquelle elle nous expose. Mais notre socialisme n'est pas du socialisme. C'est un simple *capitalisme d'État*, d'autant plus inefficace et anarchique qu'il échappe au contrôle du peuple.

ARRÊTER LA DÉMOGRAPHIE GALOPANTE

L'on dit notre pays mieux loti que beaucoup d'autres du tiers monde. Mais, aussi favorisé qu'il soit par la nature – je ne parle pas des hommes, hélas! –, il ne possède que des ressources limitées. C'est pourquoi la démographie algérienne doit être

3. Rapport annuel de la Banque mondiale.

sagement planifiée. Il est du devoir de tout dirigeant d'être conscient de cette vérité.

L'emballement de notre taux d'accroissement démographique depuis l'indépendance – 3,8 % – représente un danger effrayant pour notre pays. Il annihile aussitôt tout effort de développement, car il est l'un des plus forts au monde. Toutes les réalisations socio-économiques ou culturelles, tous les sacrifices consentis pour l'éducation, aussi gigantesques soient-ils, seront dépassés si cette démographie débridée continue à submerger le pays.

Je n'ai pas été surpris de voir des hommes installés au pouvoir, par simple ambition, oublier de poser le problème démographique. Depuis l'indépendance, nous avons perdu de très précieuses années, de manière irréparable. Les années soixante furent en ce domaine celles de l'inconscience et du chloroforme. Les années soixante-dix, celles de la fuite en avant, à la suite d'une perception encore confuse d'un danger déjà présent. Les années quatre-vingt, celles de l'angoisse devant un problème devenu aveuglant et aujourd'hui presque insoluble. Car même si on définit maintenant une politique de compression démographique et qu'elle est appliquée, il faudra plusieurs générations pour modifier la tendance. Et pendant ce temps-là, la surchauffe du taux de croissance démographique continuera ses ravages.

La presse m'appprend que le président Chadli se préoccupe sérieusement de ce problème. Dieu fasse qu'il puisse réparer ce qui paraît déjà irréparable, car l'héritage est sur ce point, comme pour tant d'autres, très lourd...

On affirme habituellement que l'examen de ce problème nous introduit dans un cercle vicieux, d'où les pièges politiques ne sont pas absents. J'en suis conscient et je sais que l'Occident a perdu peu à

peu le sens des valeurs humaines pour le prix de son matérialisme, et que, repu, il trouve à bon compte dans la surpopulation du tiers monde les causes de la faim et de la malnutrition : misère et faim disparaîtraient de nos pays si nous pratiquions le malthusianisme démographique comme nous le conseille paternellement nos « amis » d'Occident.

Au contraire la cause fondamentale de la démographie galopante est et reste le sous-développement, il n'y a point d'autre vérité. Nous sommes prolifiques parce que nous sommes sous-développés et non pas sous-développés parce que prolifiques.

En 1975, à une conférence de l'O.N.U. sur la population, le délégué du Vatican rappelait, en mesurant ses paroles, que les « problèmes démographiques du monde sont davantage dus à l'égoïsme des riches qu'à la fécondité des pauvres ». Certes le sous-développement alimente la surpopulation. Toute politique de « dégraissage » démographique suppose un niveau culturel, économique, social, politique et mental suffisant pour qu'elle soit comprise, acceptée et appliquée correctement et sans traumatiser les croyances. Or il ne peut exister que dans un pays libéré d'une surpopulation démentielle. Voilà le cercle vicieux : pour se développer, il faut maîtriser la pression démographique, et pour la vaincre il faut être déjà développé.

L'Algérie n'est pas le pays des multitudes innombrables et faméliques d'Asie. Par rapport au tiers monde, elle est en assez bonne position économique, malgré l'exploitation coloniale et ses échecs depuis l'indépendance. De ce point de vue, on peut affirmer que l'Algérie est très proche non seulement géographiquement mais même économiquement des foyers de développement européens. De ce fait, elle n'est pas irrémédiablement cadenassée dans le cercle

vicieux que je viens de décrire. En d'autres termes, je crois mon pays capable, dans ses structures socioculturelles aussi bien que dans la mentalité de ses citoyens, d'affronter, les yeux ouverts, le grave problème démographique.

Quel est donc l'obstacle? On laisse dire que c'est l'islam. Voilà une infamie de plus contre une religion de tolérance et de progrès humain. L'*islam*, « la soumission à Dieu », religion de liberté, n'a jamais signifié *l'istislam*, c'est-à-dire la capitulation et la résignation. Le Coran ne prescrit pas de faire des enfants sans se préoccuper des conditions d'existence qu'on est en devoir de leur assurer. Jadis, on présentait complaisamment le musulman comme ligoté par le fatalisme.

A qui voudra-t-on faire croire qu'entre une famille de huit enfants sans éducation, sans logement décent et sans avenir et une autre de trois enfants, mieux nourris et mieux éduqués, l'islam préférerait la première et nous l'offrirait comme modèle?

Il ne s'agit pas, bien sûr, de prescrire un contrôle des naissances et un planning familial qui en viendraient à légitimer les interruptions de grossesse – c'est-à-dire des meurtres organisés. Il faut au contraire respecter la vie donnée par Dieu, en lui garantissant les conditions matérielles et morales pour son développement et son plein épanouissement. On doit préconiser un échelonnement des naissances, leur espacement planifié dans chaque foyer en fonction des moyens de chacun, de manière à briser la spirale infernale de la démographie galopante et de la course pour le bien-être moral et matériel. Dans les conditions actuelles, le bien-être relatif ne peut rattraper la procréation débridée et nous apercevons le résultat attristant de cette course désespérée, avec le délabrement physique et moral du pays, le désor-

dre matérialiste, le dérèglement de toute une société qui se clochardise.

Aux premiers temps de l'islam, un compagnon demanda au Prophète s'il était nécessaire, pour sa sécurité, d'attacher sa chamelle pour la nuit, ou de la recommander simplement à Dieu. Le Prophète répondit : « Attache-la et puis recommande-la à Dieu. » Le père de famille qui veut avoir des enfants doit d'abord prévoir les moyens d'assurer leur sécurité et ensuite les recommander à Dieu. Telle est la morale de l'islam.

L'ÉDUCATION NATIONALE

Le problème est d'un autre ordre. Le pouvoir a réalisé là un efffort très louable, et fait une grande promesse au pays – scolariser tous les enfants. Il a donné au peuple le goût de l'instruction. Mais dans un pays à la démographie galopante, l'offre reste en deçà de la demande, dans ce domaine comme dans tant d'autres.

A la rentrée scolaire de 1974, dans la seule ville d'Alger, on a dû faire face à 600 000 nouvelles inscriptions. Or aucune classe primaire n'a été construite. D'où le système illusoire de la double vacation (deux heures de classe le matin, deux heures l'après-midi) et dans certains quartiers, à forte densité scolaire, la triple vacation. D'où les horaires incompatibles avec un bon équilibre de l'enfant et une saine pédagogie.

Le retard dans la construction scolaire, toujours pour la wilaya d'Alger, est considérable. Pour l'enseignement primaire, il est de 978 classes et de 291 logements, sur 1 952 classes et 614 logements prévus dans le programme. Dans l'enseignement moyen, aucun C.E.M. nouveau n'a été construit depuis

l'année scolaire 1971-1972. Dans l'enseignement secondaire, sur trois lycées inscrits au premier Plan quadriennal, deux seulement ont reçu un commencement d'exécution. La suppression des écoles maternelles et des garderies d'enfants a aggravé la situation.

Quant à la qualité de l'enseignement, le bon instituteur d'autrefois s'est vu remplacé par un instituteur, un moniteur ou un instructeur d'un niveau inférieur. La formation pédagogique des uns et des autres est nettement insuffisante. De plus, les classes sont surchargées, avec 45 ou 50 élèves, et même davantage. D'autre part, la double vacation impose aux maîtres un supplément d'effort, et les élèves, eux, passent beaucoup de leur temps à courir de la maison à l'école et vice versa.

Avec de telles conditions de travail, il n'est pas possible de faire mieux et les résultats de fin d'année ne peuvent être que décevants. Pour l'entrée en sixième (1re année moyenne), les résultats furent pour 1975-1976 de 20 440 admis sur 49 332 inscrits, malgré le faible niveau des épreuves. Le nombre des non-admis augmente d'année en année. Ces jeunes, à cause de leur âge, ne sont recrutés nulle part, ils envahissent les escaliers d'immeubles, les places publiques, les rues, endroits des plus nocifs.

Dans les lycées, le passage dans le deuxième cycle pose des problèmes plus complexes. Officiellement, il se fait dans les conditions suivantes : 30 % des élèves, les meilleurs, sont admis à passer en seconde sur décision du conseil de classe. Les autres sont admis à passer selon le niveau scolaire, selon l'âge et surtout selon le nombre de places disponibles, ou redoublent. Les non-admis sont orientés vers la formation professionnelle, quand elle existe, mais 10 à 20 % sont rendus à leurs parents.

Qui s'étonnera alors de les retrouver sur les bancs

des tribunaux correctionnels? Dans le journal *El Moudjahid*, on relève des chiffres révélateurs, dans la rubrique « police » :

– Le 15-16 septembre 1974, sur 56 délits, 31 sont commis par des jeunes de moins de 22 ans.

– Le 6-7 octobre, sur 35 délits, 20 sont imputés à des jeunes de tout âge.

– Le 15 octobre 1974, sur 42 délits, 18 sont l'œuvre de cette même jeunesse.

Bien entendu, *El Moudjahid* ne peut pas tout dire. Il est là pour flatter le régime, non pour le critiquer et dire la vérité. Le rassemblement de ces jeunes, leur désœuvrement et le chômage constituent un grave danger : la délinquance pour aujourd'hui et le crime pour demain.

Si le gouvernement savait compter et s'il n'avait pas donné à son « socialisme » un caractère dogmatique et autoritaire, les sommes jetées par les fenêtres, en faveur d'une agriculture qui se refusait à jouer le jeu et pour faire face au train de vie fastueux de l'État, auraient été mieux employées dans les constructions scolaires et dans l'ouverture des cantines que la situation précaire de nos populations rend si nécessaires. Ces sommes gaspillées à tort et à travers pouvaient être utilisées au profit de notre enfance et de notre équipement.

UNE INFORMATION ORIENTÉE

L'information objective a été remplacée par les slogans et par une propagande mensongère. Le peuple est laissé dans l'ignorance la plus complète des événements, de leurs causes, de leurs répercussions. Les échecs sont présentés comme des réussites, la presse ne sait que vanter des succès imaginaires. Pour notre gouvernement tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes jusqu'au jour où un événement dramatique vient tout démentir. Pourquoi Boumedienne a-t-il détrôné Ben Bella? Pourquoi l'a-t-il tenu emprisonné? Nous ne le savons pas et nous ne le saurons jamais. Les dessous de l'affaire sont restés dans l'ombre et la vérité dans le puits. Pourquoi, à son tour, le colonel Zbiri est-il entré en conflit avec Boumedienne? L'opinion publique se contente d'échafauder des hypothèses sans pouvoir donner aux faits leur signification réelle. Qui a assassiné Khider à Madrid? Pourquoi notre gouvernement n'a-t-il pas exigé du gouvernement espagnol toute la lumière sur ce crime? Qui a tué Krim Belkacem à Francfort? Autant de questions qui restent sans réponse.

Ahmed Medeghri, ancien ministre, s'est « suicidé ». Qui a poussé ce jeune ministre, dynamique et travailleur, à mettre fin à ses jours? Il venait de recevoir M. Poniatowski, ministre de l'Intérieur du gouvernement français. Rien ne laissait présager sa fin prochaine, nous restons en plein mystère. Kaïd Ahmed a été, dans l'état-major de l'A.L.N., le bras droit de Boumedienne, durant la guerre de libération, son ministre des Finances durant plusieurs années et le responsable de l'appareil du Parti. Il a été présent le jour du coup d'État du 19 juin 1965. Quelles raisons l'ont poussé à abandonner son poste et à se réfugier à l'étranger? Pourquoi un autre homme de confiance du chef du gouvernement, Cherif Belkacem, a-t-il « démissionné » de son poste ministériel? Le peuple a droit à la vérité. L'information permet la connaissance. Un peuple mal, ou pas du tout, informé, dans un pays soumis au parti unique et à la censure, s'enferme dans un cercle de contrevérités grossières et finit par admettre l'inadmissible. On est en droit de se demander si, « au concept colonial » nourri de mensonges, ne s'est pas substitué un concept plus prodigue de contrevérités.

A deux reprises, depuis notre indépendance, nous sommes entrés en conflit avec un pays frère. Nos enfants meurent, dans un territoire lointain, sans que nous sachions exactement les causes de ce drame. Rien n'est plus affligeant qu'une guerre fratricide. Pourquoi et à quelle fin cette guerre a-t-elle été déclenchée? Elle a coûté 5 milliards par jour à l'Algérie.

Le pouvoir autoritaire dialogue avec lui-même. Dans les réunions que le chef du gouvernement tient avec ses ministres, la délibération se réduit au monologue. Il n'est permis à personne, à aucun ministre, d'interroger et encore moins de formuler des critiques. La règle est d'approuver.

LA JUSTICE

La justice est un facteur prioritaire de l'équilibre psychologique des peuples. Au lendemain de l'indépendance, grâce au volontariat des avocats et de nombreux autres auxiliaires de la justice, l'administration judiciaire a pu fonctionner d'une manière satisfaisante.

Depuis 1966, l'organisation judiciaire a été copiée sur l'organisation administrative. Il a été créé 15 cours d'appel et, depuis 1974, une trentaine d'autres cours. Le nombre des juridictions ne cesse de croître sans nécessité, alors que leurs activités ne cessent de diminuer comme l'a reconnu le ministre de la Justice dans son discours d'ouverture de l'année judiciaire 1976-1977. Cette situation paradoxale aboutit à un véritable gaspillage de deniers publics et de cadres.

Le prétexte pour justifier ce développement de l'appareil judiciaire est le désir de rapprocher la justice du justiciable. Cet objectif n'a pas été atteint.

En modifiant la compétence territoriale des tribunaux, on est allé à l'encontre du résultat recherché. Ainsi les justiciables de Tablat, par exemple, qui se rendaient à Blida ou à Alger, sont obligés désormais de comparaître devant le tribunal de Médéa. Aucune route directe ne les relie à ce chef-lieu de wilaya.

Les greffiers, devenus des fonctionnaires, ne délivrent qu'au compte-gouttes les documents et pièces demandés, les huissiers, supprimés, ont été remplacés par des agents du greffe. Il en résulte que les décisions de justice ne sont que rarement exécutées.

La nationalisation des études notariales ne s'explique pas davantage. Elle a entraîné le départ du personnel compétent et la fermeture de nombreuses études. Elle a paralysé les transactions et le travail du notaire. Les citoyens, ne parvenant plus à faire dresser leurs contrats, préfèrent établir des actes sous seing privé, au détriment du Trésor. Avant la réforme, les droits et taxes s'élevaient à plusieurs milliards d'anciens francs. A cette perte, il faut ajouter les dépenses de fonctionnement auxquelles l'État est désormais assujetti.

Dans son ensemble, le personnel judiciaire, mal rémunéré, se raréfie. Les nouveaux licenciés en droit préfèrent travailler dans les sociétés nationales plutôt que de devenir des magistrats. Quant à ceux qui entrent dans la magistrature, un certain nombre d'entre eux succombe à la corruption ou au découragement. Leur situation morale n'est guère plus brillante. Les nominations et l'avancement des magistrats sont fonction non point de la valeur professionnelle, mais de leur docilité ou des appuis dont ils peuvent bénéficier auprès de personnalités civiles ou militaires. Les décisions de justice, elles, sont rendues souvent sur instruction du ministère de la Justice ou sur intervention. La Chancellerie dispose, d'après la

loi, des magistrats du parquet. Mais, en plus, elle a dépouillé les magistrats du siège et de l'instruction, de leurs attributions légales, en les soumettant à diverses pressions.

Les droits de la défense ne sont pas mieux traités. Par une ordonnance du 26 septembre 1975, le ministre de la Justice mit le barreau sous sa tutelle. L'avocat ne peut plus dénoncer les abus, les violations de la loi et les scandales.

Ainsi le droit de la défense, un droit fondamental de l'homme, se trouve pratiquement supprimé en Algérie.

HORAIRES DE TRAVAIL ET REPOS HEBDOMADAIRE

Le changement du jour de repos hebdomadaire, celui des horaires de travail relèvent de la même extravagance que la suppression des halles centrales. Chacun sait qu'en pays musulman, la journée se passe au rythme des cinq prières : à l'aube *(fadjr)*, au milieu du jour *(dohr)*, au déclin du soleil *(asr)*, au coucher du soleil *(moghreb)*, à la nuit tombée *(icha)*.

Lorsqu'on avance l'heure de deux heures sur l'heure G.M.T., comme cela a été fait, la prière de 12 h tombe à 14 h 30, au moment où les croyants sont à leur travail. De même, en temps normal, la dernière prière de la journée se fait à 20 h 30 environ. Avec le changement d'horaire, il faut attendre 22 h 30 pour s'acquitter de son obligation. D'où l'impossibilité de dormir avant 23 h pour les vieillards et les ouvriers. Ce qui est catastrophique, surtout pour ceux qui doivent se lever tôt pour reprendre le travail. Avancer l'heure ne repose sur aucun impératif. Nous sommes au pays du soleil et de la lumière. Nous n'avons aucune économie d'éclairage à faire. Avec ce changement d'horaire on a voulu simplement et bêtement « singer » l'Europe sans raison et sans avantage.

En revanche, Boumedìene a voulu se singulariser de l'Europe pour le repos hebdomadaire. Celui-ci n'a pas été prévu par l'islam. Dieu n'a pas créé le monde en six jours pour se reposer le septième. La notion de repos et du temps n'existent pas lorsqu'il s'agit de l'Être éternel. Le vendredi, jour de prière en commun, est un jour comme les autres. Il est dit dans le Coran :

> O croyants! Quand est fait l'appel à l'office du jour de vendredi, alors pressez-vous à l'appel de Dieu et laissez tout négoce. C'est mieux pour vous, si vous savez.
>
> Puis, quand l'office est achevé, alors dispersez-vous sur terre et travaillez à gagner les biens matériels que Dieu donne par sa grâce et rappelez-vous Dieu souvent. Peut-être réussirez-vous [4].

De ce verset, il résulte que les musulmans travaillent le vendredi à l'exception de l'heure consacrée à la prière. Ce n'est donc pas un jour férié. Le repos hebdomadaire fixé au dimanche a ses avantages. Il permet au père de famille de consacrer ce jour-là aux siens, sans pour cela sacrifier le jour de prière en commun. Et comme nous sommes l' « Occident » du monde musulman et que nos relations avec l'Europe sont très importantes, nous avons cinq jours de la semaine à consacrer à ces relations, alors qu'en fixant au jeudi et au vendredi le repos hebdomadaire, il ne reste que trois jours francs, le lundi, le mardi et le mercredi, pour les échanges avec le monde européen.

Ce changement relève de la plus haute fantaisie et de la plus vulgaire démagogie. C'est une « imbécillité » qui s'ajoute à tant d'autres, commises par le pouvoir personnel.

4. Le Coran, sourate 62, « le vendredi », v. 9-10.

LA MÉDECINE GRATUITE

Cette mesure démagogique et coûteuse a été mise en pratique, il y a quelques années, avec la même improvisation que la révolution agraire. Nouvelle décision irréfléchie, elle n'apporte aucune solution rationnelle au problème posé et coûte cher au pays, sans profit pour personne. L'idée est certes généreuse et d'une grande portée sociale. Mais dans ce domaine ce n'est pas de générosité qu'il s'agit, mais de soins à donner aux malades dans les meilleures conditions possibles.

La médecine gratuite est conditionnée par trois facteurs : le malade, le médecin et l'hôpital. Le malade doit être discipliné et éduqué. Il ne doit pas surtout pas être un malade imaginaire qui vient encombrer les salles de consultations pour le plaisir de se faire examiner, de se faire délivrer une ordonnance et de repartir avec des médicaments qu'il n'utilisera peut-être pas. Ce phénomène est observé quotidiennement à l'hôpital Mustapha comme dans tous les hôpitaux grands ou petits du pays.

L'éducation du public doit être entreprise à partir de l'école pour l'enfant, et au moyen des mass media pour les adultes. Cette éducation aurait dû précéder la mise en application de la médecine gratuite. Le malade surtout aurait dû posséder la « carte médicale » pour l'empêcher de faire le tour des médecins et des hôpitaux, parfois pour échapper à son travail.

Cette médecine requiert un grand nombre de médecins. Elle est pratiquée dans les hôpitaux où le nombre de malades hospitalisés est effrayant, et dans les polycliniques où les consultants se bousculent. Avec la médecine gratuite, ces hôpitaux se sont transformés en « foires » à malades. Dans certains services, le malade demandant un rendez-vous pour

une simple consultation, doit attendre 6 à 8 mois. Dans de telles conditions un médecin consciencieux, quelle que soit sa bonne volonté, ne peut faire de la bonne médecine. La réforme est donc allée à l'encontre de l'intérêt du malade. Nous manquons d'hôpitaux, de dispensaires, de salles de visites. Nous manquons de personnel paramédical qualifié. Il en résulte que nos médecins n'ont jamais autant travaillé et que les malades n'ont jamais été aussi mal soignés.

A Pékin, les Chinois m'ont dit : « Faire moins et faire mieux. » Nous, nous voulons faire beaucoup à la fois, et très vite. Le résultat est que, comme l'on dit vulgairement, nous déplaçons beaucoup de vent, sans profit pour le pays, et nous ouvrons la porte à des pratiques anarchiques.

LE SCANDALE DES PHARMACIES SANS PHARMACIEN

A l'indépendance de l'Algérie, la majorité des pharmaciens français avaient quitté le pays, abandonnant leurs officines. Il nous fallait les rouvrir dans l'intérêt du public. Force nous a été de les confier aux préparateurs qui avaient été les auxiliaires des pharmaciens. Ces hommes étaient expérimentés et qualifiés. Mais de toute évidence cette mesure était une solution provisoire.

Entre-temps le gouvernement avait créé une société chargée de la commercialisation des produits pharmaceutiques : *la Pharmacie centrale algérienne*. Cet organisme devait pourvoir aux besoins en médicaments et en matériel médical des hôpitaux, des dispensaires et des pharmaciens. Qui trop embrasse, mal étreint. La Pharmacie centrale fut débordée et mise dans l'impossibilité d'assurer efficacement son

rôle. Sa gestion fut longtemps difficile, sinon catastrophique : détérioration de produits, gaspillage, mauvais choix de fournisseurs, etc.

En outre, la P.C.A. s'appropria les pharmacies déclarées « bien vacant ». Elle les exploita à son profit. Enfin, elle se mit à créer d'autres pharmacies dans les villes et villages mais sans pharmaciens. Certes, l'intention était louable : assurer la distribution des médicaments dans les coins les plus reculés du pays. Mais pourquoi en confier la gérance à de jeunes apprentis, parfois inexpérimentés, et qui surtout n'appréhendent pas leur rôle socio-éducatif dans le domaine de la santé publique, alors que nous possédons de nombreux pharmaciens sans officines?

Cette situation est scandaleuse. Contrairement à ce que pensent certains, le médicament n'est par un article d'épicerie. C'est un produit actif et dangereux. Il ne doit être manipulé que par des personnes qui en connaissent sa composition et son mode d'action. Le pharmacien a fait des études dans ce sens. Il peut dès lors conseiller efficacement le malade et parfois même le prescripteur. Faut-il rappeler que la plupart des laboratoires pharmaceutiques sont dirigés, dans le reste du monde, par des chimistes ou des pharmaciens?

La Faculté mixte de médecine et de pharmacie d'Alger forme environ 40 à 50 pharmaciens par an. Que deviennent-ils? Après le service national et le service civil, ils se heurtent à une concurrence déloyale de la Pharmacie centrale. Ils hésitent à s'installer. Ils entrent alors dans les sociétés nationales ou les hôpitaux, où ils sont mal utilisés. En effet, les pharmacies dites d'État sont ravitaillées en priorité alors que les pharmacies privées ne reçoivent que parcimonieusement leurs commandes. De plus, fiscalement, les agences de la Pharmacie centrale sont largement favorisées.

UNE DIPLOMATIE CONTRAIRE A NOS INTÉRÊTS

Au lendemain de notre indépendance, l'Algérie avait soulevé l'admiration de nos amis et même de nos adversaires. Son combat fut héroïque. Des encouragements et des marques de sympathie nous arrivaient de toutes parts.

Cette période fut de courte durée. La course au pouvoir, l'ostracisme, l'installation d'un régime totalitaire ont fait perdre à l'Algérie ses libertés et ses amis. Le pouvoir absolu enivre. On connaît le mot de Louis XIV : « Quand on peut tout ce que l'on veut, il est difficile de vouloir ce que l'on doit. » Le devoir de nos dirigeants n'était-il pas de respecter le sang encore chaud de nos chouhada? N'était-il pas de promouvoir une Algérie nouvelle, entretenant de bons rapports de voisinage et fidèle à la communauté maghrébine? Le Maghreb uni n'a-t-il pas été un objectif fondamental du F.L.N.?

Depuis 1962, il n'en a rien été. Nous sommes devenus les amis des États communistes et les ennemis de nos voisins, Fidel Castro étant notre « cousin ». Ainsi se développa notre dépendance vis-à-vis des États de l'Est et particulièrement de Moscou. Très vite, le pouvoir tourna le dos à la solidarité historique du Maghreb. Le monde arabe qui doit faire face depuis 33 ans au tragique problème palestinien en connaît désormais un autre, celui du Sahara occidental. Ce poignard planté dans le dos de la communauté maghrébine est la plus scandaleuse des aventures. C'est un crime perpétré contre l'unité et la paix nord-africaines.

La décolonisation dans le Sud aurait dû se faire dans les mêmes conditions que dans le Nord. Il n'y a

de vraie grandeur pour nous et pour nos voisins que dans l'unité du Maghreb. Multiplier les États ne sera jamais un remède efficace à nos maux. Et encore moins faire la guerre et nous entretuer.

Par ses contradictions flagrantes, la diplomatie de Boumediene fait scandale. Le respect du principe des « nationalités » est à sens unique. Nous l'avons vu, il y a quelques années, réconcilier l'Irak et l'Iran sur le dos des Kurdes. Or, les Kurdes, s'ils sont musulmans, ne sont pas pour autant des Arabes ou des Iraniens. Leur nationalisme peut se justifier. Boumediene a donc trahi leur droit au respect de la personnalité. Et il le réclame pour des Maghrébins semblables à d'autres Maghrébins. Même comportement vis-à-vis de la Somalie lorsque cette dernière a tenté de récupérer une province somalienne, de sang, de langue, de religion. Boumediene n'a dit mot pour ne pas peiner l'impérialisme russe et éthiopien. Pas davantage il n'a condamné l'intervention étrangère dans l'affaire de l'Angola. Enfin, quand le Pakistan oriental, séparé par 1 700 km du Pakistan occidental, demanda, par la voie du suffrage universel, son droit à l'autonomie interne, Boumediene se rangea du côté du Pakistan occidental pour la lui refuser.

Qu'est-ce à dire? On réclame l'autodétermination pour les Sahraouis et on le refuse pour le Bangladesh? Nous sommes en pleine politique de Gribouille. Et que dire de son silence sur le problème de l'Érythrée? L'impérialisme éthiopien devient légitime, dès lors qu'il reçoit la bénédiction de Moscou et de Cuba. Dans ce cas particulier, la position de l'U.R.S.S., hier aux côtés des Érythréens, est caractéristique de la subordination des droits des gens aux intérêts particuliers de l'idéologie des grands.

Dans les problèmes du Moyen-Orient, l'attitude de Boumediene manque, pour le moins, de sérieux et de modestie. Nous n'avons pas de leçons à donner au

président Sadate, à la Syrie, à la Jordanie, aux Palestiniens. Le problème de la Palestine est avant tout celui des Palestiniens. Nous sommes certes solidaires de leur cause, mais n'avons pas le droit de leur dicter leur conduite.

Et quand Boumediene a attisé un incendie au Maghreb, qu'il a fait tuer des Algériens pour une cause qui n'est pas la leur, qu'une partie de nos richesses se sont envolées en fumée dans les sables du Sahara, comment a-t-il pu parler de l'unité de la « nation arabe », alors qu'il n'a pas été capable d'œuvrer pour faire l'unité du Maghreb?

Il veut, semble-t-il, dans la question du Sahara occidental, soutenir le droit à l'autodétermintion d'une population. Il est permis de lui demander de respecter, d'abord, ce droit chez les Algériens eux-mêmes, auxquels il n'a pas donné l'occasion de se déterminer sur les « options » de leur pays, auxquels on a refusé la liberté de choisir démocratiquement leur régime et qui n'ont même pas le droit d'expression ni de réunion. Comment Boumediene peut-il dans ces conditions se poser en champion de la liberté des peuples?

Lorsqu'on exerce chez soi un pouvoir absolu, il est indécent de se poser en champion de la liberté chez le voisin. Quand un système politique échoue lamentablement et qu'il mène tout le pays aux pires difficultés, les dirigeants remplacent l'analyse objective par le bluff.

Où sont donc les acquis de la révolution? Guerre à notre frontière, fiasco économique, fiasco social, fiasco politique, fiasco diplomatique. L'échec est total et dans tous les domaines. L'Algérie de Boumediene, à l'exemple de la grenouille de la fable qui se veut aussi grosse que le bœuf, se nourrit et s'enfle de

bourrages de crâne et de slogans. Le mensonge finit par la tuer.

Alors sur ces cendres doit renaître *l'Algérie réelle*, celle des chouhada, celle d'un peuple avide de savoir et de liberté. Un peuple fondamentalement attaché à la spiritualité de l'islam et à son concept social. Un peuple qui aspire à ne plus courber l'échine pour gagner son pain. Certes, la faim est une déchéance, une calamité, mais l'humiliation en est une autre.

Si après sa guerre de libération, notre peuple, qui fut vaillant et courageux, n'a pas acquis la possibilité de rompre avec la « servilité » et le droit de vivre selon ses propres options, si ce peuple s'est laissé devenir la proie des imposteurs et des parasites qui vivent sur son dos, cela signifie-t-il qu'il est prédestiné à vivre sous le joug? Est-ce là une malédiction qui pèse sur nous depuis la haute Antiquité? Et même si cette malédiction était réelle, devrait-on se résigner à l'accepter sans réagir? Ce n'est pas dans notre nature.

Alors agissons comme si nous étions dans ce monde pour vivre libres. La loi du plus fort est toujours provisoire. Interrogeons-nous. Après une aventure qui dure depuis 1962, le provisoire demeure encore. L'avènement du président Chadli Bendjedid est-il le commencement d'une ère nouvelle? Pourra-t-il effacer les erreurs de ses deux prédécesseurs? Est-il une promesse et une espérance?

L'histoire des prochaines années nous le dira.

V

DÉMENCE ET « INFAILLIBILITÉ » DU POUVOIR PERSONNEL

Quand Ben Bella explique ses erreurs

En révolution le pouvoir reste toujours aux mains des plus scélérats...

GEORGES DANTON.

Restituer aux faits leurs dimensions humaines implique la référence aux principaux témoins : donner à ces derniers la parole, c'est permettre à ceux qui ont fait l'histoire de la dire.

SLIMANE CHEIKH
(recteur de l'université d'Alger).

L'arbitraire, la bureaucratie, le gaspillage, le népotisme sont la maladie pernicieuse des peuples sous-développés et particulièrement de ceux qui sont soumis au parti unique. Quand cette maladie atteint un pays, elle le submerge et finit par gangrener tout le corps social. Cette maladie a été inoculée à notre glorieux pays par Ben Bella et aggravée par Boumediene.

La mystification dont l'Algérie a été victime a pour origine le prétendu congrès du C.N.R.A., réuni en juin 1962, à Tripoli, après les accords d'Évian. En abordant, par calcul, des problèmes qui n'étaient plus de leur ressort et en adoptant une orientation et une

pseudo-charte, les congressistes, à peine une soixantaine, où figuraient plus de prétentieux que d'honnêtes hommes, ont frustré le peuple de sa victoire en ignorant ses droits, ses souffrances et ses sacrifices.

Les prétentieux dont je parle, aussi incompétents qu'ambitieux, voulurent assurer leur avenir et se réserver des places. Certains de nos colonels – ceux que le regretté Abane traitait de simples assassins – et quelques congressistes caressaient le rêve de devenir des hommes d'État sans passer par la caution du peuple. Ce dernier, qui avait supporté tout le poids de la guerre, se trouva piégé avant même d'accéder à l'indépendance.

Si ce peuple tarde encore à ouvrir les yeux sur cette usurpation, à dénoncer et briser les idoles, c'est parce que dans les pays sous-développés la *légitimité* du pouvoir reste une notion abstraite. N'importe qui peut faire n'importe quoi. Il peut même se proclamer empereur et régner sur le pays. Bokassa l'a fait. D'autres pouvaient le faire. J'ai souvenance d'un article de *L'Écho d'Alger* en 1925 au moment où la France s'installa en Syrie. Le journaliste disait que si, à Damas, on arrêtait un homme de la rue, et qu'on lui demandait quel était le régime de son choix : monarchie ou République, il répondait sans hésiter : la monarchie... Et si on lui demandait : « Où prendre le roi? » Il répondait aussi sans hésiter : « Moi. »

De fait, les musulmans en général et les Arabes en particulier, soumis depuis des siècles au régime du sultanat, ont perdu le sens de la démocratie et l'intérêt pour la délibération. En Algérie, cependant, les notions démocratiques préexistaient dans nos *djemâas*[1]. Chez un grand nombre d'entre nous, elles commençaient à entrer dans nos mœurs, inspirées par les principes enseignés dans les écoles. Et cela

1. *Djemâa* : conseil des sages du village.

d'autant plus que les féodalités « indigènes » qui se partageaient le pays furent éliminées par la colonisation française. Durant un siècle d'occupation, on assista au phénomène d'un nivellement par le bas. Les chefs de tribus disparurent. La société algérienne mutilée et brisée donna naissance à une multitude de petites gens accrochés désespérément à la terre. Avec les intellectuels qui les guidaient, ils relevèrent le gant et s'attaquèrent, en 1954, au régime colonial. En général leur formation, comme je l'ai expliqué, était fondée sur la liberté et l'égalité des hommes.

Bien que mascarades, les nombreuses consultations électorales, depuis la loi de 1919, familiarisèrent un grand nombre d'Algériens au jeu du libre choix des représentants. Il est vrai, cependant, que chez nos paysans le culte du « guide » restait, par atavisme, une notion concrète. Mais le « guide » n'est pas le « maître ».

C'est pourquoi, à l'indépendance, en 1962, l'absence d'une forte « conscience publique » permit toutes les aventures. La nôtre commença le jour où Ben Bella se refusa à procéder à des élections libres d'où pouvaient sortir des forces populaires nouvelles et des hommes nouveaux. Il préféra s'armer du parti unique et se contenter de l'appui de l'armée des frontières, pendant que ses partisans se jetaient comme des vautours sur les biens abandonnés par les colons. Les vrais démocrates furent éliminés et écartés du pouvoir, jour après jour. L'État manqua d'assises populaires et démocratiques. Et le jour où Ben Bella fut arbitrairement arrêté, il ne trouva personne pour le défendre, protester, prendre son parti, ni même le plaindre.

Le nouveau « monarque », malgré l'engagement pris devant ceux qui le portèrent au pouvoir, ne respecta pas davantage les règles de la démocratie. Il ne fut même pas conscient de sa trahison et du

mauvais exemple qu'il venait de donner au pays. En violant la Constitution à laquelle il avait participé, il s'est mis au-dessus de la loi. Détail aggravant, il fit de son coup d'État une date historique comme s'il invitait ses administrés à recourir au même procédé pour se débarrasser des hommes en place. Quel contraste avec l'empereur Napoléon, parce qu'il était un génie, passa toute sa vie à faire oublier le 18 Brumaire [2].

Le « bonapartisme »,de Boumediene, sans génie et sans gloire, eut des conséquences graves. Il donna naissance chez les militaires à des « maréchaux d'Empire » et chez les civils à des « barons » du régime. La démocratie, au lieu d'avancer, recula. Les droits de l'homme, la dignité du citoyen furent emportés par le vent de l'Est.

Notre peuple ne méritait-il pas un autre destin que le passage du culte de Ben Bella à celui de Boumediene? Ne méritait-il pas de récupérer sa liberté et sa dignité? Du temps de la colonisation, ce peuple a pu et su très souvent exprimer sa volonté. Il a su notamment utiliser le bulletin de vote. S'il y a eu des élus U.D.M.A. et M.T.L.D. dans diverses assemblées, nous le devons à sa clairvoyance. Le recours en 1948 aux élections frauduleuses à la Naegelen, est, en un sens, un hommage qui lui fut rendu et un témoignage de son courage et de sa détermination à choisir librement ses représentants, malgré toutes les sortes de pressions qui s'exerçaient contre lui. Cela est si vrai que, en avril 1955, alors que le pays était en guerre, les élections aux conseils généraux confirmeront la volonté de votre peuple de vivre libre. L'U.D.M.A. avait reçu le feu vert du F.L.N. pour présenter des candidats et exposer le processus qui

2. Jour du coup d'État du général Bonaparte contre le Directoire, auquel succéda le Consulat puis l'Empire.

nous a conduits à recourir à la violence. Partout les candidats de notre parti furent élus malgré la présence de l'armée et le soutien de l'administration à ses propres candidats. Furent élus : Ali Benadelmoumene à El Kseur; Mostefaï, sénateur, à Colbert, le Dr Ahmed Benabid, le futur médecin du colonel Amirouche et de la Wilaya III, à Bordj Bou Arreridj; Seddik Benhabyles à Fedj Mzala; Abdelkrim Nouri à Souk Ahras; El-Hadi Djemame à Jijel. Seul le siège des Aurès, là où la guerre avait empêché le déroulement normal des élections, avait été attribué à un candidat administratif. Ce succès de nos candidats était un test. Il indiquait clairement les aspirations de notre peuple. Est-il nécessaire d'indiquer que tous nos élus partageaient les options du F.L.N.?

Après la guerre, au cours de laquelle il a fait preuve de beaucoup de courage, après sa glorieuse victoire, voilà ce peuple retombé au rang de « peuple mineur », incapable de gérer sainement son patrimoine national et de construire librement un État. Ce peuple « enfant » a vécu terrorisé, comme s'il avait des parents indignes.

Je voudrais dire à mon tour que vivre, c'est s'instruire et s'armer pour mieux lutter. L'indifférence est sœur de la mort. Rien n'est plus méritoire que de dénoncer le Mal et de le combattre. Il ne sert à rien d'accumuler des diplômes, de bâtir des villas et des châteaux, si la majorité de nous-même demeure dans des taudis et vit de privations.

Pour nous donner bonne conscience, ne tournons pas si vite la page de la colonisation et celle de la guerre. La colonisation comme la guerre ont laissé chez les plus humbles d'entre nous des plaies ouvertes qu'il nous faut guérir. Pour pouvoir le faire, faut-il encore parler, discuter, écrire et ouvrir la voie aux bons remèdes et à la guérison. Nos premiers dirigeants ont abusé de notre silence.

Je ne nie pas les difficultés de la tâche mais encore fallait-il aborder nos problèmes avec sérieux, et surtout à la lumière de l'intérêt général. La grande majorité des Français avait quitté le pays. L'Algérie était privée de cadres aussi bien sur le plan économique qu'administratif. Il nous était impossible de remplir ce vide par des illettrés sans saboter le pays tout entier. Nous étions pressés. Raison de plus pour « aller doucement » et nous donner le temps de former de nouveaux cadres valables, avant d'élargir le terrain de notre action.

Après l'O.A.S., Ben Bella donna le coup de grâce aux cadres français pour les remplacer par des coopérants venus de l'Est à la recherche d'un bon salaire, du soleil et de la liberté, dont ils étaient sevrés chez eux. Ces coopérants ne connaissaient pas nos problèmes. Dans beaucoup de secteurs ils furent incompétents et souvent plus racistes que les colons.

J'ai tiré la sonnette d'alarme et j'ai conseillé à Ben Bella de sauvegarder l'intérêt de tous avant de satisfaire des intérêts personnels. En 1980 j'ai rappelé ma position, à l'égard des Français d'Algérie, dans un livre[3]. Certains de mes compatriotes m'en ont fait, amicalement, le reproche. Me suis-je donc trompé en recommandant de tourner le dos aux rancœurs et aux ressentiments, et de ne penser qu'à la transformation progressive du pays?

Alors que j'étais président de l'Assemblée nationale constituante, j'ai reçu la visite d'un colon de l'Oranie, M. L... Il me déclara : « J'ai créé un beau domaine planté d'orangers, d'oliviers et de vigne. Une partie est réservée à la production du lait. J'aime ce domaine comme si la terre m'avait donné un enfant. La question d'argent ne se pose plus pour moi. Je veux seulement que mon domaine ne meure pas. Laissez-moi encore dix ans, le temps de former un personnel capable de le gérer et ensuite je partirai. » Sa proposition me parut digne d'intérêt et j'ai tenu à en parler au président du Conseil. Ben Bella refusa de le recevoir sous prétexte que sa proposition n'était pas conforme à l'idéologie socialiste. Le colon quitta le pays et son domaine tomba en ruine au détriment des ouvriers et de l'Algérie.

3. *Autopsie d'une guerre – l'Aurore*, Paris, Garnier.

Tout le long de mon itinéraire politique, j'ai pensé et agi en fonction de l'intérêt général et particulièrement des intérêts des pauvres gens, de ceux qui ne pouvaient se défendre par leurs propres moyens. A l'époque de ma jeunesse, quand nous étions quelques-uns à nous battre contre le racisme colonial, beaucoup d'intellectuels musulmans étaient plus attentifs à leur carrière et à leur avancement qu'aux problèmes sociaux, politiques et humains que posait la colonisation. Dans l'Algérie indépendante, on retrouve cette même catégorie d'intellectuels. De même qu'ils ne se sont pas opposés au régime colonial, ils ne s'opposent pas davantage à la « dictature stalinienne », introduite chez nous par deux ambitieux sans gloire et se permettent de critiquer notre passé!

J'ai sous les yeux un manuel scolaire. Ce manuel reprend ce que j'ai écrit en 1936, pour le déformer. Bien mieux, on me rapporte que des enseignants arabisants osent enseigner à leurs élèves que Ferhat Abbas n'a pas combattu le régime colonial. Pourquoi s'indigner? Le régime colonial avait ses « indigènes de service ». Le pouvoir stalinien a ses « laquais » et ses « plumitifs ».

Récemment un de nos ministres de la Culture, en visite en Turquie, rappelait ce que j'avais écrit à l'époque où je croisais le fer avec les tenants du

régime colonial. Ce ministre ignorait certainement nos conditions de lutte à une époque où lui-même se taisait. Et puisqu'il a voulu remuer les cendres du passé, je veux bien lui répondre; il est exact que pour défendre notre droit à l'égalité avec les Français d'Algérie, j'ai écrit que la « patrie territoriale » était une notion étrangère à l'islam. Et par voie de conséquence à l'Algérie musulmane.

Chacun de nous connaît le mot de Danton : « On n'emporte pas la terre de la patrie à la semelle de ses souliers. » En Islam, cette patrie territoriale n'existe pas. Dans le monde musulman, on emporte « la terre de sa patrie à la semelle de ses souliers », parce que cette patrie est spiritualité, culture et civilisation. Elle n'a point de frontière et ne reconnaît ni race ni territoire. Partout où le muezzin appelle les croyants à la prière, le musulman est chez lui.

A l'époque de la grandeur de l'islam, un musulman pouvait se rendre de Cordoue à Bagdad sans autre passeport que sa foi. Le prophète condamne la référence au territoire, en nous disant : « Apprenez vos généalogies et ne dites pas comme les Nazaréens, qui, lorsqu'on leur demande d'où ils sont, répondent de tel village. » Et la vie d'un homme illustre comme Ibn Khaldun est un témoignage vivant de l'universalité de l'islam. Né à Tunis, il a été ministre à Damas, homme d'État au Caire, ministre à Tunis, conseiller royal à Tlemcen. Où est sa patrie au sens territorial du terme? Elle n'est nulle part et partout. Elle se situe là où est *El-Ouma El Islamia*. Ai-je donc tort d'être musulman autant qu'Algérien?

Certes le monde musulman s'est modifié au contact de l'Europe coloniale. Agressé de toutes parts, il a perdu ses vertus premières. Il s'est hérissé, lui aussi, de frontières, souvent infranchissables. Mais ce changement ne constitue pas un progrès sur le passé, il est

une régression et particulièrement lorsque l'on pense à l'Unité du Grand Maghreb.

Dans le même article j'ai employé aussi cette phrase : « La France, c'est moi ». Les gens de mauvaise foi et ceux qui ne connaissent pas les nuances de la langue française ont donné de mon article une interprétation très éloignée de la vérité.

Pour que le lecteur soit juge de ma pensée et de mon écrit, voici le passage incriminé :

> Six millions de musulmans vivent sur cette terre devenue depuis cent ans française, logés dans des taudis, pieds nus, sans vêtements et sans pain. De cette multitude d'affamés, nous, nous voulons faire une société moderne par l'école, la défense du paysannat, l'assistance sociale.
>
> Est-il d'autre politique coloniale plus féconde? Ne l'oublions pas, sans l'émancipation des indigènes il n'y a pas d'Algérie française durable. La France, c'est moi, parce que moi je suis le nombre, je suis le soldat, je suis l'ouvrier, je suis l'artisan, je suis le consommateur. Écarter ma collaboration, mon bien-être et mon tribut à l'œuvre commune est une hérésie grossière [4].

Il était donc facile de comprendre que le « moi » en question ne m'était pas personnel. C'était un « moi » collectif. J'ai simplement dit que si le peuple algérien ne se reconnaissait pas dans l'œuvre de la France, elle resterait précaire et fragile.

Ai-je donc trahi l'islam et les intérêts de notre pays en apostrophant en ces termes le journal *Le Temps*? Il faut croire que j'avais raison puisque l' « Algérie française », édifiée par les colons, sans nous et au mépris des intérêts de notre peuple, ne résista pas au temps. Les tenants de l' « Algérie française » n'ont

4. Journal *Entente* du 23 février 1936. Réponse au journal *Le Temps*.

pas été en mesure de maîtriser le futur. Ils étaient si dominateurs qu'ils se sont enfermés dans leur domination. Ils vivaient au milieu de nous sans nous voir. Sourds et aveugles, ils n'ont pas entendu ni perçu cette immense clameur qui montait des entrailles de la terre des ancêtres pour réclamer justice et liberté. Ils ont cru qu'ils nous avaient domestiqués pour des siècles. Leur seule réponse à nos appels étaient le gendarme et la répression. Ils ont fermé les yeux sur l'essentiel et surtout manqué de prévoyance. C'est dans ces conditions et malgré nos avertissements que la vague de fond du 1er novembre 1954 les surprit et les submergea. Ils durent quitter le pays.

Ben Bella ne fut pas plus clairvoyant. Comme les colons, il a voulu mettre l'islam « sous cloche » et ignorer les droits de l'homme. Et à son tour, il dut s'en aller. Qu'a-t-il laissé de son héritage sinon un arrière-goût de cendres comme si, à partir de 1962, un nouvel incendie avait détruit notre pays? C'est dans ces conditions que l'avènement du président Chadli Bendjedid a été considéré comme un bol d'oxygène pour le pays. Et chacun sait qu'une de ses premières mesures a été la libération de Ben Khedda, de Cheikh Kheireddine et de Hocine Lahoual. Il fit rétablir des passeports diplomatiques pour Ben Khedda et pour moi-même. Il se préoccupa aussi du sort de Ben Bella. Il le tira du cachot où Boumediene l'avait laissé moisir.

Dans un premier temps il lui permit de s'installer à M'Sila chez ses beaux-parents. Quand il fut revenu à Alger, il le traita comme un ancien chef d'État. Il lui attribua un logement, lui accorda le droit à une pension et lui fit remettre, à lui et à son épouse, des passeports diplomatiques.

Le président Chadli Bendjedid a fait mieux. Il a supprimé l'autorisation de sortie pour les Algériens qui voyagent hors du territoire national. Une tracasserie de moins pour nos compatriotes. Les fellahs et les dirigeants des fermes autogérées commercialisent, désormais, leurs récoltes sous leur propre responsabilité. Le pays est déjà mieux ravitaillé.

Les relations avec la France se sont améliorées. Et ce n'est pas peu de chose, lorsqu'on pense qu'un million des nôtres vivent de l'autre côté de la Méditerranée. En dehors des relations économiques qui lient les deux pays, une sorte de greffe humaine s'est opérée, à tel point que Français et Algériens se trouvent simultanément chez eux en France et en Algérie.

En ce qui concerne le parti unique, le président innova. Du temps de Ben Bella et de Boumediene qui, eux, s'en réclamaient constamment, ce parti était resté à l'état de fantôme. Ce qui leur a permis d'exercer un pouvoir absolu, sans contrôle. Le président a donné vie au Parti, en créant un nouveau Comité central du F.L.N. et un Bureau politique. Ces deux organismes se réunissent et délibèrent. Aidé par Cherif Messaadia, membre du Bureau politique et responsable du Parti, le président a fait un grand pas vers la consultation démocratique.

Le peuple souhaite que le président aille plus loin et rétablisse les libertés essentielles de l'homme. L'Algérie ne se portera que mieux et le parti qui gouvernera sera issu de la volonté générale.

Cette démocratisation ne sera pas facile. La bureaucratie – la *nomenklatura*, disent les Russes – qui s'est installée arbitrairement aux leviers de commande depuis vingt-deux ans ne voudra pas être contrôlée ni céder la place. Elle refusera toute réforme et tout changement profond jusqu'au jour où le drame frappera de nouveau à notre porte. Ce nouveau drame n'est pas souhaitable. Mais il deviendra une fatalité de notre histoire si notre peuple continue à subir un régime totalitaire auquel il reste étranger. La véritable révolution algérienne consiste

à libérer les masses populaires et à leur confier les responsabilités qui sont les leurs et celles de tout citoyen à part entière.

A l'heure actuelle le président Chadli tente de donner un cours nouveau à la politique. Déjà il renoue de bonnes relations avec la Tunisie et le Maroc. Il reprend à son compte les décisions adoptées, en 1958, par le F.L.N. aux conférences de Tanger et de Tunis. La sagesse de notre président est à la hauteur de ses responsabilités.

En 1963, en tant que président de l'Assemblée nationale constituante, j'avais conseillé à Ben Bella la création d'une Assemblée consultative maghrébine, composée de députés libyens, tunisiens, algériens, marocains et mauritaniens. Cette Assemblée pouvait délibérer sur les problèmes communs aux cinq pays du Maghreb. Ben Bella écarta ma proposition. En ce temps-là il préférait l'amitié de Fidel Castro à la création du Grand Maghreb. Il tourna le dos au Maroc et à la Tunisie, traitant le président Bourguiba de « bourgeois » vendu aux Américains.

Sans doute les mesures prises par le président Chadli Bendjedid laissèrent-elles indifférent Ben Bella. Libéré, dans un premier temps, il sembla réaliser ses erreurs premières. Il se rendit chez le président Ben Khedda et lui demanda de pardonner le comportement qu'il eut à son égard. Il se rendit également aux lieux saints de l'islam et fit son premier pèlerinage. Devoir qu'il s'était bien gardé de faire au temps où il était à la tête de l'État et qu'il frayait avec Moscou et Cuba. Il présenta des excuses aux Saoudiens pour les propos malveillants qu'il avait tenus contre eux, en 1962, en présence du président Gamal Abdel Nasser, en visite à Alger.

A toute erreur, miséricorde! Nous avons pensé que les quatorze années de détention avaient contribué à infléchir son orientation politique et idéologique. Les

interviews données à Patrice Barrat des *Nouvelles littéraires*, à Daniel Junqua et Paul Balta du journal *Le Monde*, celle confiée au journal *Le Matin* le laissaient présager.

Ben Bella s'est rendu ensuite à Paris. En découvrant la vraie France, il a été ému de son accueil. Nous n'en attendions pas moins des Français et nous en avons été heureux. Il a dénoncé ensuite les méfaits du parti unique qu'il avait pourtant instauré lui-même en Algérie. Il a réclamé, pour l'opposition, le droit de s'exprimer. Son nationalisme, a-t-il dit, ne fut « qu'un bouclier opposé au colonialisme français », mais au fond de lui-même, il répudie le nationalisme. Il croit en l'islam plus qu'au socialisme qu'il « considère sans avenir ». Il a conseillé le dialogue et la réconciliation de l'État d'Israël avec les Palestiniens et enfin a préconisé le pardon au M.N.A. et aux Algériens anciens harkis.

Personnellement j'applaudis volontiers à cette autocritique, même si elle est tardive. Ben Bella condamne aujourd'hui ce qu'il a adoré hier et adore ce qu'il a condamné. A la suite de son autocritique et de ses nouvelles positions, deux de ses anciens proches collaborateurs, tous deux de tendance marxiste, Mohamed Harbi et Hocine Zahouane, se sont émus et lui ont adressé, le 5 juillet 1981, une lettre ouverte où ils disent notamment :

> N'avez-vous pas déclaré au journaliste du *Matin* qui vous posait la question, que le « socialisme est une idéologie sans avenir ». Mais que racontez-vous Si Ahmed? Que s'est-il donc passé? Quoi qu'il en soit, le résultat est là : il paraît nécessaire dans votre stratégie actuelle de faire silence sur votre aspect « gauchiste » et au contraire de dialoguer avec cet « intégrisme » religieux qui envoûte aujourd'hui les masses en mal de justice sociale.

Que Harbi et Zahouane se soient fait, sur l'homme, autant d'illusions que moi-même, il n'y a rien d'étonnant. Il est bien vrai qu'en sortant de son tragique isolement, l'ancien président de la République algérienne parle de l'islam et de la liberté en des termes nouveaux.

Nous avons alors pensé qu'il avait fini par mesurer la dimension des erreurs commises alors qu'il détenait tous les pouvoirs. En instituant le parti unique et en prônant un socialisme sans liberté, il avait fait du stalinisme. Du même coup il avait paralysé les forces populaires montantes. Il s'était ainsi privé du seul appui solide sur lequel pouvaient reposer et son autorité et le devenir de l'Algérie. En refusant la coopération avec les vrais représentants du peuple, il s'était lui-même condamné à l'isolement et était devenu une proie facile pour ses adversaires.

Mais le journal *Sans frontière* du 26 mars 1982 nous a montré l'ancien chef d'État tel qu'il a toujours été. L'image du musulman magnanime qu'il veut donner de lui-même n'est pas crédible. Il veut pardonner à tout le monde, entre autres aux harkis, mais il n'oublie pas, en revanche, de réserver sa hargne à certains anciens combattants du F.L.N. qui menèrent le même combat que lui, sans nourrir les mêmes ambitions. Il leur attribue surtout la cause de ses échecs.

Nous admettons volontiers que Ben Bella puisse se considérer comme un « César » déchu. Mais il aurait dû alors, à l'exemple de l'empereur Auguste, « rentrer en lui-même » pour découvrir les causes de ses déboires. C'eût été plus respectable que d'insulter les morts, à commencer par Abane Ramdane, qui a eu le grand mérite d'organiser rationnellement notre insurrection en lui donnant l'homogénéité, la coordination et les assises populaires qui lui étaient nécessaires et

qui ont assuré la victoire. Pour Ben Bella, cette base populaire fut une erreur. Il écrit :

> Eh bien! Ferhat Abbas a été propulsé avec Boumendjel, et avec Francis, ainsi que toute une équipe, ainsi que le courant centraliste qui était opposé à Messali. Je crois que ce courant était dangereux. Entre les deux mon choix a été fait, j'étais pour le courant messaliste. Tant que j'avais l'espoir que Messali viendrait avec nous pour faire la révolution. Or ils se sont trouvés en masse au sein des organismes dirigeants et c'est justement eux qui sont allés faire la paix avec les Français.
> Parce que Abane n'a jamais fait partie de l'O.S. (Organisation spéciale), parce qu'il n'a jamais participé à un comité central, il n'a trouvé rien de mieux à faire que de faire venir la « racaille », je dis bien la « racaille », politique, je n'ai pas d'autres mots à dire, tous les réformistes. Voilà, pour moi, la faute d'Abane.

Soit! Nous sommes de la « racaille ». Ben Bella, seul, est grand seigneur. Il est bien déplorable qu'un ancien chef d'État, faute d'envergure morale et politique, en arrive à sombrer, ainsi, dans la vulgarité. Je vais cependant tenter de répondre à un réquisitoire inspiré par le souvenir obsessionnel de sa déchéance.

– Il prétend qu'il a été pressenti pour revenir au pouvoir. Qui a pu le solliciter pour ce retour? Il doit savoir qu'il est définitivement éliminé. L'Algérie ne reviendra plus en arrière, aux années 1962-1965, à l'époque où Ben Bella, par ses positions outrancières, ses extravagances, a permis le coup d'État de Boumediene. Si, en ces temps-là, il avait eu la sagesse et le bon sens politique de grouper autour de lui ses compagnons de route, les Boudiaf, les Aït Ahmed, les Krim, les Bitat, et d'autres hommes connus du

peuple, Boumediene, cet inconnu des Algériens, n'aurait pas osé tenter son coup d'État. Aujourd'hui il est trop tard.

– Le cas de Messali et du M.N.A. soulevé ici par Ben Bella mérite d'être mentionné. Qui ne connaît Messali en Algérie? En tant qu'homme, il a été courageux et tenace. Politiquement, sa première formation a été communiste. Ses analyses, au début, faisaient référence à cette doctrine. Mais il a vite abandonné le marxisme pour l'idéal arabo-islamique. En 1943, il était au bagne de Lambèse. J'ai obtenu sa libération en exigeant qu'il soit entendu par la Commission des réformes créée par le gouverneur général Peyrouton, à la suite de la publication du « Manifeste du peuple algérien ». En sortant du bagne, il a passé sa première nuit d'homme libre dans mon appartement à Sétif. Je peux donc parler de lui en connaissance de cause.

J'ai constitué, en 1944, le mouvement des Amis du manifeste et de la liberté (A.M.L.), après avoir eu un long entretien avec lui. Messali n'était pas hostile aux réformes, ni à l'évolution de l'Algérie par étapes. Mais il était convaincu que la France refuserait tout changement parce qu'elle était prisonnière du système colonial tel qu'elle l'avait maintenu tout le long du siècle. Pourtant il ne s'opposa pas à ma revendication d'une République algérienne fédérée à la République française.

Pendant toute cette période, j'ai assumé toutes les responsabilités. Son parti était interdit et lui en résidence surveillée. J'ai donc agi seul en son nom et au mien. Et lorsque, le 8 mai 1945, l'administration coloniale mit fin à l'activité des A.M.L., j'ai été seul à supporter les conséquences des tragiques événements de Guelma et de Sétif. Et c'est par miracle que je n'ai pas été fusillé pour des émeutes fomentées à mon insu, par le régime colonial lui-même, avec la

complicité de certains P.P.A. A Sétif et à Guelma les colons ont crié : « Abbas au poteau! » Les P.P.A., eux, avaient pris leur précaution [5].

Dès la formation des A.M.L. qui regroupaient mes amis politiques et le P.P.A., je savais que le rassemblement de ces deux mouvements comportait des risques que j'avais acceptés. Il fallait à cette époque aller au-devant des événements et vivre dangereusement. Le moment était favorable au changement. En 1954, le processus révolutionnaire se développa autrement. N'ayant pas pu s'entendre avec lui, les membres du C.R.U.A. ont écarté Messali. Le 1[er] novembre le surprit. D'où sa réaction anti-F.L.N. et la formation du M.N.A.

Aujourd'hui Ben Bella plaide la cause de Messali et celle du M.N.A. Mais, enfin, qui a condamné Messali en 1954? Et qui a ouvert les hostilités contre le M.N.A.? Qui a fait emprisonner au Caire ses représentants, Mezeghna et Chadli Mekki, sinon Ben Bella lui-même? Il a fallu attendre la constitution du G.P.R.A., en 1958, pour que ces deux militants soient libérés, sur notre demande. Les centralistes, les U.D.M.A. et les Oulémas n'ont aucune responsabilité dans ce drame fratricide et douloureux.

En 1962, à l'époque où je présidais l'Assemblée nationale constituante, j'ai été de ceux qui réclamaient un passeport algérien pour Messali. Ben Bella s'y est opposé, mais Messali et les siens finirent par obtenir leur passeport. En effet, en 1975, maître Deschezelles, avocat parisien bien connu pour sa sympathie envers les Algériens, rendit visite à notre ambassadeur à Paris, M. Mohamed Bedjaoui. Le brillant défenseur de nos compatriotes, et en particulier de Messali, expliqua que lui et sa famille ne

5. La plupart de leurs chefs avaient été arrêtés lors de la manifestation du 1[er] mai 1945.

disposaient, malgré des demandes renouvelées depuis 1962, d'aucune pièce d'identité algérienne. Il pria l'ambassadeur Bedjaoui de lui faire délivrer des papiers algériens à la fois pour satisfaire une demande légitime et pour lui épargner l'humiliation de devoir quémander des passeports à un pays étranger. Notre ambassadeur marqua sa surprise que, treize ans après l'indépendance de l'Algérie, un homme qui a lutté pour l'identité de son pays n'ait pas réussi, paradoxalement, à obtenir une identité pour lui-même.

Il était en effet clair que l'action politique de Messali à la tête du M.N.A. ne pouvait effacer ni faire oublier les années de lutte et les souffrances endurées durant des années pour la cause algérienne, être un prétexte pour lui refuser un passeport. L'ambassadeur prit donc l'initiative d'établir les passeports demandés et en informa Boumediene. Celui-ci approuva cette initiative.

Plus tard, lorsque Messali tomba malade, un proche de sa famille, le Pr Amali Sari, vint alerter notre ambassadeur en se faisant l'interprète de la famille du malade. Celle-ci souhaitait rapatrier l'ancien président du P.P.A. pour qu'au moins il rende le dernier soupir dans son pays. Là aussi le colonel Boumediene, saisi par l'ambassadeur Bedjaoui, ne fit aucune difficulté pour donner son accord.

Cependant, la famille renonça à transférer le malade en Algérie, sur les conseils de ses médecins traitants qui pensaient qu'il ne pourrait recevoir loin de Paris les soins spécialisés qu'exigeait son état de santé. Messali mourut à Paris le 3 juin 1974, dans une clinique du Ve arrondissement. Il fut enterré, selon son vœu, à Tlemcen, sa ville natale.

Si Ben Bella avait fait preuve de compréhension et de générosité de cœur en 1963, la fin de Messali aurait pu se produire dans d'autres conditions. Il est

vain aujourd'hui de se recueillir sur sa tombe quand, de son vivant, on s'est refusé, alors qu'on en avait la possibilité, d'illuminer ses vieux jours d'un peu de joie. En ce qui concerne les anciens messalistes, Ben Bella semble ignorer qu'ils ont déjà été réhabilités. Chadli Mekki, pour ne citer que lui, est un haut fonctionnaire de l'Éducation nationale. Et c'est bien ainsi.

Mais dire que le M.N.A. pouvait coexister avec le F.L.N. et mener sur le terrain le même combat que lui est une aberration. Cette analyse des faits démontre l'indigence intellectuelle du prétendu « révolutionnaire ». Nous ne sommes pas en Palestine où les plus importantes forces combattantes vivent hors du territoire national. Elles peuvent donc se concerter et coordonner leur combat.

En Algérie, les forces vives de l'insurrection étaient, à l'intérieur, réparties sur un vaste territoire. Il était essentiel, indispensable, que l'unité des moudjahidine et celle du commandement soient réalisées. L'insurrection ne pouvait pas être bicéphale sans compromettre son succès. Lors de l'indépendance, malgré l'unité du F.L.N. et de l'A.L.N., l'Algérie a été menacée d'anarchie. Si nos forces combattantes avaient été soumises à deux états-majors et à deux formations de combattants, c'était, à coup sûr, « la congolisation » de notre pays. Le malheur n'aurait pas manqué de nous frapper.

– Quant à la mort d'Abane Ramdane et à celle de mon neveu, Allaoua Abbas, elles ont été toutes deux des assassinats crapuleux, motivés par la haine que les analphabètes vouaient à ceux qui savaient lire et écrire. La jalousie et l'envie ont été les deux maladies de l'insurrection algérienne. Elles se sont, hélas! répandues dans tous les maquis, et cela n'était pas nouveau, car, au cours de son histoire, le Maghreb a toujours décapité sa société en supprimant ses élites

pour recommencer du début. C'est pourquoi il a stagné, sans jamais progresser.

Mais le crime est toujours accompagné de l'hypocrisie. Les colonels[6] qui ont conduit Abane à la mort, comme on conduit une bête à l'abattoir, lui ont réservé dans le journal *El Moudjahid*, du 29 mai 1958, une oraison funèbre digne d'un grand héros. On assassine lâchement un compagnon de route, ensuite on l'encense. Aujourd'hui une des plus belles rues d'Alger porte le nom d'Abane. De son côté le gouvernement vient de baptiser de son nom un des plus beaux pétroliers algériens. Autant d'honneur que ses assassins ne connaîtront pas!

Un autre intellectuel a failli subir le même sort que le regretté Abane. Il s'agit de Mohamed Harbi, attaché au cabinet de Krim, ministre des Affaires extérieures. Celui-ci l'accusa de tenir des propos malveillants et subversifs et prit la décision de l'envoyer aux frontières pour être jugé. Nous savions ce que cela voulait dire.

Le colonel Kafi m'alerta. J'eus avec Krim un long entretien et je finis par le calmer. Il se contenta d'envoyer Harbi en mission, en Afrique noire.

Mon neveu avait fait son devoir d'Algérien, en ravitaillant en médicaments et en argent la 2[e] zone du F.L.N. A l'indépendance, ceux qui avaient reçu ses dons purent témoigner. La haute commission des

6. Ce crime fut l'œuvre du triumvirat – Krim, Boussouf, Bentobal. Ces trois colonels pensaient déjà à imposer leur dictature sur la délégation extérieure du F.L.N. et, par voie de conséquence, sur la révolution algérienne.

A ce moment-là, je me trouvais à Montreux, alité à la suite d'un grave accident de voiture survenu au Maroc dans l'ex-zone espagnole. Abane me téléphona de Tunis pour prendre de mes nouvelles. Il m'annonça sa visite à son retour de Rabat. Il fut assassiné à son retour à Tétouan. Les circonstances de sa mort me furent contées par Mehri et par le colonel Cherif Mahmoud qui assista, impuissant, à sa fin.

anciens moudjahidine le réhabilita et lui attribua le titre de Chahid. J'ajoute que ceux qui ont ordonné son exécution occupent aujourd'hui de hautes fonctions lucratives.

J'ajoute encore que tuer un innocent, père de quatre enfants en bas âge[7], pour se venger d'un ancien adversaire politique est contraire à la loi musulmane, à toute morale et aux grands principes auxquels Ben Bella se réfère aujourd'hui.

Lorsque Ben Bella prétend que mon neveu a été « liquidé » pour me *faire taire*, il dit une contre vérité grossière. Pourquoi me faire taire puisque, dès le 1[er] novembre 1954, l'U.D.M.A. avait pris la défense du F.L.N.? La raison invoquée par Ben Bella est pour le moins calomnieuse. Si le martyr Omar El Kama était toujours vivant, il aurait pu dire, aujourd'hui, qu'à partir de janvier 1955, j'étais en relation avec nos moudjahidine et qu'en avril de la même année, il a conduit chez moi le regretté Abane et le colonel Ouamrane pour un échange d'idées et pour me demander des secours matériels que je leur apportais.

Le colonel Ouamrane peut en témoigner.

Le grand mérite de l'action d'Abane est, précisément, d'avoir mobilisé le peuple pour un même combat. Il a été un coordinateur intelligent et désintéressé. Il a vite compris que l'insurrection ne devait pas rester la « propriété des révolutionnaires » du C.R.U.A., sous peine d'être étouffée. Le Congrès de la Soummam, qui fut son œuvre, donna à cette insurrection une dimension nationale. Ceux que Ben Bella appelle « la racaille », les petits, les combattants

7. Son épouse, aidée par son père, le capitaine Zebiche, se consacra à l'éducation de ses enfants. Ceux-ci, après des études supérieures, occupent tous des fonctions honorables. Si leur père était encore de ce monde il serait fier de ses enfants comme je le suis moi-même.

anonymes, entrèrent dans la bataille sans arrière-pensée et sans calcul. Ce sont eux qui assurèrent au F.L.N. sa victoire.

Les centralistes, les U.D.M.A. et les Oulémas sont fiers du rôle qu'ils ont joué, fiers d'avoir rallié la « racaille » populaire pour le combat libérateur. Aucune fausse analyse ne peut entamer leur mérite ni celui du malheureux Abane.

– Il n'est pas acceptable que Ben Bella accuse les centralistes, les U.D.M.A. et les Oulémas de son isolement. S'il est resté seul, c'est parce qu'il a manœuvré pour le rester. En 1962, il pouvait aussi bien former un gouvernement d'union nationale avec la participation de ses compagnons de prison. Qui a écarté ceux-ci du pouvoir? Ce ne sont certainement pas les centralistes, ni les U.D.M.A., ni les Oulémas. Au moment où il a ordonné l'enlèvement de Boudiaf, j'ai protesté en tant que président de l'Assemblée nationale. Mais Medeghri, alors ministre de l'Intérieur, qui avait reçu ma protestation, ignorait tout de cet enlèvement.

En vérité, Ben Bella s'est trompé sur son propre compte. Il n'avait aucun mérite particulier pour représenter l'Algérie en guerre et la gouverner après son indépendance. Sa renommée a été créée de toutes pièces par les Égyptiens, les Français et les Marocains. C'est leur presse qui l'a monté en épingle et en a fait une « vedette ». Les Français, par exemple, après le détournement de l'avion qui transportait nos négociateurs de Rabat à Tunis, ont parlé de l'avion de « Ben Bella ». Ils auraient aussi bien pu parler de l'avion de Khider, de Boudiaf ou d'Aït Ahmed.

Cette publicité lui a donné l'illusion qu'il était au-dessus des autres. Ce fut une des causes de sa faillite politique. Si Ben Bella avait été guidé par un pur patriotisme, si son envergure politique avait été de taille et sa personnalité plus solide, il aurait pu

répondre à l'élan et à l'attente du peuple. Il aurait su trouver la voie de la solidarité nationale et de la coopération avec les forces populaires. Mais, faute de savoir gouverner ou de savoir apprendre à gouverner avec les autres, on devient démagogue. Est-ce les centralistes, les U.D.M.A. ou les Oulémas qui ont contraint, par exemple, Aït Ahmed à créer le « Front des forces socialistes » et à reprendre le maquis pour conquérir son droit à la parole? Par ailleurs, est-ce les centralistes, les U.D.M.A. ou les Oulémas qui ont mobilisé notre armée contre cette malheureuse Kabylie qui avait déjà tellement souffert pendant la guerre?

Son exécrable politique ne s'arrêta pas là. Pour éteindre l'incendie de la Kabylie, Ben Bella n'avait rien trouvé de mieux que d'allumer un autre incendie à la frontière marocaine. Est-ce les centralistes, les U.D.M.A. ou les Oulémas qui lui ont suggéré cette diversion criminelle?

Le colonel Châabani, ancien élève de l'institut Ben Badis, a été scandalisé par le régime prosoviétique que Ben Bella avait imposé au pays. Parce qu'il l'a dit à haute et intelligible voix, Ben Bella l'a fait arrêter et assassiner par ses sbires. Ce crime a-t-il été commis par les centralistes, les U.D.M.A. ou les Oulémas? En vérité, dans le journal *Sans frontière* Ben Bella a remué les cendres de ses méfaits. Ne valait-il pas mieux se taire et laisser les morts dormir en paix?

Ben Bella donne pour origine au différend qui l'opposa à l'état-major au G.P.R.A. l'affaire de l'aviateur français tombé en territoire tunisien. Contrairement à sa version cet avion n'avait participé à aucun bombardement à la frontière tunisienne. Nous étions très loin de l'affaire de Sakiet-Sidi-Youcef. C'était un avion de reconnaissance qui a commis l'imprudence de s'approcher trop près de

notre camp d'entraînement, commandé par le capitaine Benabdelmoumene. Celui-ci fit ouvrir le feu. L'avion fut touché et tomba en flammes après que son pilote eut sauté en parachute. L'incident est survenu à l'intérieur du territoire tunisien. Que Bourguiba ait voulu récupérer cet aviateur n'a rien d'étonnant. Il nous le réclama, en échange des grands services qu'il nous rendait chaque jour. Le G.P.R.A. donna son accord.

Nous donnâmes l'ordre au chef d'état-major de nous remettre le prisonnier. Il nous opposa un refus catégorique et menaça de le faire exécuter. Le G.P.R.A. en délibéra et envisagea de faire arrêter Boumediene, avec, s'il le fallait, l'appui de l'armée tunisienne, comme cela s'était produit pour l'arrestation du colonel Lamouri en 1958.

C'est à ce moment que j'ai pris sur moi la responsabilité de rencontrer Boumediene et de lui faire entendre raison. J'ai toujours été contre les solutions extrêmes. Les ministres me donnèrent un délai de vingt-quatre heures pour trouver une solution pacifique à cette affaire. Je me suis rendu de nuit à Ghardimaou. Boumediene m'attendait. Il développa ses arguments, je lui opposais les miens. La discussion dura jusqu'à 2 heures du matin. En fin de compte, Boumediene céda.

Ce qu'il faut voir dans ce conflit, ce n'est pas le cas d'un aviateur. Le sort à réserver au prisonnier n'était qu'un prétexte. Nous étions dans la dernière phase de la guerre d'Algérie. L'état-major et son chef voulaient mesurer leur force face à celle du G.P.R.A. Il ne déplaisait pas à Boumediene de nous mettre à genoux. Il jouait déjà son propre jeu et espérait conquérir le pouvoir en se servant de l'armée des frontières, de l'armement et de l'argent que nous lui avions fournis. Il est inutile de chercher ailleurs les raisons de son attitude. L'affaire de l'aviateur préfigurait d'une manière éclatante ce qui devait se passer en juillet 1962 et le 19 juin 1965.

– Et j'en arrive à l'essentiel et à l'actualité : le problème de l'orientation politique du pays et celui du parti unique.

Ben Bella, me dit-on, est désormais installé en Europe. Il préside la Commission musulmane des Droits de l'homme. Grand bien fasse à cette Commission! S'il s'est reconverti à l'islam et s'il se révèle un chaud partisan des droits de l'homme, nous en sommes très heureux. Mais autant que je m'en souvienne, il n'en a pas toujours été ainsi, car on ne peut oublier que, dès le début de l'Algérie indépendante, il s'est jeté dans les bras du marxiste Fidel Castro, à telle enseigne que Moscou en a fait, en tant que chef d'État, un ami privilégié.

Les centralistes, les U.D.M.A., les Oulémas ont été étrangers à l'institution du parti unique, ce parti qui a aidé à supprimer toute liberté d'expression. La vérité est que Ben Bella a été le démolisseur de l'union nationale réalisée durant les combats. S'il avait su unir au lieu de désunir, le sort de l'Algérie aurait pu être différent. S'il avait donné la parole au peuple, s'il avait respecté les droits de l'homme, s'il avait appelé le peuple au travail et à l'effort pour réparer les ruines de la guerre et former les cadres qui manquaient terriblement, l'Algérie n'aurait pas connu de désillusions ni de coup d'État.

« L'histoire a toujours le dernier mot », pour reprendre la propre expression de Ben Bella. Mais nous ajoutons que, l'« ordre de Lénine » et la « médaille militaire » qu'il a gagnée à Cassino sous les ordres du général Juin n'ont pas, dans le destin de l'Algérie, le poids d'une seule goutte de sang de nos chouhada. Voilà ce que retiendra notre histoire. Les élucubrations de l'ancien président de la République ne changeront rien à la vérité. L'Algérie nouvelle est

née quand le sang des maquisards a coulé. Et c'est une lourde erreur de l'attribuer à l'O.S. ou au C.R.U.A. Certes, ils ont pris l'initiative d'allumer le feu. Mais l'incendie n'a pu se propager que grâce à l'adhésion des masses, à l'action des intellectuels et à leurs sacrifices, et c'est parce que la « racaille », c'est-à-dire le peuple, le maquisard inconnu, est entré dans le combat que la victoire a été possible.

Il faut croire que les vrais combattants pensaient autrement que Ben Bella. Au Congrès de la Soummam, du 20 août 1956, les officiers et responsables du F.L.N. m'ont désigné, avec d'autres U.D.M.A. et d'autres centralistes, pour siéger au Conseil national de la révolution algérienne (C.N.R.A.). En 1957, ces mêmes responsables réunis au Caire m'ont élu membre du Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.), de même qu'ils avaient élu au Congrès de la Soummam deux centralistes, Ben Khedda et Dahlab, membres de cet organisme.

A la même époque, j'eus la mission de parcourir l'Amérique du Sud, l'Asie et une partie de l'Europe pour expliquer les raisons de la guerre d'Algérie. Je l'aiaccomplie sans me départir de ma modération, car celle-ci, en pareilles circonstances, est supérieure à la violence. Ben Bella m'a félicité des résultats obtenus [8]. En 1958, le C.C.E. m'a placé à la présidence du Gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.). Le Congrès du C.N.R.A. m'a maintenu à ce poste de responsabilité jusqu'à août 1961.

Ce sont là des témoignages de confiance que les injures de Ben Bella ne peuvent ternir.

A l'indépendance mes collègues m'ont porté à la présidence de l'Assemblée nationale constituante. C'est à partir du jour où les droits de l'homme et les libertés essentielles du citoyen ont été violés par une

8. Voir annexe II.

Constitution totalitaire, élaborée dans un cinéma par des acolytes de Ben Bella, que j'ai donné ma démission.

Je sais que beaucoup de choses ne vont pas bien en Algérie et je l'ai écrit. Je sais que la démocratie est absente et que les droits de l'homme sont méconnus. Mais ce que l'opinion nationale et internationale doit savoir, c'est que Ben Bella, premier président de la République, est le seul et indéniable responsable de la situation de pourrissement où il a engagé le pays. C'est Ben Bella qui a éliminé la démocratie et la liberté de notre pays. Et du même coup il arrêta un élan rénovateur.

* *

Un pays soumis depuis un siècle au régime colonial se heurte à de grandes difficultés lorsqu'il accède à l'indépendance. Mais remplacer une colonisation par une autre forme d'aliénation échappe à l'entendement. Sous l'occupation française, nous avons été sous la menace d'un danger mortel. Ce danger a été *l'européanisation* de notre pays. Au temps de Ben Bella et de Boumediene nous avons été sous la menace de la *soviétisation*, c'est-à-dire d'une autre forme d'« européanisation » de l'Algérie.

Chacun sait que le dessein avoué de la colonisation française, celle de ses généraux et de ses hommes politiques, a été d'implanter en Algérie 4 à 5 millions d'Européens et de nous domestiquer pour des siècles, comme cela s'est fait pour les Noirs de l'Afrique du Sud. Nous dûmes subir le poids de cette criminelle entreprise. Ce fut pour nous une longue traversée du désert. Au régime du sabre pratiqué par les généraux succéda le « talon de fer » des communes mixtes et des territoires du Sud, l'indigénat, les tribunaux répressifs, les tribunaux militaires, le code forestier, les cours criminelles, etc.

J'ai été témoin, en partie, de cette période. La condition de l'indigène était si misérable que l'homme se confondait quelquefois avec la bête. L'humiliation était notre lot. En 1912 j'ai vu un jeune administrateur de commune mixte gifler un vieillard. Celui-ci courba la tête et s'en alla. Les larmes coulaient sur sa barbe blanche. J'ai vu bien d'autres choses qui appelaient à la révolte. Nous vivions entre les brimades et les injustices. Mais les entreprises humaines les mieux conçues sont souvent déjouées par le cours imprévisible de l'histoire. La France n'avait pas d'enfants à envoyer en Algérie et malgré l'apport des étrangers nous n'avons pas été submergés. Les 5 millions prévus se sont traduits en un chiffre dérisoire, 900 000 Européens environ, y compris les Juifs d'Algérie naturalisés français.

De leur côté, les musulmans, au lieu de dépérir devant l'œuvre coloniale comme les visionnaires colonialistes l'avaient prévu, survécurent et progressèrent. Ils surent s'adapter aux nouvelles conditions de vie, face à un régime qui leur était hostile. C'est ainsi que l'Algérie échappa au péril dont elle avait été menacée. Mais comme en Afrique du Sud, les Européens détenaient tout le pouvoir. Ils avaient en main tous les leviers de commande et agissaient au gré de leurs intérêts, ignorant les droits du peuple colonisé.

Avant l'insurrection du 1er novembre 1954, ce peuple, aidé par quelques libéraux français, tenta pacifiquement d'ouvrir une brèche dans le bastion colonial. En contournant les obstacles, il avait choisi le terrain du droit, pour lutter et combattre les lois qui l'opprimaient. Ce chemin de la revendication pacifique fut également long. Il s'échelonna sur plusieurs générations. Durant plusieurs décennies, les musulmans revendiquèrent, mais en vain, le droit de vivre dans leur pays, à l'égalité avec les Français

résidents. Des hommes surgirent de tous les milieux sociaux pour protester et contester, comme le Dr Moussa, ou M'hamed Ben Rahal, Victor Spielmann, Djilali Taleb, Ali Sab, Safer, Kaïd Hamoud, maître Haddoud, Lamine Lamoudi, Hadj Ammar, Khelef, l'émir Khaled, le Dr Bendjelloul, Tahrat, Zennati, les Oulémas (Cheikh Ben Badis, Cheikh Ibrahimi, Cheikh El Okbi, Cheikh El Mili, Cheikh Larbi Tebessi), Allaoua Ben Lounissi, le Dr Bentami, etc., furent des militants valeureux. Leurs noms méritent d'être connus.

Déjà au début du siècle, lorsque, en 1903, le Cheikh Abdouh, l'éminent professeur d'El Azhar, visita l'Algérie, il provoqua chez les élites musulmanes de l'époque de grandes controverses sur le sort de l'Algérie et le devenir de l'islam.

Dans la revue *Studia Islamica*, Rachid Bencheneb[9] résume ces controverses. Je reproduis ce résumé parce qu'il démontre que depuis des décennies l'opinion musulmane en Algérie était attentive à ce qui se passait à travers le monde et cherchait à sortir notre peuple du ghetto colonial.

La première tendance groupait des Cheikhs, irrévérencieusement surnommés les « enturbannés », respectueux de la tradition arabo-islamique dont ils n'admettaient l'évolution que dans deux domaines : sur le plan religieux, ils dénonçaient les innovations impies *(bidâ)*, les superstitions et le culte des saints et, en ce qui concerne l'enseignement, ils préconisaient une réforme des méthodes appliquées dans les zaouias et les écoles coraniques. Sur ces deux points, ils étaient d'accord avec le Cheikh Abdouh.

Parmi les plus représentatifs, il convient de citer : Mohamed Ben Zakour et Mohamed Bouqandoura,

9. Rachid Bencheneb est le fils du Pr Mohamed Bencheneb de la faculté des lettres d'Alger.

Muphti Malekite et Hanafite d'Alger; Abdel Hamid Bensmaya, Abdelkader El Madjdjaoui, Mohamed Saïd Ibn Zakri, tous trois professeurs de la médersa[10] officielle d'Alger : Ali Ben El Hadj Moussa, conservateur du sanctuaire de Sidi Abderrahmane El Tâalbi.

La seconde tendance était représentée par un certain nombre d'intellectuels qui, ayant pris la mesure de leur modernité, étaient décidés à jouer le jeu de leur temps et croyaient en l'avenir de l'islam. Ils pensaient que les valeurs qu'ils incarnaient – l'identité arabo-islamique, l'initiative, la foi dans le progrès – correspondaient aux aspirations du peuple algérien.

Cette conception d'un islam rénové traduit le souci et l'espoir de ces hommes devant la possibilité d'accéder à la civilisation d'aujourd'hui, de jouir de ses bienfaits, sans renoncer pour autant à leurs intimes convictions de musulmans stricts mais éclairés. En cela, ils étaient encore plus proches de Cheikh Abdouh.

Les plus importants d'entre eux étaient Mohamed Ben Mustapha Ben El Khoudja, plus connu sous le nom de famille de Cheikh El Kamâl ou le surnom de Cheikh Al Mdarrba, imâm à la mosquée Safir d'Alger; Ibn Dali Mahmoud Ben Al Hadj Kahhoul, rédacteur du journal officiel *El Mobacher* et *mouderres*[11] à la grande mosquée d'Alger; Mustapha Al Charchali, professeur à la médersa d'Alger, Abd Rezzaq Al Achref, *cadi* à la *mahakma*[12] malékite d'Alger; Mohamed Ben Cheneb, professeur à la médersa et chargé de cours à l'école des lettres d'Alger (future faculté).

La troisième tendance comprenait des notables et des personnalités évoluées de formation intégralement occidentale. Les uns étaient partisans de l'assimilation totale, les autres faisaient campagne en faveur de libertés plus étendues et de l'accès des musulmans aux emplois publics. Tous revendiquaient le développement de l'instruction française et du progrès social.

10. École coranique.
11. Enseignant religieux.
12. Tribunal.

Politiquement engagé, ce groupe représentait la tendance francisée et c'est avec trois de ses porte-parole que le Cheikh aura une vive discussion. Parmi les plus actifs, on citera Belkacem Bentami, médecin; Ahmed Bouderba, avocat à la cour d'appel d'Alger; Ahmed Ben Brihmat, interprète militaire en retraite, tous trois de statut civil français; Hamdan Bourkaïb, Hammoud Boualem, notables algérois.

Mais, en 1903, ces tendances n'étaient pas tellement en guerre les unes avec les autres. Rachid Bencheneb fait observer que « pour tous, la langue est un des éléments privilégiés de la civilisation arabo-islamique, son image de marque, garante à la fois de son originalité et de son authenticité; bref la langue, c'est la nationalité ».

Cheikh Abdouh se tiendra sur la réserve. Une seule fois, il porta la contradiction à Ahmed Ben Brihmat. « Il reprochera, écrit Rachid Bencheneb, à son interlocuteur et à travers lui, aux " évolués ", de renoncer à leur personnalité et leur identité (*dhâtiyya*) en cherchant avec les Européens d'Algérie une assimilation impossible. Il estime en effet que les musulmans algériens ne seront jamais des citoyens français à part entière, même s'ils abandonnaient leur statut civil personnel. »

Mais cette troisième tendance ne fut pas suivie. Ceux que nous avons appelés les « naturalisés » ne dépassèrent pas, en un siècle, le chiffre de dix mille âmes. Sans les mettre en quarantaine, la société musulmane désapprouvait chez eux l'abandon du statut personnel musulman.

En 1912, le service militaire obligatoire fut imposé à tous les Algériens musulmans. Et la guerre de 1914-1918 vint accélérer la marche de l'histoire. Trois cent mille musulmans algériens traversèrent la Méditerranée. La découverte d'un monde différent de celui de la colonie, aussi bien sur le plan du contact

humain que sur le plan de l'ordre social, provoqua le réveil des masses colonisées. L'indigène, élevé au rang d'un homme en métropole, refusa de plus en plus de revenir à sa condition de sujet dans son pays.

Dès la fin de la guerre, l'émir Khaled petit-fils de l'émir Abdelkader, et ancien officier de l'armée française, a cristallisé autour de lui le mouvement revendicatif des musulmans.

Élu conseiller général et délégué financier, il élaborait en 1922 un programme de politique indigène en dix points. D'une grande modération, il aurait pu être le point de départ d'un changement progressif du système colonial en Algérie. Le voici :

1) Représentation au Parlement, à proportion égale avec les Européens d'Algérie.
2) Suppression pleine et entière des lois et mesures d'exception, des tribunaux de répression, des cours criminelles et de la surveillance administrative, avec application pure et simple du droit commun.
3) Mêmes charges et mêmes droits que les Français en ce qui concerne le service militaire.
4) Accession pour les indigènes algériens à tous les grades civils et militaires, sans autre distinction que celle du mérite et des capacités.
5) Application intégrale aux indigènes de la loi sur l'instruction publique obligatoire, avec liberté de l'enseignement.
6) Liberté de presse et d'association.
7) Application au culte musulman de la loi de séparation de l'Église et de l'État.
8) Amnistie générale.
9) Application aux indigènes des lois sociales et ouvrières.
10) Liberté absolue pour les ouvriers indigènes de se rendre en France.

A un certain égard et vu sa popularité, sa modération et le nombre d'élus qu'il avait groupés autour de lui, l'émir aurait pu être l'interlocuteur souhaitable et valable. Les colons pouvaient faire avec son programme un grand pas en avant dans la voie du renouveau algérien.

La « grosse colonisation » ne l'a pas compris, elle exigea son départ en exil en 1923.

L'émir ne reparut qu'une seule fois en France. En 1924, il cautionna à Paris la création de l'Étoile nord-africaine destinée, dans son esprit, à soustraire les émigrés nord-africains à l'emprise du communisme.

Après son départ en exil, les jeunes intellectuels et les élus indépendants prirent la relève. Le mouvement revendicatif s'accentua d'année en année. Il espérait un changement à l'occasion des fêtes du centenaire de l'Algérie française. Elles n'apportèrent rien aux musulmans, et au contraire renforcèrent la puissance des colons. La métropole avait mis à la disposition de la colonie 150 millions de francs destinés aux œuvres sociales des « indigènes ». Les colons refusèrent ce crédit sous prétexte qu'il portait atteinte à l'autonomie financière de l'Algérie.

De son côté le gouvernement général dépensa beaucoup d'argent pour faire défiler à Alger et dans les grandes villes d'Algérie les soldats de Bugeaud et de Saint-Arnaud ressuscités, dont la vue mit au désespoir les masses musulmanes.

Ce centenaire, fêté par la colonie française, fut le début de l'entrée en action de deux organisations musulmanes de combat. A Paris l'Étoile nord-africaine passait entre les mains de Messali Hadj. Celui-ci rompait avec le Parti communiste français et orienta les émigrés algériens vers l'idéal arabo-islamique et l'indépendance de l'Afrique du Nord.

Du côté tunisien et marocain, les étudiants parta-

geaient le même idéal. Le Néo-Destour sous la direction de Bourguiba entrait en scène, et les étudiants marocains se regroupaient derrière le journal *L'Action marocaine* qui donna naissance par la suite au parti de l'Istiklal.

En Algérie, sur le plan religieux, apparaissait l'Association des Oulémas, présidée par le Cheikh Abdelhamid Ben Badis. Elle se réclamait du réformisme de Cheikh Abdouh, qui avait déclaré :

> L'islam est capable de s'adapter aux conditions de la vie moderne : le musulman vivant dans un pays occidental ou placé sous l'autorité d'une puissance chrétienne peut emprunter à ses voisins non musulmans leur manière de vivre en public dans la mesure où aucun interdit dogmatique ne s'y oppose. Ainsi le port de la coiffure et du costume européens lui est permis, comme est licite la consommation de la viande d'une bête sacrifiée par un boucher chrétien ou juif...
> L'islam n'est pas une religion figée, mais une religion ouverte, dynamique, tournée plus vers l'avenir que vers le passé.

L'Association des Oulémas ne tarda pas à entrer en conflit avec le conservatisme étroit des confréries religieuses, soutenues et subventionnées par le gouvernement général de l'Algérie auquel la création des médersas libres, l'enseignement de l'arabe, le renouveau religieux ne plaisaient pas du tout. Un secrétaire de préfecture d'Alger, Michel, envoya même une circulaire à ses subordonnés où il tentait de démontrer, à l'aide de textes coraniques, que les Oulémas étaient des hérétiques et les confréries religieuses des sunites. Je n'ai pas manqué de relever son ingérence dans une matière qui n'était pas de son ressort, dans mon écrit intitulé : *Un nouveau commentateur du Coran : « Sidi Michel »*.

Nous étions à la veille de l'année cruciale de 1936,

celle du Front populaire et du projet Blum-Viollette. En Algérie, c'est l'année du « Congrès musulman » groupant les Oulémas, les élus indépendants, les membres de l'enseignement, les militants socialistes et communistes, les fonctionnaires, les agriculteurs et les commerçants. Il appuya le projet de loi déposé par le gouvernement tendant à accorder la citoyenneté française à 60 000 Algériens qui conservaient leur statut musulman. Les Oulémas, qualifiés de fanatiques, adhérèrent sans réserve à ce projet. Pour le défendre et montrer sa bonne foi, le Cheikh Ben Badis n'hésita pas à déclarer, après moi et au nom de tous les congressistes : « Je suis satisfait des réformes promises par le gouvernement Blum-Viollette, en attendant que le suffrage universel soit réalisé pour tous, permettant l'intégration, pure et simple, de la collectivité musulmane dans la grande famille française. »

Faisant cette déclaration au nom du Congrès musulman, le Cheikh Ben Badis faisait une nette démarcation entre la « patrie spirituelle » dont il voulait assurer l'intégrité en Algérie et la « patrie politique » qu'il laissait au second plan.

Aussitôt la « grosse colonisation » se mobilisa. Ses parlementaires à Paris assiégèrent le gouvernement. Elle dressa contre cette réforme, bien anodine en vérité, un barrage infranchissable. Le projet échoua. Pour nous, cet échec sonna le glas de la politique d'intégration et sans doute celle de la coexistence pacifique des Français et des musulmans en Algérie. Vingt ans après, c'est la guerre d'indépendance. Le peuple algérien se mobilisa à son tour, pour arracher sa liberté.

Entre-temps les peuples avaient connu la Seconde Guerre mondiale. Durant cette guerre, le général de Gaulle, chef de la France libre, vint en Algérie et tenta de satisfaire les revendications des musulmans

en promulguant l'ordonnance du 7 mars 1944. Cette ordonnance reprenait en gros les dispositions du projet Blum-Viollette de 1936. Les temps avaient changé. Pour les Algériens l'intégration était morte. Désormais ceux-ci revendiquaient la reconnaissance de leur propre nationalité et l'indépendance de leur pays.

C'est également le 14 mars 1944 que j'ai créé à Sétif le mouvement des *Amis du manifeste et de la liberté* (A.M.L.). Ce mouvement était destiné à contrecarrer les mesures prises par l'ordonnance du Général [13].

Les colons, de leur côté, s'opposèrent également à la politique du Général. L'un deux, M. Abbo, exprima, sans détour, leur opinion. Il confia à un journal de Paris la déclaration suivante, au nom de la Fédération des maires d'Algérie :

> Nous sommes las de ces ridicules histoires d'élections indigènes. Si nous avons réussi une fois le tour de force de les orienter à notre gré, nous ne pouvons toujours recommencer. Il faut en finir. Nous ne voulons plus de gouvernements empreints d'un sentimentalisme périmé, mais des hommes forts qui sachent faire respecter nos droits en montrant la force, et, éventuellement, en s'en servant.
> En 1936, j'ai saboté le projet Blum-Viollette et le gouvernement a capitulé devant moi. Que le général de Gaulle avait-il besoin de se mêler à nouveau de cette histoire? Plus on en donne aux Arabes et plus ils en réclament!
> Croyez-moi, je sais comment les mater [14]!

Pendant ce temps les tirailleurs algériens se couvraient de gloire en Italie et en Alsace. Ils avaient été

13. Ce qui fit écrire à un journaliste : « Ferhat Abbas est le seul pharmacien qui n'aime pas les ordonnances. »
14. Journal *Paris-Presse* du 7 mai 1947.

mobilisés pour délivrer la France de l'occupation nazie sans que leur condition politique n'ait été changée.

Ils rentrèrent après l'armistice en Algérie pour assister le 8 mai 1945 aux massacres des leurs.

Le général de Gaulle revint au pouvoir en 1958. Il se trouva en présence d'un grand mouvement de Français d'Algérie réclamant, à leur tour, l'intégration pour sauvegarder leur « colonie ». Mais depuis 1944 le Général avait eu le temps de méditer. En juillet 1961, après trois années de pouvoir, il déclarait devant des officiers réunis à Metz :

> Mais il reste l'Algérie. Il est vrai qu'à ce sujet nous avons perdu du temps. Nous nous sommes laissé dépasser par les événements. Nous n'avons pas pris quand il fallait les mesures généreuses et *logiques* qui auraient été nécessaires. Alors nous avons eu sur les bras cette guerre d'Algérie.

Peu après, il faisait ce constat d'échec : « La francisation de l'Algérie, possible voilà quarante ans, ne l'est plus aujourd'hui. »

Les hommes qui ont défendu l'intégration, c'est-à-dire l'égalité des droits et des devoirs entre musulmans et Français, n'ont pas trahi la cause de notre peuple. Ils ont pensé que la France était suffisamment riche et puissante pour sortir de l'ornière moyenâgeuse les paysans algériens et leur restituer leur liberté et leur dignité, dans le respect de leur foi. Ils ont acculé par leur action la colonisation dans ses derniers retranchements et dévoilé ses desseins impérialistes. Si cette intégration avait été faite, loyalement faite, l'Algérie aurait évolué vers l'indépendance sans effusion de sang. Notre peuple émancipé et libéré des contraintes coloniales n'aurait pas manqué d'influencer la politique de la France en Tunisie,

au Maroc et dans le Moyen-Orient. Le cours de l'histoire, dans cette partie du monde, aurait pu être différent. Mais les colons étaient si forts qu'ils ont cru pouvoir maintenir leur domination pour toujours. Faux calcul qui les obligera à quitter le pays.

Le « socialisme stalinien », mis en place par Ben Bella et pratiqué par Boumediene, a paralysé l'évolution de l'Algérie. Quel est le devoir des Algériens? A certains égards nos problèmes sont encore ceux d'hier. Après la colonisation *matérielle* et répressive qui nous a privés, durant un siècle, de nos moyens d'existence et de notre dignité d'homme, nous nous sommes trouvés face à une colonisation *idéologique*, aussi répressive que la première, et qui a voulu violer notre âme et asservir notre conscience. C'est toujours l'Europe qui, sous prétexte de nous apporter la science et le progrès, veut nous faire perdre notre authenticité.

Alors nous nous posons une question. L'Algérie pourra-t-elle, un jour, être elle-même et se hisser, à la force de ses bras, au rang d'une grande nation, sans renier son passé, sa culture, sa civilisation, les libertés humaines et l'égalité des hommes? Pourra-t-elle constituer, avec les pays voisins, le Grand Maghreb dont la formation est la meilleure image de notre grandeur?

Ce problème est capital pour nous, comme il l'est pour tout le tiers monde. Nous sommes appelés à le résoudre en tenant compte des forces qui se partagent le monde. Où aller et où chercher la technique qui nous est indispensable, sans tomber sous l'hégémonie du dollar ou de l'idéologie marxiste? Accepter une de ces deux influences, c'est retomber dans un néocolonialisme aussi pernicieux que la colonisation elle-même.

Reste l'Europe occidentale. Elle aussi est menacée

du même péril. Elle aussi « flotte » entre l'attraction des États-Unis et celle de l'U.R.S.S. Mais si cette Europe pouvait surmonter ce qui la divise pour s'unir, si elle pouvait effacer les séquelles d'un nationalisme étroit, non seulement elle échapperait à la fatalité d'être dans un clan plutôt qu'un autre, mais deviendrait pour nous le meilleur partenaire. C'est vers cette Europe, que nous connaissons bien, où beaucoup des nôtres vivent, que nous pourrions alors nous tourner pour acquérir ce que nous n'avons pas et apprendre ce que nous ne savons pas encore. Nous y gagnerions notre évolution et nos libertés.

***

Mais laissons le passé aux jugements des historiens et l'avenir à ceux qui le feront, et revenons au présent. En juillet 1962, il y avait des erreurs à ne pas commettre. Tous les peuples sont respectables. Chacun d'eux a sa personnalité. Les lois qui les concernent sortent des assemblées délibérantes, comme la végétation émerge du sol de leurs pays. Elles doivent exprimer leur identité particulière.

Ben Bella et, après lui, Boumediene n'ont pas suivi cette loi de la nature. Ils ont introduit et imposé chez nous les mœurs, les slogans démagogiques et les rites hérités du socialisme stalinien, et donc un régime basé sur la superposition des deux castes sociales. Une minorité d'hommes libres, citoyens à part entière, nous gouverne et nous administre, mais la masse des citoyens est contrainte au silence. Ils ont ainsi provoqué un grand choc psychologique et un désarroi très grave dans nos populations, chez nos paysans et dans notre jeunesse.

Ainsi les événements de Tizi-Ouzou attribués au berbérisme et ceux de Ben Aknoun, dont les auteurs

seraient des étudiants intégristes, ne sont que des convulsions sporadiques d'un peuple comprimé et privé de son droit à la parole. Cette absence de liberté explique aussi, en partie, la grande émigration des Algériens en Europe et l'impossibilité de l'Algérie de coordonner son économie et de lui donner l'essor désirable.

Sortirons-nous du tunnel? Il faut le croire. L'Algérie s'édifie malgré les mauvais bergers qui l'ont conduite sur des chemins ténébreux pour asservir notre paysannerie comme elle fut asservie par la colonisation française. Cependant tout n'a pas été détruit. Déjà des cadres valables sont aux leviers de commande. Les erreurs se corrigeront en cours de route.

Nous avons un beau pays, ne l'oublions pas. Malgré la tyrannie subie, il nous reste le soleil et sa luminosité, beau ciel bleu qu'aucune dictature n'a pu confisquer. Notre pays est plein de couleurs et de reliefs. Il fait bon vivre au milieu d'un peuple aussi hospitalier que généreux. Les contrastes qui existent entre le Tell et ses montagnes neigeuses, les hauts plateaux et leurs grandes plaines, et le Sahara et son sable d'or, nous donnent l'impression de posséder trois pays différents et cependant si complémentaires. Le Sahara, à lui seul, est une richesse incomparable. Le Mzab, El Golea, Ouargla, Tamanrasset, Djanet, avec leurs immensités sablonneuses, sont pour le voyageur un enchantement.

C'est la science qui nous permettra de sortir du sous-développement. C'est par elle que l'Algérie nouvelle pourra s'édifier. Et aussi par le développement du sens des responsabilités et par le réveil de la conscience politique. Le travail personnel et l'esprit d'entreprise sont les garants du succès économique. L'étatisme ne conduit qu'à la paresse, au gaspillage et à l'irresponsabilité : l'État est le plus mauvais des

patrons! L'homme ne travaille et ne travaille bien que s'il est motivé par la réussite et le succès de ce qu'il entreprend. Il serait dangereux d'oublier que la meilleure richesse d'un pays, c'est le travail de ses citoyens.

Mais si la science a son domaine, la morale a le sien. Et ceux des hommes qui élèvent la science au rang d'un Dieu, ceux qui veulent détruire les religions révélées et ignorer la morale d'Abraham s'engagent dans une voie sans espérance. Quel sens donnent-ils à l'existence humaine?

En cette fin de siècle, la contestation est partout. Tout est remis en cause : la famille, la morale, la justice, les religions. L'alcoolisme, les drogues et d'autres fléaux suppléent les valeurs d'hier. Des enfants sont assassinés sous le prétexte d'assurer à la femme la liberté de concevoir. La délinquance et le crime courent les rues. Et les États légifèrent pour encourager cette dégradation des mœurs. Ils protègent les assassins et assassinent les innocents.

Au milieu de cette tempête soulevée par des concepts nouveaux, l'humanité est secouée d'inquiétude et de doute. L'homme a peur de lui-même. Pourra-t-il trouver remède aux mythes et aux utopies qui l'entraînent vers un avenir plein d'incertitudes? Aura-t-il le courage et la volonté de remonter à ses racines et regarder vers les hauteurs où souffle l'Esprit, vers le mont Sinaï, le mont des Oliviers et le mont Arafa? Il y redécouvrirait le secret de son existence et sa raison de vivre. Peut-être retrouvera-t-il aussi le véritable sens de sa mission sur terre, c'est-à-dire respecter la vie, partager son pain et vivre en paix avec ses semblables.

Tout le reste n'est que folie des hommes.

ANNEXES

ANNEXE I

A mon retour d'une mission en Amérique latine et à l'O.N.U., faite en compagnie de Kiouane et de Hocine Triki, Ben Bella m'écrit :

Paris, le 15 décembre 1956,

Cher frère,

Le frère Boumendjel nous ayant appris ton retour, nous profitons de cette magnifique occasion pour t'écrire ces quelques mots.

Tout d'abord, nous vous félicitons pour le magnifique travail que vous venez de faire, et qui permettra d'aborder la discussion de notre question, lors du mois prochain, avec les meilleures chances de succès.

Nous avons appris combien votre action auprès des frères marocains et tunisiens surtout fut déterminante dans leur prise de position qui, indépendamment de son efficacité sur le plan des Nations unies, comporte en elle-même une prometteuse option quant au devenir nord-africain.

Quant à nous, si l'aventure qui nous est arrivée a bouleversé provisoirement quelque peu notre plan d'action sur le plan extérieur, elle comporte, compte tenu du contexte politique dans lequel les événements l'ont placée, des avantages politiques indéniables dont nous devrions tirer le maximum de profit.

L'essentiel est d'établir une liaison suivie qui nous permettrait l'échange d'idées indispensable touchant tous les problèmes fondamentaux qui ne manqueront pas de se poser à brève échéance.

Le régime qui nous est actuellement appliqué permet facilement tout échange rapide d'idées touchant les problèmes dont la solution requiert tant l'économie du temps que l'avis des frères habilités à donner leur avis.

Notre arrestation pose certains problèmes d'organisation de

l'action à l'extérieur. Nous sommes convaincus qu'à cet effet, et dans la fraternité et la concorde qui doivent présider à notre action dans cette phase si capitale pour l'avenir de notre patrie, vous réaliserez la formule la plus efficace pour votre travail. Nous ne connaissons pas tes projets immédiats d'activité, mais nous pensons qu'un contact général de tous les frères intéressés s'impose, pour qu'à la lumière des derniers événements et compte tenu de nos objectifs, vous fassiez une redistribution rationnelle des tâches!

Pour nos objectifs les plus immédiats, tous les frères ici soulignent la nécessité et l'urgence de la tournée dans les pays scandinaves, malheureusement reportée à cause de tous ces derniers événements; de même que celle en Amérique du Sud du secrétaire général de la ligue et de Djamali, avant que ne vienne la discussion de notre affaire.

Par ailleurs, nous suggérons une intervention auprès des États arabes pour une initiative qu'ils feraient séparément auprès du sultan pour lui manifester leur solidarité dans le différend avec la France, et qui l'encouragerait à plus d'intransigeance au moment où sa position paraît de plus en plus contrebalancée par le jeu inspiré uniquement par les nécessités de stratégie intérieure menée par l'Istiklal.

Inutile de vous dire que nous entendons que vous dégagiez toute votre action à ce sujet de l'élément personnel qui ne nous préoccupe que dans la mesure où nous tirions tout l'avantage possible sur le plan politique.

Que te dire, cher frère, sinon que nous serons très heureux de recevoir de tes nouvelles ainsi que celles que tu pourrais nous communiquer touchant les frères se trouvant avec toi à l'extérieur, et te prions de transmettre notre salut le plus fraternel à Madame.

Les journaux nous ont prêté les déclarations les plus extravagantes, comme cela s'entend. Quoique nous connaissons très bien la vigilance de notre peuple et le peu de crédit qu'il accorde à la camelote pourrie de cette sinistre presse, nous avons décidé d'intenter des procès pour diffamation à quelques journaux d'Algérie.

Tous les frères se joignent à moi pour t'embrasser affectueusement.

AHMED BEN BELLA.

ANNEXE II

Après le Congrès de la Soummam, des divergences apparurent parmi les membres de la Délégation extérieure. A Tunis, Mahsas s'était opposé au colonel Ouamrane. J'étais inquiet et j'ai fait part aux prisonniers de mes inquiétudes.

Ben Bella me répond :

Paris, le 31 décembre 1956,

Cher frère,

Nous avons bien reçu ta lettre pleine d'inquiétude devant la détérioration avancée de certaines situations dont celle de la Tunisie.

Inutile de te dire que nous ressentons la même inquiétude. Mais il n'y a pas à se leurrer, il serait inutile et dangereux de prendre à notre compte, maintenant, cette politique de l'autruche qui a fait si grand mal aux gens d'en face.

Nous estimons, au contraire, que le mal est très facile à résorber actuellement et que c'est le moment le plus propice pour cela.

Le danger n'est pas de dire que certaines décisions prises par le Congrès sont sujettes à caution, mais bien, devinant le mal en puissance qu'elles contiennent en elles-mêmes, de se réfugier dans une tour d'ivoire, comme notre cas à nous ici, avec la ferme conviction que nous ne serons pas atteints par les éclaboussures inévitables de demain.

Le mal n'est pas de dire franchement que la décision consacrant Lamine [1], entre autres décisions, responsable des activités politiques et militaires à l'extérieur, est susceptible

1. Il s'agit du Dr Lamine Debaghine.

d'être préjudiciable à l'activité de ces deux branches, mais bien alors que cette échéance paraissant d'une évidence criante, de nous dire, nous avons toujours la possibilité de dire demain quand les choses auront tourné mal irrémédiablement; nous ne sommes guère responsables puisque ce sont d'autres qui ont pris pareille décision.

Tu me connais assez pour savoir que j'agirai toujours avec loyauté. Je te rends justice d'avoir, tout au long de ton activité avec nous, été aussi honnête que loyal.

Nous avons écrit à Tunis et à Mahsas et aux deux frères envoyés d'Alger pour les inviter à une collaboration indispensable.

Nous avons écrit à Alger, au nom de tous les frères ici; en vue de les faire revenir sur certaines décisions malheureuses dont celle relative à la responsabilité de Lamine.

Je le dis très franchement à ce dernier dans la lettre que je lui adresse aujourd'hui même avec le frère Boumendjel.

J'insiste, en t'adjurant fraternellement, de ne voir dans cette prise de position qui a été un véritable cas de conscience pour nous tous que notre souci d'éviter une décision préjudiciable à notre activité sur le plan extérieur.

Je ne terminerai pas sans te dire que tous les frères d'ici estiment contrairement à nos suggestions relatives à la tournée dans les pays scandinaves que ta présence urgente à New York devient quasi indispensable, maintenant que nous avons sur place une délégation du M.N.A.

Tous les frères se joignent à moi pour vous embrasser fraternellement.

AHMED BEN BELLA.

P.S. : Notre dernière suggestion n'est bien entendu valable que si Yazid la confirme.

ANNEXE III

Alger, le 13 août 1963.

A Mesdames et Messieurs les Députés,
Membre de l'Assemblée nationale constituante

Alger

Mes chers collègues,

En raison de divergences de points de vue sur la procédure d'organisation définitive des pouvoirs publics en Algérie, et de mon désaccord fondamental sur la nature de ces pouvoirs, j'ai l'honneur et le regret de vous remettre ma démission de président de votre Assemblée.

En vous remerciant, une fois de plus, de la confiance que vous m'avez témoignée et que j'ai essayé de mériter, je vous prie de croire, chers collègues, en mes sentiments fraternellement dévoués.

Signé : Ferhat ABBAS.

ANNEXE IV

APPEL AU PEUPLE ALGÉRIEN [1]!

En moins de quatorze ans, l'Algérie se trouve pour la deuxième fois en conflit avec le peuple frère marocain. Parmi nos soldats et nos enfants, les uns sont prisonniers ou blessés et les autres sont morts sans que la responsabilité de notre peuple ait été engagée.

Nos morts, ceux des Marocains, le traitement indigne infligé à nos frères de nationalité marocaine expulsés d'Algérie, le drame et le désarroi des populations nomades de Saguia El Hamra et Oued Ed Hab montrent que ce conflit a déjà exercé ses ravages.

Demain ce conflit risque de se généraliser et de plonger toute l'Afrique du Nord dans un bain de sang. Les haines qu'il engendrera compromettront l'union du Maghreb arabo-islamique : espérance de nos peuples et fondement de notre prospérité et de notre bien-être.

Halte à la guerre! Nous lançons un appel aux responsables algériens et aux responsables marocains, à tous les niveaux, pour que nos deux pays cessent d'être un simple pion dans l'échiquier international. Halte à la guerre! au nom de la fraternité musulmane et de la solidarité humaine.

Les guerres modernes ne peuvent détruire en un jour le travail de plusieurs générations. Elles ont cessé d'être des solutions valables pour nos problèmes. Y recourir c'est accepter le suicide collectif. L'Afrique du Nord deviendrait un nouveau

1. Pour le lecteur, j'indique que cet appel a été remis aux officiels, et distribué. Par la suite, il a été repris et diffusé dans le pays, par les soins du commandant Slimane, de son vrai nom, Kaïd Ahmed. Je reproduis ce tract en souvenir du regretté disparu et pour honorer sa mémoire.

terrain où s'affronteront les Super-Grands au détriment de nos intérêts et de la paix dans le monde.

L'image que nous offre la malheureuse population d'Angola déchirée entre pro-Russes et pro-Américains devrait nous inciter à la réflexion.

Nous perdrions notre indépendance nationale et ce serait alors la rupture avec le principe de non-alignement, clef de voûte de notre politique internationale depuis plus de vingt ans.

Les peuples marocain et algérien furent unis dans le combat pour leur indépendance. Ils ne peuvent se résigner aujourd'hui à la politique du pire. Durant plus de sept ans, la Tunisie et le Maroc nous ont apporté leur appui constant et positif.

L'ingratitude est la marque des peuples faibles. Le peuple algérien est assez fort pour rendre le bien pour le bien et affirmer sa solidarité maghrébine.

Restons objectifs et réalistes. Certes, nous sommes fermes pour sauvegarder notre souveraineté nationale et l'intégrité de notre territoire, mais il n'en est pas moins vrai que d'autres tâches impérieuses nous sollicitent.

Faute d'institution, l'État algérien n'existe pas. Il faut le créer. L'Algérie n'a pas de Constitution ni de lois. Elle vit dans le provisoire. Le temps est venu d'y mettre fin.

Le coup d'État du 19 juin 1965 devait rétablir notre peuple dans son entière souveraineté. Ses auteurs ont condamné, sans équivoque, le pouvoir personnel par la proclamation suivante :

> Le pouvoir personnel aujourd'hui consacré, toutes les institutions nationales et régionales du Parti et de l'État se trouvent à la merci d'un seul homme qui confère les responsabilités à sa guise, fait et défait selon une tactique malsaine et improvisée les organismes dirigeants, impose les options et les hommes selon l'humeur du moment, les caprices et le plaisir.

Hélas! ce coup d'État n'a rien réglé. Le culte de la person nalité est toujours en honneur. Le pouvoir personnel s'exerce sans contrôle. Il dispose à son gré du destin de notre pays, de nos ressources, du budget. Il impose à nos enfants un système éducatif de son choix. Il nous soumet à une idéologie hostile aux valeurs morales et spirituelles de l'islam. Cet islam pour lequel un million et demi d'Algériens sont morts.

Il est seul juge du maintien de la paix ou de la guerre. Le peuple n'est jamais consulté; pas plus d'ailleurs que les responsables algériens, y compris les membres du Conseil de la révolution.

A notre époque un tel pouvoir est un anachronisme.

La solution de nos problèmes internes aussi bien qu'externes passe par l'exercice de la souveraineté populaire. Il ne s'agit pas de vouloir imposer au pays une charte nationale comme projette de le faire le président du Conseil de la Révolution, afin d'institutionnaliser son pouvoir. Une seule voie reste ouverte pour la confection de cette charte : un débat public, à l'échelle nationale, d'une Assemblée nationale constituante et souveraine, et sans pour autant préjuger de l'option socialiste du pays.

C'est au sein de cette Assemblée que les représentants librement mandatés par le peuple pourront traduire dans les textes les légitimes aspirations de la nation. Toute autre charte établie dans le secret des antichambres du pouvoir ne pourrait être que nulle et non avenue.

Algériens, Algériennes!

Le régime colonial contre lequel nous nous sommes mobilisés nous avait humiliés. Il nous avait interdit dans notre propre pays l'exercice de la souveraineté nationale en nous limitant aux problèmes alimentaires et économiques.

Depuis notre indépendance, le régime du pouvoir personnel nous a conduits progressivement à la même condition de sujets, sans liberté et sans dignité. Cette subordination est une insulte à la nature même de l'homme et de l'Algérien en particulier. Elle est une atteinte à sa personnalité.

C'est pourquoi des hommes, militants de bonne volonté, se sont rencontrés pour dénoncer cet état de choses et mettre fin à l'indignation qui nous frappe. Ils appellent les Algériens à lutter afin :

1. De faire élire par le peuple, librement consulté, une Assemblée nationale constituante et souveraine.
2. De mettre fin au système totalitaire actuel et d'élever des barrières légales contre toute velléité de ce genre.
3. D'établir les libertés d'expression et de pensée pour lesquelles le peuple algérien a tant combattu.
4. D'œuvrer pour un Maghreb arabe uni, islamique et fraternel.

Alger, mars 1976.

FERHAT ABBAS : ancien président du Gouvernement provisoire de la République algérienne.
CHEIKH MOHAMED KHEIREDDINE : ancien membre du Conseil national de la révolution algérienne.
BENYOUCEF BEN KHEDDA : ancien président du Gouvernement provisoire de la République algérienne.
HOCINE LAHOUEL : ancien secrétaire général du Parti du peuple algérien et du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, ancien représentant du F.L.N. à l'extérieur.

⁂

Algériens, Algériennes

Les frères Ferhat Abbas, Benyoucef ben Khedda, Cheikh Mohamed Kheireddine et Hocine Lahouel sont en résidence surveillée depuis la publication de ce manifeste qui reflète les préoccupations et les aspirations du peuple algérien.

Un Comité de défense et de solidarité a été constitué pour que ces militants de première heure continuent à s'exprimer librement.

Dès demain constituez à votre tour des comités régionaux et des comités locaux pour reproduire, diffuser et expliquer ce manifeste.

KAÏD AHMED [2].

2. Le commandant Kaïd Ahmed est mort en terre d'exil à Rabat, le 6 mars 1978. Il fut inhumé à Tiaret, sa ville natale. Pour n'avoir pu empêcher les nombreux amis du commandant de l'accompagner à sa dernière demeure, le wali de Tiaret fut révoqué. Le régime tyrannique de Boumediene ne respectait même pas la paix des morts.

TABLE

Imprimé en France
Dépôt légal : octobre 1984
N° d'édition : 10312 – N° d'impression : 1344